

SÉANCE PLÉNIÈRE

du

JEUDI 7 MARS 2013

Après-midi

PLENUMVERGADERING

van

DONDERDAG 7 MAART 2013

Namiddag

La séance est ouverte à 14.18 heures et présidée par M. André Flahaut.
De vergadering wordt geopend om 14.18 uur en voorgezeten door de heer André Flahaut.

Le **président**: La séance est ouverte.
De vergadering is geopend.

Une série de communications et de décisions doivent être portées à la connaissance de la Chambre. Elles seront reprises sur le site web de la Chambre et insérées dans l'annexe du compte rendu intégral de cette séance.

Een reeks mededelingen en besluiten moeten ter kennis gebracht worden van de Kamer. Zij worden op de website van de Kamer en in de bijlage bij het integraal verslag van deze vergadering opgenomen.

Ministres du gouvernement fédéral présents lors de l'ouverture de la séance:
Aanwezig bij de opening van de vergadering zijn de ministers van de federale regering:
Hendrik Bogaert, Olivier Chastel, Pieter De Crem, Johan Vande Lanotte

Excusés

Berichten van verhindering

Philippe Blanchart, Mathias De Clercq, Myriam Delacroix-Rolin, Fouad Lahssaini, Patrick Moriau, pour raisons de santé / wegens gezondheidsredenen;
Caroline Gennez, pour devoirs de mandat / wegens ambtsplicht;
Eva Brems, à l'étranger / buitenslands;
Dirk Van der Maelen, Stefaan Vercamer (votes/stemmingen), Conseil de l'Europe / Raad van Europa;
Valérie Déom, Corinne De Permentier, UIP /IPU.

Mme De Block, secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, est en réunion du Conseil des ministres Justice et Intérieur.

01 Modification au sein du gouvernement

01 Wijziging binnen de regering

Par lettre du 6 mars 2013, le premier ministre transmet copie de l'arrêté royal du 5 mars 2013 intitulé "Gouvernement – Démission – Nomination – Modification".
Bij brief van 6 maart 2013 zendt de eerste minister een afschrift over van het koninklijk besluit van 5 maart 2013 met als opschrift "Regering – Ontslag – Benoeming – Wijziging".

Il me signale que la démission de M. Vanackere est acceptée. M. De Crem devient vice-premier ministre et M. Geens est nommé ministre des Finances, chargé de la Fonction publique. M. Verherstraeten, secrétaire d'État aux Réformes institutionnelles, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État à la Régie des Bâtiments, adjoint au ministre des Finances, chargé de la Fonction publique est en outre nommé secrétaire d'État au Développement durable, adjoint au ministre des Finances, chargé de la Fonction publique.

02 Communication

02 Mededeling

L'article 50 de la Constitution dispose que "le membre de l'une des deux Chambres, nommé par le Roi en qualité de ministre et qui l'accepte, cesse de siéger et reprend son mandat lorsqu'il a été mis fin par le Roi à ses fonctions de ministre".

Artikel 50 van de Grondwet bepaalt het volgende: "Een lid van één van beide kamers dat door de Koning tot minister wordt benoemd en de benoeming aanneemt, houdt op zitting te hebben en neemt zijn mandaat weer op wanneer de Koning een einde heeft gemaakt aan zijn ambt van minister."

M. Steven Vanackere ayant démissionné de ses fonctions de vice-premier ministre et ministre des Finances et du Développement durable, chargé de la Fonction publique, il reprend son mandat parlementaire et M. Michel Doomst, admis à siéger en qualité de membre effectif de la Chambre des représentants en remplacement de M. Steven Vanackere pour la durée de ses fonctions ministérielles, cesse de siéger et redevient premier suppléant de la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde.

Daar de heer Steven Vanackere ontslag heeft genomen uit zijn ambt van vice-eersteminister en minister van Financiën en Duurzame Ontwikkeling, belast met Ambtenarenzaken, neemt hij zijn parlementair mandaat weer op. De heer Michel Doomst die zitting heeft in de hoedanigheid van lid van de Kamer van volksvertegenwoordigers ter vervanging van de heer Steven Vanackere zolang het ambt van deze duurt, houdt op zitting te hebben en wordt opnieuw eerste opvolger voor de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde.

Je tiens à remercier M. Michel Doomst.

Ik dank de heer Michel Doomst.

03 Ordre du jour

03 Agenda

03.01 Yvan Mayeur (PS): Monsieur le président, au point 7 de l'ordre du jour, il y a une proposition de loi (n° 2351) à la laquelle nous voudrions apporter une correction technique par le biais d'un amendement. Pour faciliter nos travaux, il serait peut-être plus aisé de réunir la commission des Affaires sociales à 15 h 00, de débattre de l'amendement, éventuellement de l'approuver et de poursuivre alors nos travaux par un rapport oral sur cet amendement et cette correction et de reprendre ainsi le cours de l'ordre de nos travaux, si la Chambre en est d'accord.

Le **président**: Je ne vois pas d'objections. Il en sera donc ainsi.

Réunion de la commission des Affaires sociales à 15 h 00.

Questions

Vragen

Comme vous le savez, le premier ministre nous rejoindra plus tard.

04 Question de M. Christophe Lacroix au vice-premier ministre et ministre de la Défense sur "l'avenir des capacités industrielles et technologiques de défense européennes" (n° P1586)

04 Vraag van de heer Christophe Lacroix aan de vice-eersteminister en minister van Landsverdediging over "de toekomst van de Europese industriële en technologische defensiecapaciteit" (nr. P1586)

04.01 Christophe Lacroix (PS): Monsieur le président, monsieur le vice-premier ministre, voilà quelques semaines, en commission, je vous avais adressé des reproches, du moins de légères critiques au sujet d'un certain flou quant à votre vision stratégique de notre défense européenne.

Aujourd'hui, nous pouvons affirmer que ce flou, ce manque de vision risque de devenir réalité tant au sens propre qu'au sens figuré. En effet, lors de la commission d'hier, vous avez indiqué que la participation belge au programme français MUSIS SOC (*Multinational Space-based Imaging System for Surveillance – Spacial Optical Component*) n'est inscrite que comme programme conditionnel au projet du plan

d'investissement pour la Défense et la Sécurité 2013-2014 en cours de préparation.

Pourtant, ce programme avait été approuvé par le gouvernement en juillet 2012. En effet, il est essentiel tant d'un point de vue opérationnel et technologique qu'industriel en Belgique et, plus largement, en Union européenne. Or, sans projet concret, sans vision, la capacité européenne à se défendre, mais également à développer sa politique industrielle et de recherche en la matière existeront-elles encore dans dix ou vingt ans?

Voilà des questions concrètes qui doivent trouver rapidement réponse.

Force est de constater que cette décision annoncée hier semble, pour mon groupe, aller à contre-pied de ce projet européen indispensable au moment où certains, ce matin, découvrent enfin l'importance de protéger et de soutenir concrètement l'industrie européenne de recherche et de développement plutôt que de créer des dépendances opérationnelles, mais aussi technologiques, en se privant à la clé de nombreux emplois.

Monsieur le vice-premier ministre, que penser de la participation conditionnelle de notre pays à ce programme en termes de capacité technologique et de renseignement de la Défense belge et européenne, alors que nos militaires sont présents sur plusieurs postes d'opération à l'étranger, postes cruciaux?

Notre non-participation n'est-elle pas un risque pour notre pays de rater le train européen devant nous donner l'accès à une nouvelle génération de satellites espions et, plus largement, des projets européens cruciaux de recherche et développement?

Selon vous, la non-participation de la Défense belge à ce programme n'aurait que "peu d'impact direct sur l'industrie spatiale belge". Que doit-on entendre par "peu d'impact"?

Dans le cadre du prochain PIDAS (*Perimeter Intrusion Detection and Assessment System*), quelle place est-elle donnée au soutien de projets européens de recherche et développement?

Enfin, vu l'impact de cette décision en matière de politique scientifique, vous êtes-vous concerté avec votre collègue en charge de ce département?

04.02 Pieter De Crem, ministre: Monsieur le président, cher collègue Lacroix, tout d'abord, il convient de savoir que le domaine européen du développement industriel des capacités de défense ressortit à l'Agence européenne de la Défense. En effet, parmi les tâches qui lui incombent depuis sa création en juillet 2004, on compte premièrement le renforcement de la base industrielle et technologique de défense de l'Union européenne. De même, il est prévu de favoriser la recherche en vue d'augmenter le potentiel industriel et technologique en ce domaine.

Ainsi, l'Agence européenne de la Défense a, entre autres, pour tâche de contribuer au développement et à la restructuration globale de l'industrie européenne de défense.

Enfin, pour lever d'éventuels doutes en termes de compensation économique, je tiens à vous informer que la Belgique a transposé la directive européenne 2004/18/EG relative à la coordination des procédures de passation des marchés publics par la loi du 13 août 2011. De ce fait, la notion de compensation industrielle a disparu. En effet, la nouvelle législation prévoit la possibilité d'obliger le soumissionnaire à sous-traiter un maximum de 30 % du marché. Il appartient donc au SPF Économie de fixer ce pourcentage ainsi que la nature de la sous-traitance, laquelle doit alors être inscrite dans le cahier spécial des charges et faire l'objet d'une publication européenne.

04.03 Christophe Lacroix (PS): Monsieur le vice-premier ministre, je vous remercie pour votre réponse.

Je tiens à vous rappeler que, pour mon groupe, ce type de politique européenne de défense est essentiel tant sur le plan opérationnel que sur le plan industriel civilo-militaire de recherche et développement. J'ai cru entendre que Spacebel, le CSL (Centre spatial de Liège), Alcatel BTS étaient concernées par ces fameuses images satellitaires. C'est pour ces raisons que mon groupe est l'auteur d'une résolution qui sera, d'ailleurs, bientôt votée pour vous adresser, si cela est encore nécessaire, un message clair en ce sens.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

05 Question de Mme Özlem Özen au vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord sur "la destruction d'aliments sains par la grande distribution" (n° P1590)

05 Vraag van mevrouw Özlem Özen aan de vice-eersteminister en minister van Economie, Consumenten en Noordzee over "de vernietiging van verse eetwaren door de grootdistributie" (nr. P1590)

05.01 **Özlem Özen** (PS): Monsieur le président, monsieur le ministre, chers collègues, l'industrie agroalimentaire préfère apparemment nourrir les rats que de perdre de l'argent! C'est ce que m'inspirent les récentes destructions de lots entiers de nourriture contenant de la viande chevaline, mais qui n'en reste pas moins comestible.

D'un côté, il y a des familles de plus en plus nombreuses qui ne peuvent plus manger à leur faim et qui vont frapper aux portes des différentes associations d'aide alimentaire et de l'autre, il y a l'industrie agroalimentaire qui, non contente de faire du fric avec un mépris sidérant du consommateur, franchit un pas supplémentaire pour atteindre le summum du cynisme. Nous aurions pu penser qu'après le scandale qui la frappe de plein fouet, elle aurait fait profil bas et se serait montrée un tant soit peu ouverte au monde qui l'entoure. Il n'en est rien!

Pourtant, j'avais cru comprendre que, suite à l'intervention de mon groupe la semaine dernière, le message était clair. Il est à présent temps de siffler la fin de la récréation! Le groupe PS exige qu'à partir du moment où la nourriture est reconnue saine, les marques et les chaînes de distribution se positionnent officiellement quant à leur volonté ou non de redistribuer ou de vendre au rabais leur nourriture chevaline et de communiquer sur l'état des lieux des stocks concernés.

Aujourd'hui, on ne peut plus se contenter d'un "oui mais" si facile et qui n'engage absolument à rien. Si les marques et les chaînes de distribution décident de détruire des aliments parfaitement comestibles, qu'elles le fassent à la lumière du jour et qu'elles l'assument publiquement. De plus, nous demandons que le gouvernement fasse pression sur elles afin d'accélérer les démarches de surétiquetage ainsi que les actions concrètes de revente ou de distribution.

05.02 **Johan Vande Lanotte**, ministre: Monsieur le président, chers collègues, j'avais en effet indiqué la semaine passée les trois conditions qui devraient être remplies pour que des produits hors circuit puissent être distribués: la sécurité alimentaire doit être garantie, l'entreprise doit être d'accord, et les banques alimentaires, si d'application, doivent apposer un autocollant sur le contenu.

Depuis lors, je ne dispose pas d'élément d'information concernant d'éventuelles destructions. Je n'ai pas la confirmation qu'il y a eu des distributions ou des destructions.

Je pense que le gouvernement devrait se faire un peu plus pressant, et c'est la raison pour laquelle nous allons inviter la Fédération des industries alimentaires (FEVIA) à faire pression pour que des produits alimentaires consommables et comestibles soient distribués, notamment aux banques alimentaires. C'est, à mon avis, la meilleure chose à faire. J'aurai une réunion à ce sujet la semaine prochaine normalement.

05.03 **Özlem Özen** (PS): Monsieur le ministre, vous savez qu'il est tout aussi criminel de mentir sur le contenu de la nourriture que de jeter celle-ci, et si les responsables veulent se racheter, il n'est pas trop tard, mais il est plus que temps!

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

06 Question de Mme Marie-Martine Schyns au vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord sur "l'augmentation des primes d'assurance en fonction de l'évolution du 'risque' climatique" (n° P1591)

06 Vraag van mevrouw Marie-Martine Schyns aan de vice-eersteminister en minister van Economie, Consumenten en Noordzee over "de verhoging van de verzekeringspremies in functie van de evolutie van het klimaatrisico" (nr. P1591)

06.01 Marie-Martine Schyns (cdH): Monsieur le ministre, aujourd'hui, la presse met en avant des augmentations excessives de primes pour les assurances. Elles concernent cette fois les habitations, plus précisément le volet "catastrophes naturelles". Il semblerait que des compagnies augmentent leurs tarifs en se basant sur les mauvaises conditions climatiques, auxquelles nous serions de plus en plus souvent confrontés.

Les assurances se livrent à des calculs S/P pour calculer ces assurances et justifient les risques accrus en parlant de catastrophes comme celle qui s'était produite lors du festival Pukkelpop en estimant que ce risque doublera. Ainsi, les primes ont en moyenne grimpé de 2,5 % au-delà de l'Abex.

Avez-vous eu connaissance de ces augmentations spécifiques? À combien s'élèvent-elles? Existe-t-il une base statistique sur laquelle les assureurs justifient les augmentations, hormis leur fameux calcul S/P? Existe-t-il des critères objectifs, qui permettraient de traduire l'impact de l'évolution du climat sur les primes d'assurance? Pensez-vous qu'il serait nécessaire d'agir pour mieux réguler ces évolutions de primes, qui sont, d'après les assureurs, liées au climat?

06.02 Johan Vande Lanotte, ministre: Chère collègue, tout d'abord, je rappelle que le secteur de l'assurance est réglé au niveau européen. Il en résulte que même les informations préalables relatives aux prix ne sont pas permises. Non qu'elles soient inacceptables pour l'Union européenne, mais c'est le fait d'annoncer les augmentations qui n'est pas acceptable. Telle est la réalité, hélas!

En cas d'augmentation des primes, je ne peux les confirmer en tant que telles. Les chiffres en ma possession sont ceux des montants publics qui doivent être versés en raison des désastres naturels. Leur étude dénote une irrégularité en la matière. Pour l'année 2007, les dédommagements se sont élevés à 15 millions, alors que, pour 2008, cette somme s'élève à 37 millions! Cela dit, en 2009, les versements diminuent pour s'élever à 19 millions et passer en 2010 à 23 millions. Mais, pour 2011, ils s'élèvent à 80 millions!

C'est donc un schéma très irrégulier. En conclure une croissance exponentielle des primes serait excessif.

Ceci dit, constater des indemnisations à concurrence de 80 millions en 2011 devrait avoir des répercussions sur le montant des primes. Peut-on dire pour autant que ce sera récurrent? Je trouve cela excessif.

Je veux toutefois insister sur le fait que lorsqu'un client est confronté à une proposition d'augmentation de prime, il doit pouvoir résilier son contrat et en souscrire un autre auprès d'une compagnie moins chère. Il est important que le consommateur sache qu'en cas d'augmentation des tarifs, il n'est plus lié par son contrat.

06.03 Marie-Martine Schyns (cdH): Monsieur le ministre, on sait qu'on a affaire à des sociétés commerciales et ce n'est pas cela qui est remis en cause. Tout de même, je sais qu'au sein de la commission Économie, le débat sur l'assurance incendie obligatoire est ouvert.

Je me dis donc que cette question qui porte peut-être sur un détail aujourd'hui pourrait avoir des conséquences importantes pour le consommateur.

On estime que les risques en matière de catastrophe naturelle augmentent alors que vous avez confirmé que c'est très irrégulier. Je crois que le rôle des parlementaires et le vôtre en tant que ministre est de protéger les consommateurs et donc d'être attentifs à ce qui pourrait se produire si cette assurance était rendue obligatoire.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

Agenda Ordre du jour

Le **président**: Chers collègues, pour l'instant, aucun ministre n'est présent pour répondre aux questions.

Au point 1 de notre agenda figure une série de propositions de loi pour lesquelles il n'y a qu'un seul orateur

inscrit. Le deuxième point de notre ordre du jour est un projet de loi portant assentiment à certains accords. Au troisième point figure un projet de loi pour lequel il n'y a aucun orateur inscrit. Puis-je considérer qu'en attendant les ministres, on examine ces points?

06.04 Jan Jambon (N-VA): Mijnheer de voorzitter, tijdens de Conferentie van voorzitters hebt u ons ervan op de hoogte gesteld dat de eerste minister vandaag later aanwezig zou zijn. In onze alom gekende medewerkzaamheid met uw beleid, hebben wij daarin toegestemd.

Het ging daarbij echter alleen over de figuur van de eerste minister. Ik heb begrepen dat de regering er deze week nog voor gezorgd heeft om volledig in getal te zijn, dus ik vind deze situatie wel aberrant. De leden van de regering weten goed dat donderdag om 14 u 15 het vragenuurtje start. De eerste minister heeft zich verontschuldigd, waarvoor alle begrip, maar zijn verontschuldiging geldt natuurlijk niet voor de rest van de regering.

Wij kunnen dus absoluut niet instemmen met een agendawijziging.

Als dit betekent dat de rest van de regering de Kamer niet belangrijk genoeg vindt om hier aanwezig te zijn en om op de vragen van de volksvertegenwoordiging te antwoorden, dan moet u de vergadering schorsen. U kunt niet zomaar eenzijdig de agenda omgooien.

06.05 Gerolf Annemans (VB): Mijnheer de voorzitter, ik sluit mij daarbij aan, met die restrictie dat de figuur van de eerste minister mij niet interesseert.

06.06 Muriel Gerkens (Ecolo-Groen): Monsieur le président, hier, en Conférence des présidents, nous avons accepté le fait que le premier ministre ne serait présent dans cette enceinte qu'à partir de 16 h 00. Il était entendu qu'en attendant, nous poserions nos questions aux différents ministres concernés. Or, il faut constater que nombre d'entre eux ne sont pas là.

Le **président:** Certains sont présents, mais ils ne sont pas concernés!

(...): M. Vande Lanotte est présent!

06.07 Muriel Gerkens (Ecolo-Groen): Mais il a déjà répondu aux questions qui lui étaient adressées.

Le **président:** Si M. Vande Lanotte veut répondre aux questions restantes, je ne m'y oppose pas. (*Brouhaha sur les bancs*)

Vu la situation, je vais suspendre la séance jusqu'à 15 h 00.

La séance est suspendue.
De vergadering wordt geschorst.

*La séance est suspendue à 14.40 heures.
De vergadering wordt geschorst om 14.40 uur.*

*La séance est reprise à 15.00 heures.
De vergadering wordt hervat om 15.00 uur.*

La séance est reprise.
De vergadering wordt hervat.

07 Vraag van de heer Siegfried Bracke aan de vice-eersteminister en minister van Pensioenen over "de forse toename van het aantal pensioneringen" (nr. P1592)

07 Question de M. Siegfried Bracke au vice-premier ministre et ministre des Pensions sur "la croissance très sensible du nombre de départs à la pension" (n° P1592)

07.01 Siegfried Bracke (N-VA): Mijnheer de minister, vorig jaar is een recordaantal mensen met pensioen gegaan, dik 120 000, 7 % meer dan het jaar ervoor.

Het is het begin van de tsunami die vergrijzing heet. In de komende jaren zal het aantal immers nog fors toenemen. Uit elk nieuw rapport van de vergrijzingcommissie vernemen wij dat de factuur gigantisch hoog zal zijn.

Diezelfde commissie heeft gezegd dat de stap die deze regering heeft genomen slechts een beginstap is en eigenlijk te weinig is. Ik zwijg dan nog over de kritiek die er gekomen is van de OESO en van de professoren Schoors en Peersman, die er overigens een bestseller over hebben geschreven. Dat is significant, want het bewijst dat de mensen ermee bezig zijn. Er was ook de kritiek van de Nationale Bank, en zelfs van uw voormalige collega, vice-eersteminister Steven Vanackere. Ook hij vond dat de regering op dat punt een tandje moest bijsteken.

Kortom, vele indrukwekkende instanties vragen om meer. Op u maakt dat kennelijk niet zoveel indruk. Integendeel, uiterekend op de bonus die mensen ertoe moet aanzetten om langer te werken, wil u besparen. Ik geef toe dat het voor één keer gaat om een structurele besparing, maar het is helaas een totaal foute besparing. *Il faut le faire*.

Vandaar mijn eenvoudige vraag, mijnheer De Croo. Wanneer zal de urgentie hoog genoeg zijn om echt in te grijpen op dat punt, om echt te hervormen, en niet te doen alsof?

Wanneer nemen u en uw coalitiepartners de verantwoordelijkheid op om de door sommigen aangekondigde clash van de generaties te voorkomen?

Hoe passen uw plannen in de kalender vanaf vandaag tot aan het einde van deze legislatuur, dus anderhalf jaar?

07.02 Minister **Alexander De Croo**: Mijnheer Bracke, ik dank u voor deze vraag.

Om te beginnen wil ik de cijfers bevestigen. Er zijn vorig jaar 121 379 personen met pensioen gegaan. Dat is inderdaad een stijging met 6,7 % ten opzichte van 2011. Is dat nieuw? Nee, dat is niet nieuw. Sinds 2007 zien wij een gestage toename van het aantal personen dat met rustpensioen gaat. Dat zal de komende jaren zo doorgaan. Wij breken vandaag een record en ik kan u al meedelen dat wij dat record de komende jaren steeds opnieuw zullen breken. In de komende jaren zal het aantal pensioneringen blijven stijgen.

Hoe kan deze stijging verklaard worden? De voornaamste factor is natuurlijk de pensioneringsgolf van de babyboomers, de mensen die geboren zijn tussen 1945 en 1965. Mijnheer Bracke, ik meen dat u daar ook deel van uitmaakt. De komende twintig jaar zal die groep met pensioen gaan. Misschien blijft u langer werken, mijnheer Bracke, dat is mogelijk.

Ook na de komende twintig jaar, zal de vergrijzingsgolf zich blijven voortzetten. Vandaag is 17 % van de inwoners ouder dan 65 jaar. Binnen vijftig jaar zal dat ongeveer een kwart zijn. De reden daarvoor bestaat uit twee factoren. Ten eerste, het aantal geboren kinderen is te laag. Ik stel voor dat elk daarin zijn verantwoordelijkheid neemt. Ten tweede, mensen worden ouder. Dat is goed. Mensen worden ook gezond ouder. Dat heeft natuurlijk wel zeer zware financiële implicaties. De studiecmissie voor de vergrijzing bepaalt trouwens dat het totale gewicht van de pensioenen in ons binnenlands product zal stijgen van 10 % vandaag tot 14,5 % in 2060. Het gewicht van de pensioenen stijgt dus met bijna 50 % tegen 2060.

Hoe moeten wij daarmee omgaan? Deze federale regering zet in op drie sporen.

Het eerste spoor is het hervormen van de pensioenen. Wij nemen een hele reeks maatregelen die ervoor zorgen dat de effectieve pensioenleeftijd stijgt. Zoals u weet, heeft slechts 5 % van de mensen die met pensioen gaan de leeftijd van 65 jaar bereikt. Gemiddeld gaan wij op 59 jaar met pensioen. Dat is een van de laagste leeftijden in Europa.

De maatregelen zijn gekend. Het gaat over het hervormen van het vervroegd pensioen, het versterken van de band tussen werken en pensioenopbouw en het hervormen van de pensioenbonus, volledig in lijn met de aanbevelingen van de studiecmissie voor de vergrijzing.

Kortom, deze regering voert een eerste hervormingsgolf van de pensioenen door, die als doel heeft de effectieve pensioneringsleeftijd te verhogen. Van deze maatregelen zeggen de OESO en de

Europese Commissie dat het belangrijke stappen in de goede richting zijn. Als minister van Pensioenen bereid ik een initiatief voor dat een stevige basis moet leggen voor een tweede hervormingsgolf van de pensioenen. Ik zal u over dit initiatief meer details geven als ik die zelf volledig heb.

Een tweede spoor is minstens even belangrijk. Wij moeten ervoor zorgen dat er zoveel mogelijk mensen aan de slag zijn en aan de slag blijven. U weet dat wij tegen een zware economische crisis vechten. Wij zijn niet het enige land dat dit doet; alle Europese landen vechten tegen een zware economische crisis. Dat belet ons niet een reeks hervormingen door te voeren, zoals verstrenging van de werkloosheid, beperking van de wachtuitkering, maatregelen voor meer flexibiliteit, hervorming van de index, een loonnorm voor de komende twee jaar en een lastenverlaging om bedrijven competitiever te maken. Dit zijn allemaal maatregelen om de loonhandicap stelselmatig weg te werken. Deze regering engageert zich hiertoe. Dit alles heeft één doel, met name ervoor zorgen dat er meer mensen aan de slag zijn en dat meer schouders de vergrijzing kunnen dragen.

Zelfs als wij deze twee sporen – het verlengen van de carrières en ervoor zorgen dat er meer mensen aan de slag zijn – uitstekend tot uitvoering zouden brengen, zal dat niet genoeg zijn. Wij moeten weten dat wij in de toekomst een groter deel van onze begroting zullen moeten toewijzen aan het dragen van de prijs van de vergrijzing. Net daarom is een structurele begroting en een afbouw van de schuld zo belangrijk. Elke euro die wij niet aan rente op de staatsschuld uitgeven, is een euro die wij kunnen investeren om het probleem van de vergrijzing aan te pakken. Vandaar dat volgens mij een structurele aanpak van de begroting onlosmakelijk is verbonden met de juiste aanpak van het vergrijzingsprobleem.

Ik moet u niet zeggen dat sinds 2007 een aantal crisissen ons land achteruit heeft geslagen. Ik denk aan de financiële crisis, de economische crisis en, bijna belangrijker, de politieke crisis sinds 2007 en de stilstand die er daarna is gekomen. Dat heeft ervoor gezorgd dat ons land achteruit is geslagen. De impact van de politieke crisis op onze begroting is vandaag zeer duidelijk.

Vandaar lijkt het mij ook belangrijk dat wij onze afspraken ten opzichte van Europa nakomen en dat wij onze verantwoordelijkheid opnemen, niet omdat Europa dat vraagt, maar omdat het nodig is om de vergrijzingsproblematiek ten gronde te kunnen aanpakken.

Budgettaire inspanningen, samen met blijvende hervormingen om loopbanen te verlengen en het versterken van onze economie, dat is de aanpak die nodig is. Doen wij dat niet, dan schuiven wij de factuur van deze crisis door naar de volgende generatie, die al een zeer zware last ingevolge de vergrijzing zal moeten dragen. Daarom is een structurele begrotingsinspanning in mijn ogen cruciaal. Doen wij die niet, dan vervallen wij in een soort van groepsegoïsme. Daaraan wil ik niet meedoen.

07.03 Siegfried Bracke (N-VA): Mijnheer de minister, ik dank u voor uw antwoord.

Wat uw laatste zinnen betreft, ik ben het daarmee helemaal eens. Ik had zelfs het gevoel dat u het begin van structurele maatregelen zou aankondigen. Laat vooral niets u tegenhouden om op dat punt de hand aan de ploeg te slaan.

Voor het overige valt het mij op dat u als het ware titels van hoofdstukken voorleest, en daar voeg ik meteen aan toe: ja, maar doe het dan! Wat houdt u tegen om er effectief iets aan te doen?

Wat de eigenlijke vraag betreft, mijnheer de minister, het overkomt mij nog zelden, maar wat collega Bruno Tobback over de pensioenen heeft gezegd, is waar. Daarover ging de vraag namelijk. *Presque rien n'a été fait sur les pensions*, klonk het over een Franstalige radiozender in februari van dit jaar. Ik vroeg u wat u bijkomend zult ondernemen, en als antwoord kreeg ik een catalogus van hoofdstukken van wat er zou moeten gebeuren. Het begin daarvan hebben wij echter nog niet gezien. De heer Tobback kan het overigens goed weten, want tussen 2004 en 2007 heeft hij de pensioenen ook niet hervormd.

Sta mij toe mij in algemeen politieke termen als volgt uit te drukken. Als men goed kijkt, is dit het kenmerk van deze coalitie: coalitiepartners geven striemende kritiek op terreinen waarvoor zij zelf niet bevoegd zijn, en omgekeerd. Dat zegt iets over de geloofwaardigheid van de coalitie, maar u zult begrijpen dat dat niet echt ons probleem is.

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

Le **président**: Je voudrais simplement rappeler qu'hier en Conférence des présidents, M. de Donnea a fait remarquer à juste titre que certaines questions devenaient des interpellations. Je dois bien dire que les réponses des ministres sont également plutôt des réponses à des interpellations que des réponses à des questions orales urgentes.

Chers collègues, je vous demande de vous tenir à la réglementation, au Règlement – ou alors il faut le changer – pour revenir à des questions posées en deux minutes et à des réponses ministérielles les plus succinctes possible, même si le message à faire passer est important, compte tenu du moment de la semaine et du moment de notre assemblée.

De grâce, ne tombons pas dans une succession d'interpellations! Ou alors consacrons une séance, une après-midi tout entière, aux questions et pas à l'analyse de propositions et de projets. Nous n'en sortirons pas sinon. Entre ça et l'absence des ministres, on va droit dans le décor!

Nous arrivons aux questions posées au ministre des Affaires étrangères.

08 Samengevoegde vragen van

- de heer Patrick Dewael aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Europese Zaken over "de toestand in Syrië" (nr. P1587)
- de heer Dirk Van der Maelen aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Europese Zaken over "de toestand in Syrië" (nr. P1588)
- mevrouw Els Demol aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Europese Zaken over "de toestand in Syrië" (nr. P1589)

08 Questions jointes de

- M. Patrick Dewael au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et des Affaires européennes sur "la situation en Syrie" (n° P1587)
- M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et des Affaires européennes sur "la situation en Syrie" (n° P1588)
- Mme Els Demol au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et des Affaires européennes sur "la situation en Syrie" (n° P1589)

08.01 Patrick Dewael (Open Vld): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, collega's, ik zou het even willen hebben over het humanitaire drama in Syrië.

Het wordt alsmaar duidelijker dat daar – moet het nog gezegd – sprake is van een onvoorstelbare humanitaire catastrofe. Het leed dat daar wordt geleden, is met geen pen te beschrijven. Recente rapporten melden dat een miljoen burgers het land ontvlucht zijn, er meer dan 70 000 doden zijn gevallen en meer dan 150 000 personen gevangen werden genomen of vermist zijn.

Onlangs waren er een aantal nieuwe ontwikkelingen. Ik verwijs meer specifiek naar de gijzeling van 20 blauwhelmen, die aan het patrouilleren waren op de Golanhoogten. Bovendien gaan er alsmaar meer stemmen op om het wapenembargo te versoepelen en het Vrije Syrische Leger te bewapenen.

Gisteren was de opperbevelhebber van het Vrije Syrische Leger te gast in het Europees Parlement. Ik had graag uw mening gekend over de versoepeling van het wapenembargo. Ik wil ook graag weten wat de stand van zaken is in de gijzelingsactie. Bestaat effectief het risico dat het geweld overslaat op andere landen?

Ik wil ook verwijzen, mijnheer de voorzitter, naar het bezoek dat wij niet zo lang geleden hebben gebracht aan het buurland Libanon, in het kader van een samenwerking tussen onze beide parlementen. Wij hebben daar gezien welke enorme impact de vluchtelingenproblematiek op alle buurlanden heeft, met tienduizenden mensen die in alle buurlanden binnenstromen en moeten worden geholpen. Dat doet de vraag rijzen in welke mate de hulp effectief en efficiënt is? Wat doet de Europese Unie ter zake, aangezien zij alles zou moeten coördineren?

Mijn laatste vraag betreft het beveiligen van een aantal humanitaire corridors. De hulp in de buurlanden is een zaak, maar onder meer Koert Debeuf heeft onlangs in een indrukwekkend rapport beschreven welke ellende er in de vluchtelingenkampen in Syrië zelf bestaat. De hulp wordt verdeeld via ngo's op een niet-efficiënte wijze. Ik denk dat het installeren van humanitaire corridors vanuit de buurlanden, indien afdoende

beveiligd, soelaas zou kunnen brengen. U hebt destijds in een van uw antwoorden een perspectief geboden in die richting. Ik zou willen weten of, gezien de huidige escalatie, de piste vandaag kans maakt?

08.02 Dirk Van der Maelen (sp.a): Mijnheer de minister, ik sluit mij aan bij wat collega Dewael net heeft gezegd over de humanitaire crisis.

Vandaag stond in de krant een oproep van de Hoge Commissaris voor de Vluchtelingen van de Verenigde Naties, António Guterres, die erop wijst dat een miljoen vluchtelingen een enorme druk leggen op de buurlanden van Syrië en dat de internationale gemeenschap zo snel mogelijk moet ingrijpen.

Generaal Idris, de leider van het Vrije Syrische Leger, is gisteren uit Brussel vertrokken met het engagement van mevrouw Ashton dat Europa meer zal doen. Mijn eerste vraag is of België zich daarbij aansluit?

Ik wil van de gelegenheid gebruikmaken om een pleidooi te houden tegen wapenleveringen aan Syrië, ook al was dat een vraag van de leider van het Vrije Syrische Leger. Ik zou dat niet doen, omdat de humanitaire crisis die er nu is, daardoor alleen nog maar erger kan worden.

Wat zal er met die wapens gebeuren? De wapens die eventueel door Europa of door andere westerse landen zouden worden geleverd, zullen zorgen voor een escalatie. Er zullen van de andere kant – van Iran, van Rusland – nog meer wapens worden gegeven aan Assad en het conflict zal nog scherper worden.

Wij hebben in Libië gezien wat het andere risico is van de levering van wapens. Als er nu in Mali problemen zijn, is dat een gevolg van het feit dat wapens aan Libië werden geleverd waarmee de Toereag de opstand in het noorden zijn begonnen. Dat VN-militairen worden gegijzeld op de Golanhoogte, het voorbeeld dat collega Dewael heeft gegeven, is ook alleen maar mogelijk, omdat ongeregelde elementen in de opstand in Syrië hun werkterrein hebben verlegd.

Een andere reden om geen wapens te leveren, is dat men geen controle heeft over de plaats waar die wapens terechtkomen.

Zal de Belgische regering zich dus aansluiten bij het standpunt van mevrouw Ashton om geen bijkomende wapens te leveren aan Syrië?

08.03 Els Demol (N-VA): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, collega's, zowat twee weken geleden besloot de Syrische Nationale Coalitie de internationale gesprekken te verlaten. Zij deed dat uit protest tegen wat zij noemt de internationale stilte in het Syrische conflict.

De SNC zou daardoor ook niet langer deelnemen aan de vergadering van Friends of Syria, die in Rome zou plaatsvinden. De coalitie zou ook niet langer op uitnodigingen van Washington of Moskou ingaan.

Na aandringen van de nieuwe Amerikaanse minister van Buitenlandse Zaken, de heer Kerry, nam de voorzitter van de Syrische Nationale Coalitie, de heer Moaz al-Khatib, te elfder ure toch nog deel aan de vergadering van Friends of Syria in Rome.

Een ander feit waarover ik het even wil hebben, is uw bezoek aan Jordanië, dat ook nog vers in het geheugen ligt. In Jordanië verklaarde u dat België achter iedere politieke oplossing in het Syrische conflict zou staan, op voorwaarde dat president Assad niet aan de onderhandelingen zou deelnemen.

Uit een recent interview met president Assad in *The Sunday Times* blijkt dat de president helemaal niet aan opstappen denkt. Hij zou zeker de onderhandelingen, indien ze al kunnen plaatsvinden, naar zich trekken.

Ten eerste, hoe evalueert u de houding van de Syrische Nationale Coalitie?

Ten tweede, betekent de deelname van de SNC aan de vergadering van Friends of Syria dat meteen ook de boycot van de andere gesprekken zou zijn opgeheven?

Ten derde, op welke manier steunt België het initiatief van de voorzitter van de SNC, de heer al-Khatib, om gesprekken tussen de Syrische oppositie en het regime, zij het zonder president Assad, op te starten?

Ten vierde, hoe analyseert u het interview met president Assad in *The Sunday Times*?

Ten vijfde, kunt u ook een stand van zaken geven van het Belgische initiatief om humanitaire basisregels tussen het Syrische regime en de Syrische oppositie overeen te komen?

08.04 Minister **Didier Reynders**: Mijnheer de voorzitter, ik zal proberen een antwoord te geven op de verschillende vragen.

Eerst en vooral wil ik u zeggen dat er een gevoel van frustratie bestaat over de situatie in Syrië. Het is een echt drama. Er is evenwel sprake van een politieke blokkering door de reactie van Rusland en China in de Veiligheidsraad.

Ik veroordeel de gijzeling van 21 waarnemers van de Verenigde Naties in Golan. Het betreft een actie van een gewapende groep, The Martyrs of Yarmouk. Ik roep hen op de VN-waarnemers vrij te laten. Ik hoop, mijnheer Dewael, dat er snel een oplossing kan worden gevonden. Ik heb echter geen nieuwe informatie over deze gijzeling. Het was ook mogelijk voor het Vrije Syrische Leger een positief signaal te geven door de gijzeling sterk te veroordelen.

Ten tweede, op humanitair is er al een forse inspanning geleverd vanuit België. Wij hebben 9 miljoen euro gegeven aan de verschillende buurlanden voor de vluchtelingen in de kampen in Libanon, Turkije, Jordanië en Irak. Wij proberen ook meer te doen in Syrië. Er zijn veel problemen voor veel vluchtelingen in het land.

Ik ben tevreden te mogen vaststellen dat er een akkoord kon worden gevonden over een gezamenlijke tekst van een 50-tal landen, met een cross-regionale samenstelling, die de strijdende partijen in Syrië – het regime maar ook de oppositie – oproept het internationale humanitair recht te respecteren.

Wat de corridors betreft, moet men bijvoorbeeld de toegang tot medische zorgen garanderen. Deze tekst is reeds aan de oppositie bezorgd, maar ook het regime zal de tekst ontvangen via zijn vertegenwoordiger bij de Verenigde Naties in New York. Het gaat hier om een Belgisch initiatief dat in Genève werd gelanceerd. Wij proberen meer mensen aan boord te krijgen.

De corridor is mogelijk met een akkoord van de twee partijen. Zonder akkoord, moeten we misschien verdere stappen zetten door meer technische hulp te geven op het terrein, zeker in verschillende delen van het land waar de oppositie echt de macht in handen heeft.

Wat kan dienaangaande ons standpunt zijn over het wapenembargo?

Net zoals ik al gezegd heb in de Raad met mijn Europese collega's, blijf ik daarover zeer voorzichtig. Dat zal het Belgisch standpunt zijn. Wij hebben nu namelijk een verlenging van het sanctieregime goedgekeurd met drie maanden en daar valt ook het wapenembargo onder. België is bereid een versoepeling van het EU-wapenembargo te bespreken, maar wij blijven wel met een aantal vragen zitten.

De belangrijkste vraag volgens mij is wie de uiteindelijke bestemmingen van de wapens zijn? Tot nu toe hebben wij geen garantie op een goede controle op de levering van wapens. Daartegenover blijven wij vaststellen dat het regime en de meest radicale groepen wel wapens blijven krijgen van verschillende actoren. Dat verzwakt de gemodereerde oppositie.

Door een betere controle op de wapenleveringen kan een opheffing van het wapenembargo misschien aan de orde zijn, maar dat is nu dus niet het geval. Daarom blijf ik daarover zeer voorzichtig.

Voor humanitaire zaken is het misschien wel mogelijk dat de twee partijen het eens raken over een aantal corridors. Zonder zo'n akkoord moeten wij misschien eerder denken aan samenwerking met de Verenigde Naties.

De heer Dewael heeft een vraag gesteld over Libanon. De situatie in Libanon wordt dag na dag steeds moeilijker. Dat komt door de vluchtelingen, door het geweld in Syrië, maar ook, meer concreet, door Hezbollah binnen de regering. Hezbollah werd nochtans klaar en duidelijk veroordeeld, niet alleen in Syrië, maar ook via veel andere acties, bijvoorbeeld in Bulgarije enige tijd geleden. Wij moeten dus misschien meer aandacht schenken aan de situatie in Libanon en meer steun geven aan Libanon.

Tot slot wil ik het hebben over een politieke oplossing.

Mevrouw Demol, ik was tevreden dat de oppositie deelnam aan de vergadering van Vrienden van Syrië, dat was een zeer goede zaak. Ook in de vorige vergadering was dat al het geval, dus op zich is dat niets nieuws. Wij moeten die coalitie echter uitbreiden met de Koerden, maar ook met de Alawieten, die een deel van het regime vormen.

Daarnaast pleiten wij ook voor een echte dialoog tussen oppositie en het regime, weliswaar zonder de heer Assad. Een gesprek met de heer Assad is onmogelijk, want hij staat te ver van de werkelijkheid. Een echte dialoog met hem is niet haalbaar. Het is misschien mogelijk om een dialoog te organiseren met andere partners.

Ik herhaal dat deze gijzeling duidelijk moet worden veroordeeld. Er moet meer aandacht naar de buurlanden gaan, onder andere naar Libanon. Er moet ook een corridor komen zodat de vluchtelingen binnen Syrië toegang krijgen tot hospitalen, ziekenhuizen en andere medische hulp.

Wat de politieke dialoog betreft, wachten wij op een voorstel van de heer Brahimi, de speciale gezant van de secretaris-generaal. Het moet mogelijk zijn een echte dialoog te openen tussen de oppositie en het regime, zonder de heer Assad.

08.05 Patrick Dewael (Open Vld): Mijnheer de minister, ik dank u voor uw antwoord.

Ik begrijp dat er eerlang in de Raad van Ministers van Buitenlandse Zaken verslag zal worden uitgebracht door de gezant van de Verenigde Naties.

Twee opmerkingen nog.

Ten eerste, is er een groot verschil tussen woord en daad. Ik verneem dat slechts 20 % van de toegezegde steun van de Europese Unie effectief wordt uitbetaald en op de juiste plaats terechtkomt. Ik vraag aandacht voor die enorme discrepantie.

Ten tweede, Libanon biedt misschien een perspectief. Eerlang vinden daar verkiezingen plaats, begin juni. Vandaag maakt Hezbollah deel uit van de regering en zweert men bij een neutraliteitspolitiek. Misschien kunnen de verkiezingen zorgen voor een ander standpunt ter zake zodat men in het grensgebied corridors kan installeren, of hoe men ze ook wil noemen, om vanuit Libanon meer effectieve hulp te kunnen bieden.

08.06 Dirk Van der Maelen (sp.a): Mijnheer de minister, ik dank u voor uw antwoord.

U hebt onze volle steun om humanitaire hulp te organiseren. Die is nodig.

Wij blijven pleiten tegen wapenleveringen. Die maken het immers nog onwaarschijnlijker dat wij een politieke oplossing vinden. Bovendien leiden ze tot escalatie. Dat is trouwens al bewezen door de gijzelactie in Syrië. Het is duidelijk dat die wapens ook in handen kunnen komen van mensen bij wie wij ze liever niet zien, mensen die overgaan tot acties die ons zeker niet dichterbij een oplossing zullen brengen.

08.07 Els Demol (N-VA):, Mijnheer de minister, ook ik dank u voor uw antwoord, maar hoewel men nu al maanden meent dat het toppunt bereikt is in Syrië, blijft het bij praten.

Er is een tijd van praten en blijven palaveren, maar er is ook een tijd van doen. Die tijd is nu meer dan gekomen.

Ik merk ook dat u een paar maanden geleden in de commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen hebt verklaard dat u er eigenlijk voorstander van was om wapenleveringen aan de Syrische oppositie te doen. Achteraf bent u van mening veranderd. U hebt toen toegelicht dat een en ander nog op Europees vlak moest worden bekeken.

Er moeten dringend beslissingen worden genomen en er moeten ook dringend daden volgen.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

09 Vraag van de heer Bruno Valkeniers aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over "het Duitse veto tegen de toetreding van Bulgarije en Roemenië tot de Schengenruimte" (nr. P1593)

09 Question de M. Bruno Valkeniers à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des chances sur "le veto opposé par l'Allemagne à l'adhésion à l'Espace Schengen de la Bulgarie et de la Roumanie" (n° P1593)

09.01 Bruno Valkeniers (VB): Mevrouw de minister, ik begin met een citaat: "Het kan toch niet zo zijn dat uit heel Europa mensen naar mijn land komen onder het motto: hier krijg je de hoogste sociale uitkeringen". Het is voor een keer geen citaat van iemand van het Vlaams Belang, maar van uw collega, de Duitse minister van Binnenlandse Zaken, Hans-Peter Friedrich, in een interview in *Der Spiegel* afgelopen week. Volgens hem is dat net wat er zal gebeuren indien Roemenië en Bulgarije worden toegelaten tot de Schengenzone.

In die landen tiert de corruptie welig, volgens hem. Het gevolg ervan is dat de buitengrenzen zo lek zijn als een zeef en de georganiseerde misdaad, die wij hier trouwens al kennen, nog makkelijker naar hier zal kunnen komen. Bovendien is er in Duitsland, volgens uw collega, geen draagvlak voor de toetreding van Bulgarije en Roemenië tot Schengen. Na Nederland, dat een jaar geleden nog werd veroordeeld in het Europees Parlement – toppunt van hypocrisie – omdat het zich al jaren verzet tegen die toetreding, en na Finland gaat nu ook Duitsland zijn veto stellen tegen de toetreding van Roemenië en Bulgarije.

Ik heb drie simpele vragen.

Ten eerste, staat de toetreding vandaag op de agenda van de Europese ministers van Binnenlandse Zaken en Justitie?

Ten tweede, wat is het standpunt van België ter zake?

Ten derde, zullen wij eindelijk ook eens de moed hebben om een veto te stellen tegen de toetreding tot de Schengenzone van de betreffende landen en daarmee een einde proberen te maken aan het misbruik van sociaal toerisme en aan de toenemende georganiseerde criminaliteit?

09.02 Minister Joëlle Milquet: Bulgarije en Roemenië voldoen aan de criteria voor een toetreding tot de Schengenruimte op basis van de beoordeling, die in 2011 werd voltooid. Beide landen zijn echter ook onderworpen aan een evaluatie in het kader van de follow-up van hun toetreding tot de Europese Unie. De Europese Commissie blijft aanzienlijke inbreuken vaststellen, in het bijzonder van corruptie.

Vergeeten wij niet dat door de toetreding in de Schengenzone, Bulgarije en Roemenië zullen worden gelast met de controle van een belangrijk deel van de buitengrenzen van de unie.

De invloed van de misdaad uit die landen op ons grondgebied is ook onrustwekkend.

Een geheel van redenen maakt dat veel landen, waaronder België, terughoudend zijn om nu de toetreding tot de Schengenruimte goed te keuren. Het besluit ter zake moet met eenparigheid van stemmen worden genomen. Duitsland en Nederland hebben vandaag ook een duidelijk standpunt ingenomen tegen de toetreding, maar andere landen delen de terughoudendheid of bezorgdheid niet. Dat is de reden waarom een aantal landen, waaronder België, er vandaag voor pleitten dat er vanochtend geen stemming zou plaatsvinden op de JAI-raad, zoals oorspronkelijk gepland. We hebben vandaag alleen besloten dat we op dit punt zullen terugkeren later in het jaar, waarschijnlijk rond december.

09.03 Bruno Valkeniers (VB): Mevrouw de minister, dank u voor uw antwoord.

Ik noteer dat de beslissing vandaag niet wordt genomen en blijkbaar wordt uitgesteld, omdat er geen unanimité is. Integendeel, het verzet groeit. Een beslissing wordt dus uitgesteld naar later, waarschijnlijk het einde van het jaar. Ik vraag me af of er op dat moment een draagvlak zal zijn in Europa. Ik vrees ervoor. Ik zou ervoor pleiten dat men dat eens goed onderzoekt.

Ik zal voor u de laatste bedenkingen van uw collega Hans-Peter Friedrich in *Der Spiegel* vertalen. Hij zegt

dat de EU zal moeten leren de bedenkingen en gevoeligheden van de bevolking in de lidstaten sterker in het oog te houden. Volgens hem is de houding, waarbij men daarmee geen rekening houdt, omdat het belangrijker zou zijn dat Europa steeds groeit terwijl men zich toch bij de burgers moet verantwoorden, niet langer houdbaar. Dit is inderdaad waarmee wij, Belgische politici, ook meer rekening zullen moeten houden, namelijk met de gevoeligheden van de burgers. Wij zullen moeten nagaan of er een draagvlak bestaat voor de toetreding van Roemenië en Bulgarije – nu en in de toekomst – en voor de huidige Schengenzone.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

10 Vraag van de heer Koenraad Degroote aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over "de terugbetaling van onterechte vergoedingen in de politiezone HaZoDi" (nr. P1594)

10 Question de M. Koenraad Degroote à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des chances sur "le remboursement d'indemnités indues dans la zone de police HaZoDi" (n° P1594)

10.01 Koenraad Degroote (N-VA): Mevrouw de minister, vanmorgen hoorden wij het laconieke bericht dat er in de zaak-HaZoDi omtrent de terugbetaling van onterechte vergoedingen verjaring is opgetreden. Voor alle mensen die behept zijn met een gevoel van rechtvaardigheid is zoiets een ware kaakslag. Na alle stappen die ondernomen werden, na alle klachten die ingediend werden en na al hetgeen in de media verkondigd werd, zegt men nu zomaar, na al die jaren, dat de zaak is verjaard. Zo gaat dat niet.

Met betrekking tot het principe van de verjaring gaat men trouwens zeer kort door de bocht. Ik wil het juridisch-technisch zeker niet ingewikkeld maken, maar men stelt gewoon dat er vijf jaar gepasseerd zijn en dat de zaak afgelopen is. Men zegt er niet bij dat het beginpunt van die vijf jaar ligt bij de kennisname van de feiten, die in feite in 2009 heeft plaatsgevonden. Wij zijn nog niet in het jaar 2014, er kan dus geen verjaring zijn. In het Burgerlijk Wetboek is er ook sprake van een tienjarige verjaring.

Men gaat dan de strafrechtelijke toer op en men zegt dat het bedrog bewezen moet zijn. Dan komt het: het bedrog is z gezegd niet bewezen omdat het onderzoek naar de onrechtmatige vergoedingen geseponeerd is. Het wordt gewoon niet onderzocht. Gisteren heeft men in de HaZoDi-politieraad – collega Vandepuut was daar aanwezig en ook andere aanwezigen hebben mij dit bevestigd – duidelijk gesteld dat er naar die onrechtmatige vergoedingen geen onderzoeksdaan gevoerd zijn.

Dan rijst natuurlijk de vraag of dat onderzoek op een deftige manier gevoerd is. Ik heb er het raden naar, maar ik heb ook een beetje gegrasduind in een stukje van het dossier. Over de vergoedingen lees ik daarin de volgende passage: "De korpschef diende in de periode 2001-2007 een driemaandelijkse kostenstaat in, ten belope van 1 150 euro. Hieromtrent heb ik", zegt de verantwoordelijke van de boekhouding van de zone, "ooit aan de bijzonder rekenplichtige gevraagd naar de wettelijke basis van deze vergoeding. Hierop deelde hij mij mede dat het een regeling zou zijn tussen hem, de korpschef, de heer Stevaert en de heer Reynders. Ik zal u daaromtrent verdere stukken bezorgen."

Als men dergelijke verklaringen leest, dan stelt men zich vragen.

Vandaar mijn vraag aan u, mevrouw de minister: zult u, in het raam van uw administratief toezicht, maatregelen nemen om die beslissing van gisteren niet te laten doorgaan of zult u alles op zijn beloop laten?

10.02 Minister Joëlle Milquet: Mijnheer de voorzitter, ik heb op 1 maart, via de procureur-generaal, een kopie van het gerechtelijk dossier van de arbeidsauditeur te Hasselt ontvangen. Dat dossier werd door het parket zonder gevolg geklasseerd.

De beslissing van de politieraad van de zone HaZoDi om geen terugbetaling meer te vorderen van de door de politiezone onterecht betaalde vergoedingen, behoort alleen toe aan de lokale overheden. Ik ben niet bevoegd om deze beslissing te herroepen.

Voor de andere verschillende mogelijke tuchtvergrijpen ben ik wel bevoegd en de tuchtprocedure loopt nu.

Ik zal binnenkort een nieuw wetsontwerp indienen over de tuchtprocedure met vele verbeteringen.

10.03 Koenraad Degroote (N-VA): Mijnheer de voorzitter, mevrouw de minister, op de duur is iedereen een klein stukje bevoegd maar is niemand echt bevoegd en blijft de zaak maar aanmodderen.

Wat zou er moeten gebeuren. Dit onderzoek is rijp voor een heropening. Wij zijn dat de voorbije weken nog tegengekomen. Dat onderzoek moet heropend worden, en liefst bij een ander parket, want in Hasselt kan dat niet meer op een neutrale en objectieve manier gebeuren. Vorige week ging het over toezicht door Cassatie. Voor mij is het gelijk, maar het onderzoek moet op een objectieve manier kunnen gebeuren.

Anders moet er een nieuwe uitzending van Panorama komen, die niet meer zal onderbroken of afgevoerd worden vanwege verkiezingen. Pas dan zal misschien de waarheid aan het licht komen.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

11 Questions jointes de

- **M. Christian Brotcorne à la ministre de la Justice sur "la réforme du paysage judiciaire" (n° P1595)**

- **Mme Marie-Christine Marghem à la ministre de la Justice sur "la réforme du paysage judiciaire" (n° P1596)**

11 Samengevoegde vragen van

- **de heer Christian Brotcorne aan de minister van Justitie over "de hervorming van het gerechtelijk landschap" (nr. P1595)**

- **mevrouw Marie-Christine Marghem aan de minister van Justitie over "de hervorming van het gerechtelijk landschap" (nr. P1596)**

11.01 Christian Brotcorne (cdH): Monsieur le président, madame la ministre, le Conseil des ministres s'est penché vendredi dernier sur votre réforme du paysage judiciaire. Vous ne serez pas étonnée si je reviens à la charge, en particulier en ce qui concerne le Hainaut. Une décision ne me paraît pas des plus limpides. En effet, après avoir parlé de deux procureurs du Roi pour le Hainaut, on évoque maintenant un seul arrondissement judiciaire qui serait pourvu de deux sièges.

De quel type de sièges s'agit-il? J'ai entendu certains les décrire comme des sièges administratifs. Pour d'autres, ils seraient de nature judiciaire. Je m'interroge sur la fonctionnalité de cette construction.

Au demeurant, si vous envisagez deux sièges, mais dans un seul arrondissement judiciaire, quel sera le nombre de barreaux? D'habitude, il y en a un seul par arrondissement judiciaire. Sera-ce également le cas ici?

Ensuite, j'ai entendu l'un de vos collègues, et non des moindres, puisqu'il s'agit du ministre du Budget, vanter votre opération comme étant la meilleure manière de dégraisser l'État et de réduire les dépenses de fonctionnement. Il citait l'exemple de magistrats et de greffiers qui ne devraient pas être nommés. De sérieuses économies seraient ainsi réalisées. Jamais je n'ai entendu que de tels éléments financiers figuraient parmi les objectifs de votre réforme. J'ai bien compris que le but était de favoriser des économies d'échelle, mais sans qu'elles se fassent sur le dos des greffes ou des parquets. Vous comprendrez que cette appréciation est tout à fait particulière et qu'elle cause un certain émoi ainsi que des inquiétudes bien légitimes.

J'espère, madame la ministre, que vous pourrez apporter une réponse précise à mes trois questions.

11.02 Marie-Christine Marghem (MR): Monsieur le président, madame la ministre, les interrogations que je vais formuler vont dans le droit fil des questions qui vous sont posées par M. Brotcorne. Tous deux, nous sommes issus de l'arrondissement judiciaire – encore à ce jour – de Tournai où un tribunal de première instance, un tribunal de commerce, un tribunal de travail et un parquet ont leur siège.

Pouvez-vous nous brosser précisément l'organigramme de la nouvelle formule que vous envisagez? À savoir un seul grand tribunal de première instance pour l'ensemble de la province de Hainaut, mais deux sièges avec deux parquets, un à Mons (Tournai) et un à Charleroi.

Quand j'entends parler d'économies d'échelle, la question est de savoir si vous n'avez pas commis une

erreur en prenant le parti de nous présenter d'abord, dans votre projet de loi, ce qui concerne la mobilité et la réforme du paysage judiciaire via un découpage plus restreint de l'ensemble des arrondissements; ensuite seulement, dans quelque temps – on ne sait quand mais vous pourriez nous le dire –, tout ce qui concerne la gestion.

Évidemment, dans le nouvel organigramme que vous êtes en train de créer, certaines choses ne seront plus permises en termes de gestion. Vous devrez modifier le mode de gestion. Or, vous l'avez dit et je l'ai entendu comme mon collègue, cela ne se fera ni sur le dos des greffes ni sur le dos de tout ce qui fait qu'un tribunal fonctionne, sachant que vous gardez les lieux de justice partout, comme vous le répétez.

C'est pourquoi il serait fort important que vous brossiez, ici, dans cette assemblée, un organigramme exact et que vous essayiez de nous expliquer comment vous comptez le faire fonctionner concrètement, en maintenant les lieux de justice partout où ils se situent actuellement dans le Hainaut.

11.03 Annemie Turtelboom, ministre: Monsieur le président, chers collègues, voilà plus de deux siècles que les structures judiciaires actuelles ont été établies. Nous avons discuté pendant 30 ans de la manière dont nous allions les modifier, les adapter aux évolutions sociales.

La demande a occupé le haut de l'agenda après que notre pays a été confronté aux violences des tueurs du Brabant et de Dutroux. L'actuel gouvernement a finalement tranché vendredi dernier. Le cadre de la réforme a été approuvé au Conseil des ministres et est maintenant au Conseil d'État pour avis. Ensuite, les discussions auront lieu à la Chambre et au Sénat.

Je vais énumérer brièvement les principales conséquences de cette réforme. Nous passons de vingt-sept à douze arrondissements judiciaires. Ces nouveaux arrondissements judiciaires correspondent aux limites des provinces, sauf pour Bruxelles et Eupen, en raison de leur situation spécifique. La police judiciaire fédérale a entre-temps entamé une réforme qui vise à créer la même structure permettant ainsi de mettre en place une grande uniformité. Un agrandissement d'échelle fera en sorte que nous pourrions créer des effets d'échelle. Les processus de travail pourront être plus facilement uniformisés. Comme c'est le cas dans le cadre des achats groupés, la passation d'ordres et de commandes pourra se faire à une échelle plus grande, même si le but n'est pas de faire des économies dans l'ordre judiciaire. Ces plus grands arrondissements bénéficieront de plus d'autonomie et, dès lors, de plus de responsabilités. À côté de cela, les magistrats auront davantage de mobilité: du fait de l'agrandissement d'échelle, ils seront automatiquement nommés à un niveau plus élevé et deviendront, dès lors, plus mobiles.

En ce qui concerne l'arrondissement judiciaire du Hainaut, il est parfaitement clair que nous y avons appliqué la même logique que dans le reste du territoire. Nous avons réduit le nombre d'arrondissements judiciaires de plus de la moitié pour en garder un qui comprendra tout le territoire de la province administrative du Hainaut, comme c'est le cas pour huit des dix provinces de notre pays. Il n'y aura donc, pour ce nouvel arrondissement judiciaire, qu'un chef de corps du tribunal de première instance. Néanmoins, un problème spécifique s'est posé à cause de la division des territoires de la cour d'appel, telle qu'elle a été décidée pendant la révision de la Constitution en 1970. Puisque l'article 156 de la Constitution, tel qu'il a été formulé, n'est pas soumis à révision, il fallait trouver une solution pour que le ressort de la cour d'appel et le ressort du nouvel arrondissement judiciaire deviennent le même.

Pour le ministère public, il y a déjà un procureur général pour tout le Hainaut. Prévoir un seul procureur en dessous de ce dernier avec des compétences portant sur exactement le même territoire n'était pas concevable. Ou bien on supprimait le procureur, ce qui aurait posé de nouveaux problèmes de fonctionnement du ministère public, ou bien on en gardait deux. C'est cette dernière option, qui est la plus logique, qui a été retenue. C'est pour la même raison qu'il y aura deux sièges judiciaires.

Le projet de loi laisse aux barreaux le choix de s'organiser au niveau des futurs arrondissements ou au niveau des futures divisions. Cela vaut pour le Hainaut, mais aussi pour tous les autres arrondissements. Ce projet de loi vise à fusionner les tribunaux et parquets et non à fusionner les barreaux. Aucune diminution du nombre des magistrats, des greffiers ou d'autres catégories de personnel visés par cette réforme n'est prévue.

11.04 Christian Brotcorne (cdH): Monsieur le président, madame la ministre, je vous remercie pour votre réponse.

J'entends que vous désavouez clairement les propos de votre collègue, Olivier Chastel, concernant le nombre d'emplois dans la magistrature et les greffes, ce qui est positif.

Vous avez parlé de deux sièges judiciaires et d'un seul arrondissement. Je demande à voir et j'attends avec impatience votre projet de loi relatif à la gestion. En effet, c'est lors de l'examen de ce dernier que nous pourrions apprécier la manière dont les choses s'organiseront réellement.

Madame la ministre, vous aviez déjà compris la spécificité du Hainaut en prévoyant deux procureurs du Roi. Vous l'avez encore mieux comprise, la semaine dernière, puisque vous avez parlé de deux sièges. Si vous poussez la logique jusqu'au bout, il faudra deux arrondissements judiciaires.

11.05 Marie-Christine Marghem (MR): Monsieur le président, je remercie Mme la ministre de la Justice pour sa réponse. Effectivement, deux sièges judiciaires! Monsieur Brotcorne, je l'avais compris parce que j'avais eu la chance d'avoir une conversation avec M. Chastel. Or, je me suis rendu compte dans vos interventions de presse que vous vous orientiez – vous l'avez répété aujourd'hui – vers deux arrondissements.

Madame la ministre, pour des raisons liées à la plasticité de la réforme et au fait de ne pas créer des exceptions de-ci de-là, vous tenez absolument à ce qu'il n'y ait pas deux sous-arrondissements à l'intérieur de l'arrondissement provincial. De toute façon, dès que vous prenez la décision de créer deux postes de procureur du Roi – décision prise il y a quelques mois déjà – vous êtes obligée de fixer des sièges judiciaires à ces endroits, parce que la loi vous y oblige.

Je m'interroge sérieusement quant aux possibilités de fonctionnement à cet égard. En effet, la logique est de créer ou de faire en sorte que ces sièges soient le centre d'un arrondissement et je ne voudrais pas que votre réforme soit ou une réformette ou une usine à gaz, autrement dit, un semblant de réforme qui complique encore plus le fonctionnement.

Aussi, sans vous donner de conseils, je pense qu'il serait utile que vous nous soumettiez assez rapidement le dernier volet de votre réforme afin que nous puissions l'examiner de concert, ce dernier volet concernant la gestion. Car, sur un aussi grand territoire avec une division tout à fait atypique qui respecte, en partie, la logique de la loi, je me pose de nouveau la question – nous aurons l'occasion d'en débattre en commission – de l'organisation future de cet arrondissement.

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

12 Question de M. Philippe Goffin au ministre des Finances, chargé de la Fonction publique, sur "le dérapage des recettes fiscales" (n° P1597)

12 Vraag van de heer Philippe Goffin aan de minister van Financiën, belast met Ambtenarenzaken, over "de ontsporing van de fiscale ontvangsten" (nr. P1597)

12.01 Philippe Goffin (MR): Monsieur le président, monsieur le ministre, il faut toujours une première fois et c'est à moi que revient l'honneur de poser la première question, ici en séance publique, au nouveau ministre des Finances.

Ma question est très simple. Lors de l'élaboration du budget qui a été voté ici au début de l'année, nous avons réussi à atteindre l'objectif d'un déficit budgétaire ne dépassant pas 2,15 % du PIB. Selon la presse, il va malheureusement manquer 2,4 milliards pour respecter ce pourcentage.

Mes deux questions sont finalement très simples et me paraissent normales, à la veille d'un premier ajustement budgétaire et donc d'un premier conclave budgétaire. Vous avez demandé un délai de quelques jours, et c'est bien normal, afin de vous imprégner complètement de la matière, mais je le répète ce sont deux questions simples.

Monsieur le ministre, premièrement, confirmez-vous ce chiffre de 2,4 milliards? Deuxièmement, vos services ont-ils déjà pu vous donner quelque indication sur les raisons qui ont conduit à ce manque de 2,4 milliards?

12.02 Koen Geens, ministre: Monsieur le président, je m'excuse d'abord d'avoir perturbé l'ordre, dans la

mesure où j'ai applaudi au moment où l'opposition avait parlé. De la sorte, je me suis trompé de gouvernement, ça arrive aux meilleurs. Mais je ne le ferai plus!

Monsieur Goffin, vous me demandez de répondre succinctement à deux questions simples, dites-vous, et notamment au chiffre de 2,3 ou 2,4 milliards et sur un éventuel dérapage au niveau des recettes. Évidemment, il est fort difficile pour moi, dans les circonstances qui sont les miennes, de vous répondre avec la connaissance nécessaire devant ce parlement. En tout état de cause, la question, pour ce qui me concerne, est un peu prématurée dans la mesure où le rapport du comité de monitoring est en cours, et de la sorte, le chiffre précis et exact n'a pas encore été fixé.

Quoi qu'il en soit, les nouvelles estimations des recettes fiscales me sont quand même parvenues. Le total des recettes en 2013 devrait, selon les dernières estimations, s'élever à 102 milliards d'euros. En novembre, on s'était encore basé sur des recettes estimées à 104,3 milliards.

La différence de 2,3 milliards n'est pas surprenante. Lors du conclave budgétaire de novembre, le gouvernement s'est basé sur une croissance économique de 0,7 % et un taux d'inflation de 1,8 %. Il s'agit des chiffres du Bureau du Plan de septembre dernier. Il est donc normal qu'ils aient été utilisés. Les chiffres les plus récents font état d'une croissance de 0,2 % et d'un taux d'inflation de 1 %.

Il est logique que les recettes s'en trouvent ainsi considérablement diminuées. Il n'est absolument pas question d'un dérapage, comme si quelque chose s'était mal passé. Les estimations sont toujours établies en recourant à la même méthodologie, et le cycle budgétaire se déroule selon un processus inchangé. Lors de l'approbation du budget en décembre dernier, il est devenu évident que ces chiffres allaient probablement se révéler trop optimistes. Certains d'entre vous ont alors demandé que ces données soient revues. Mais cette tâche a été renvoyée au contrôle budgétaire auquel nous allons maintenant procéder. C'est justement sa raison d'être: ajuster les chiffres s'il apparaît qu'ils diffèrent de ce qui avait été estimé initialement.

Il y a encore une bonne nouvelle. C'est toujours relatif, évidemment! La différence d'environ 2,3 milliards n'est pas seulement à charge du gouvernement fédéral. En effet, 110 millions de droits de douane, qui ont été moins élevés, sont pour l'Union européenne. Le même raisonnement peut être suivi quant aux dotations aux Régions et Communautés, parce que la croissance et l'inflation sont différentes de ce que nous avons envisagé. Vous savez que les allocations aux entités fédérées sont fonction de ces deux paramètres. Dès lors, le gouvernement fédéral devra leur attribuer 500 millions de moins que ce qui avait été prévu.

J'espère, de la sorte, avoir répondu à votre question. (*Applaudissements*)

12.03 Philippe Goffin (MR): Monsieur le ministre, je vous remercie pour votre réponse.

Vous avez manifestement déjà bien appréhendé la matière. C'est une bonne chose car les discussions à venir seront difficiles. Vous devrez être très attentif au principe suivant lequel trop d'impôts tue l'impôt. Un subtil équilibre devra donc être trouvé à l'occasion de ce premier ajustement.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

Agenda

Ordre du jour

Le **président**: Chers collègues, le premier ministre se rapproche du Parlement.

12.04 Herman De Croo (Open Vld): Mijnheer de voorzitter, wat het voorstel tot wijziging van de agenda betreft, het volgende. Ik heb, zoals de andere leden, de lijst van de verdragen gevolgd in de commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen. De besproken verdragen zijn belangrijk, maar vergen geen discussie van lange duur. Wij zouden, mits het akkoord van de collega's, misschien de dagorde kunnen wijzigen en doen wat u daarstraks had voorgesteld, met name de verdragen ten gronde bespreken.

De **voorzitter**: Mijnheer Jambon en mijnheer Annemans, gaat u hiermee akkoord? (*Instemming*)

Projets et propositions

Ontwerpen en voorstellen

13 Projet de loi portant assentiment aux Accords au titre de l'Article XXI de l'AGCS avec l'Argentine, l'Australie, le Brésil, le Canada, la Chine, le territoire douanier distinct de Taïwan, Penghu, Kinmen et Matsu (Taipei chinois), la Colombie, Cuba, l'Équateur, Hong Kong (Chine), l'Inde, le Japon, la République de Corée, la Nouvelle-Zélande, les Philippines, la Suisse et les États-Unis d'Amérique concernant les ajustements compensatoires nécessaires à la suite de l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République d'Autriche, de la République de Pologne, de la République de Slovénie, de la République slovaque, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne (2615/1-2)

13 Wetsontwerp houdende instemming met de Akkoorden in het kader van Artikel XXI van de GATS met Argentinië, Australië, Brazilië, Canada, China, het afzonderlijk douanegebied van Taiwan, Penghu, Kinmen en Matsu (Chinees Taipei), Colombia, Cuba, Ecuador, Hongkong (China), India, Japan, de Republiek Korea, Nieuw-Zeeland, de Filipijnen, Zwitserland en de Verenigde Staten van Amerika over de compenserende aanpassingen die noodzakelijk zijn als gevolg van de toetreding van de Tsjechische Republiek, de Republiek Estland, de Republiek Cyprus, de Republiek Letland, de Republiek Litouwen, de Republiek Hongarije, de Republiek Malta, de Republiek Oostenrijk, de Republiek Polen, de Republiek Slovenië, de Slowaakse Republiek, de Republiek Finland en het Koninkrijk Zweden tot de Europese Unie (2615/1-2)

Transmis par le Sénat
Overgezonden door de Senaat

Discussion générale ***Algemene bespreking***

La discussion générale est ouverte.
De algemene bespreking is geopend.

13.01 **Christiane Vienne**, rapporteur: Monsieur le président, je m'en réfère à mon rapport écrit.

13.02 **Bruno Valkeniers** (VB): Mijnheer de voorzitter, hoewel het hier eigenlijk veeleer gaat om een administratieve aangelegenheid waarbij artikel 21 van de GATS uiteindelijk wordt geratificeerd omdat een aantal Oost- en Midden-Europese landen intussen lid is geworden van de Europese Unie, zal het Vlaams Belang zich bij de stemming toch onthouden.

Wij gaan niet akkoord met de schijnheilige houding die wij vaststellen. In dit wetsontwerp is er sprake van het afzonderlijk douanegebied van Taiwan, Penghu, Kinmen en Matsu. Taiwan is echter een soevereine en onafhankelijke Staat en moet niet stiefmoederlijk behandeld worden. Wij moeten ons niet laten chanteren of intimideren door de Chinese communisten.

Le **président**: Quelqu'un demande-t-il encore la parole? (*Non*)
Vraagt nog iemand het woord? (*Nee*)

La discussion générale est close.
De algemene bespreking is gesloten.

Discussion des articles ***Bespreking van de artikelen***

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) **(2615/1)**

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) **(2615/1)**

Le projet de loi compte 2 articles.

Het wetsontwerp telt 2 artikelen.

Aucun amendement n'a été déposé.
Er werden geen amendementen ingediend.

*Les articles 1 et 2 sont adoptés article par article.
De artikelen 1 en 2 worden artikel per artikel aangenomen.*

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.
De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

14 **Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et la République d'Albanie sur le transfèrement des personnes condamnées, signé à Bruxelles le 29 juillet 2010 (2616/1-2)**

14 **Wetsontwerp houdende instemming met de Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Republiek Albanië inzake de overbrenging van gevonnisde personen, ondertekend te Brussel op 29 juli 2010 (2616/1-2)**

Transmis par le Sénat
Overgezonden door de Senaat

Discussion générale
Algemene bespreking

La discussion générale est ouverte.
De algemene bespreking is geopend.

De heer Dirk Van der Maelen, rapporteur, verwijst naar zijn schriftelijk verslag.

Quelqu'un demande-t-il la parole? (*Non*)
Vraagt iemand het woord? (*Nee*)

La discussion générale est close.
De algemene bespreking is gesloten.

Discussion des articles
Bespreking van de artikelen

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion.
(Rgt 85, 4) **(2616/1)**

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) **(2616/1)**

Le projet de loi compte 2 articles.
Het wetsontwerp telt 2 artikelen.

Aucun amendement n'a été déposé.
Er werden geen amendementen ingediend.

*Les articles 1 à 2 sont adoptés article par article.
De artikelen 1 tot 2 worden artikel per artikel aangenomen.*

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.
De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

15 **Projet de loi portant assentiment à la Convention internationale de 2004 pour le contrôle et la gestion des eaux de ballast et sédiments des navires, faite à Londres le 13 février 2004 (2617/1-2)**

15 Wetsontwerp houdende instemming met het Internationaal Verdrag van 2004 voor de controle en het beheer van ballastwater en sedimenten van schepen, gedaan te Londen op 13 februari 2004 (2617/1-2)

Transmis par le Sénat
Overgezonden door de Senaat

Discussion générale
Algemene bespreking

La discussion générale est ouverte.
De algemene bespreking is geopend.

Mme Corinne De Permentier, rapporteur, excusée cet après-midi, renvoie à son rapport écrit

Quelqu'un demande-t-il encore la parole? (*Non*)
Vraagt nog iemand het woord? (*Nee*)

La discussion générale est close.
De algemene bespreking is gesloten.

Discussion des articles
Bespreking van de artikelen

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion.
(Rgt 85, 4) (2617/1)

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2617/1)

Le projet de loi compte 3 articles.
Het wetsontwerp telt 3 artikelen.

Aucun amendement n'a été déposé.
Er werden geen amendementen ingediend.

Les articles 1 à 3 sont adoptés article par article.
De artikelen 1 tot 3 worden artikel per artikel aangenomen.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.
De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

16 **Projet de loi portant assentiment au Traité relatif à l'établissement du Bloc d'espace aérien fonctionnel "Europe Central" entre la République fédérale d'Allemagne, le Royaume de Belgique, la République française, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas et la Confédération suisse, fait à Bruxelles le 2 décembre 2010 (2618/1-2)**

16 **Wetsontwerp houdende instemming met het Verdrag betreffende de oprichting van het Functioneel Luchtruimblok "Europe Central" tussen de Bondsrepubliek Duitsland, het Koninkrijk België, de Republiek Frankrijk, het Groothertogdom Luxemburg, het Koninkrijk der Nederlanden en de Zwitserse Bondsstaat, gedaan te Brussel op 2 december 2010 (2618/1-2)**

Transmis par le Sénat
Overgezonden door de Senaat

Discussion générale
Algemene bespreking

La discussion générale est ouverte.

De algemene bespreking is geopend.

16.01 **Herman De Croo**, rapporteur: Mijnheer de voorzitter, aangezien ik aangedrongen heb op de snelle behandeling van deze punten, verwijs ik naar het schriftelijk verslag.

Le **président**: Quelqu'un demande-t-il encore la parole? (*Non*)

Vraagt nog iemand het woord? (*Nee*)

La discussion générale est close.

De algemene bespreking is gesloten.

Discussion des articles

Bespreking van de artikelen

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) **(2618/1)**

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) **(2618/1)**

Le projet de loi compte 2 articles.

Het wetsontwerp telt 2 artikelen.

Aucun amendement n'a été déposé.

Er werden geen amendementen ingediend.

Les articles 1 et 2 sont adoptés article par article.

De artikelen 1 en 2 worden artikel per artikel aangenomen.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

17 **Projet de loi complétant l'article 1231-33/1 du Code judiciaire en vue de prévoir une prolongation automatique du délai d'aptitude (2625/1-4)**

17 **Wetsontwerp houdende aanvulling van artikel 1231-33/1 van het Gerechtelijk Wetboek met het oog op een automatische verlenging van de termijn van geschiktheid (2625/1-4)**

Transmis par le Sénat

Overgezonden door de Senaat

Discussion générale

Algemene bespreking

La discussion générale est ouverte.

De algemene bespreking is geopend.

Mme Sophie De Wit, rapporteur, renvoie à son rapport écrit.

Quelqu'un demande-t-il encore la parole? (*Non*)

Vraagt nog iemand het woord? (*Nee*)

La discussion générale est close.

De algemene bespreking is gesloten.

Discussion des articles

Bespreking van de artikelen

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion.

(Rgt 85, 4) **(2625/4)**

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) **(2625/4)**

L'intitulé a été modifié par la commission en "projet de loi modifiant les articles 1231-33/1, 1231-33/3, 1231-33/4 et 1231-33/5 du Code judiciaire en vue de simplifier la procédure en prolongation du délai d'aptitude à adopter".

Het opschrift werd door de commissie gewijzigd in "wetsontwerp tot wijziging van de artikelen 1231-33/1, 1231-33/3, 1231-33/4 en 1231-33/5 van het Gerechtelijk Wetboek met het oog op het vereenvoudigen van de procedure tot verlenging van de termijn van geschiktheid om te adopteren".

Le projet de loi compte 5 articles.

Het wetsontwerp telt 5 artikelen.

Aucun amendement n'a été déposé.

Er werden geen amendementen ingediend.

Les articles 1 à 5 sont adoptés article par article.

De artikelen 1 tot 5 worden artikel per artikel aangenomen.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

18 Proposition de loi modifiant l'article 5 de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations (338/1-6)

- **Proposition de loi modifiant la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations (1366/1-2)**

- **Proposition de loi modifiant la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations en ce qui concerne les membres et leurs propositions (1959/1-3)**

18 Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 5 van de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen (338/1-6)

- **Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen (1366/1-2)**

- **Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen wat de leden en hun voorstellen betreft (1959/1-3)**

Propositions déposées par:

Voorstellen ingediend door:

- 338: Joseph George, Christian Brotcorne

- 1366: Karel Uyttersprot, Koenraad Degroote, Zuhail Demir, Kristien Van Vaerenbergh, Veerle Wouters

- 1959: Karel Uyttersprot, Peter Dedeker, Peter Luykx, Flor Van Noppen, Veerle Wouters

Je vous propose de consacrer une seule discussion à ces trois propositions de loi. (*Assentiment*)

Ik stel u voor een enkele bespreking aan deze drie wetsvoorstellen te wijden. (*Instemming*)

Discussion générale

Algemene bespreking

La discussion générale est ouverte.

De algemene bespreking is geopend.

De rapporteur, mevrouw Leen Dierick, verwijst naar haar schriftelijk verslag.

18.01 Karel Uyttersprot (N-VA): Mijnheer de voorzitter, collega's, vzw's vormen een belangrijke schakel in

ons sociaal-economisch leven. Een groot deel van ons maatschappelijk middenveld, het verenigingsleven op sociaal, sportief en cultureel vlak, wordt via talloze vzw's georganiseerd.

In totaal telt ons land 130 000 instellingen. Samen zijn zij goed voor 430 000 medewerkers, alsook nog eens vele tienduizenden vrijwilligers. De omzet van onze vzw's bedraagt 28,5 miljard euro op jaarbasis of 5,2 % van ons bbp. Zo hebben wij vzw's voor de kleinste sportclub, voor middelgrote zorgcentra en voor grote ngo's. Sommige vzw's tellen enkele leden, andere vele duizenden. Sommigen hebben een omzet van duizenden euro's, anderen zoals ziekenhuizen van miljoenen euro's. Dat alles wordt beheerst door een wet, de wet van 27 juni 1921.

Uit een onderzoek van de universiteit van Hasselt blijkt dat vooral de kleine vzw's problemen met de administratieve verplichtingen hebben. Via een aantal wetsvoorstellen willen wij bepaalde hiaten wegwerken om de werking van onze vzw's te vergemakkelijken.

Met onze wetsvoorstellen en het wetsvoorstel van de heer George willen wij een aantal problemen voorkomen.

Zo willen wij de termijn voor het samenroepen van de algemene vergadering, het hoogste beslissingsorgaan, vastleggen wanneer een vijfde van de leden daarom vraagt.

Wij willen verder gaan met ons voorstel. Zo willen wij de afdwingbaarheid van de samenroeping van de algemene vergadering beklemtonen, wanneer de raad van bestuur hieraan geen gevolg zou geven.

De onenigheid over de interpretatie van het begrip "lid van een vzw" willen wij opheffen door een onderscheid te maken en de bepalingen te preciseren van werkende leden versus toetredende leden.

Ook de mogelijkheid tot het toevoegen van bijkomende agendapunten wilden wij via ons wetsvoorstel beklemtonen.

Uit hoorzittingen met deskundigen bleek de relevantie van de voorstellen. Zoals de heer Steven Matheï van de universiteit van Hasselt stelde, het voorstel heeft de verdienste te zorgen voor een vereenvoudiging en het wegwerken van de onduidelijkheid.

Wat ligt hier nu ter stemming? Het gaat om wetsvoorstel nr. 338 van cdH voor het bepalen van de termijn voor de bijeenroeping van de algemene vergadering en twee wetsvoorstellen van de N-VA die verder gaan dan het louter bepalen van een termijn voor het bijeenroepen van de algemene vergadering wanneer een vijfde van de leden dat vraagt. Ons voorstel koppelt daar een duidelijke afdwingbaarheid aan wanneer de raad van bestuur in gebreke blijft. Het wil tevens de onzekere definitie tussen effectieve en toetredende leden uitklaren. Daarnaast willen we ook dat, mits de steun van 20 % van de leden een agenda kan worden bepaald. Onze wetsvoorstellen en onze amendementen hebben het echter niet gehaald op het wetsvoorstel van cdH.

Nu al staat vast dat de wet een aantal nieuwe wijzigingen zal moeten ondergaan, al was het maar met het oog op de aanpassing aan de Europese verordeningen. Een meer gestructureerde herziening van de vzw-wetgeving dringt zich op. Wij menen dat we hier een kans voorbij laten gaan.

Omdat enkel het vastleggen van de termijn voor de bijeenroeping voor ons te minimalistisch is en onze voorstellen tot verbetering geen gehoor vonden, zullen wij ons bij de stemming over het voorstel van cdH onthouden.

18.02 Joseph George (cdH): Monsieur le président, la proposition de M. Brotcorne et moi-même visait à régler un problème que d'autres voulaient également résoudre, celui du défaut de convocation d'une assemblée générale lorsque la demande en était faite. Elle visait également à régler le problème du délai endéans lequel l'assemblée générale devait être tenue. Pour cela, je remercie tous les membres de la commission. Nous avons eu l'occasion d'entendre quatre personnes qui ont attiré notre attention sur cette problématique et qui l'ont confirmée. Ces personnes nous ont aussi ouvert d'autres pistes de réflexion. La commission s'est alors trouvée face à un choix: entamer une réforme profonde de la loi sur les ASBL ou s'en tenir aux préoccupations les plus urgentes. Le choix de la commission a été de s'en tenir à cette seconde hypothèse. C'est la raison pour laquelle cette proposition de loi vise deux choses. Premièrement, le problème de délai endéans lequel il y aura impérativement une convocation et une assemblée générale

lorsque la demande en est faite, à défaut de règle statutaire qui prévoirait d'autres délais. Deuxièmement, l'obligation de soumettre le règlement d'ordre intérieur au vote de l'assemblée générale. À ce propos, M. Davagle, un des experts entendus, nous disait que le règlement d'ordre intérieur est presque toujours élaboré par le conseil d'administration, puis imposé aux membres.

Il est clair que tout n'est pas réglé. Nous devons prendre d'autres problèmes à bras-le-corps. Dans notre État de droit, les ASBL sont à géométrie très variable, avec des problématiques et des champs d'application extrêmement différents. Nous devons certainement réfléchir – et ce sera l'objet du dépôt d'autres propositions – au fait d'implanter les principes de bonne gouvernance dans les ASBL, au fait d'imposer des règles de comptabilité strictes dans les grandes ASBL, au fait de soumettre certaines ASBL à la loi sur la continuité des entreprises et aux procédures de liquidation, au fait d'insérer dans cette loi l'obligation de présenter des rapports d'activité lors de chaque assemblée générale et les procédures d'alerte prévues par l'article 138 du Code des sociétés.

Un autre champ d'application est celui qui touche à la destination des ASBL, certaines ayant des activités commerciales ou quasiment commerciales, d'autres des activités purement civiles.

Le chantier sera certainement réouvert, mais par la proposition de loi qui est soumise à votre vote, nous entendons régler deux problèmes, qui étaient cruciaux et urgents.

Le **président**: Quelqu'un demande-t-il encore la parole? (*Non*)
Vraagt nog iemand het woord? (*Nee*)

La discussion générale est close.
De algemene bespreking is gesloten.

Discussion des articles ***Bespreking van de artikelen***

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) **(338/6)**
Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) **(338/6)**

L'intitulé a été modifié par la commission en "proposition de loi modifiant la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations en ce qui concerne les compétences et la convocation de l'assemblée générale".
Het opschrift werd door de commissie gewijzigd in "wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen, wat de bevoegdheden en de bijeenroeping van de algemene vergadering betreft".

La proposition de loi compte 3 articles.
Het wetsvoorstel telt 3 artikelen.

Aucun amendement n'a été déposé.
Er werden geen amendementen ingediend.

Les articles 1 à 3 sont adoptés article par article.
De artikelen 1 tot 3 worden artikel per artikel aangenomen.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.
De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

Chers collègues, nous allons revenir aux questions orales.

Lorsque le premier ministre aura répondu aux questions qui lui sont adressées, deux textes resteront à examiner, à savoir les points 7 et 8 de notre agenda. Trois intervenants sont inscrits dans le cadre de l'examen de la proposition de loi n^{os} 2351/1 à 3. Un nombre plus important de membres interviendront dans

le cadre de la discussion de la proposition de résolution n° 2581/1 à 5.

Questions (continuation)

Vragen (voortzetting)

M. Maingain a retiré sa question n° 1575 au premier ministre.

19 Vraag van de heer Gerolf Annemans aan de eerste minister over "de banden van de minister van Financiën met het ACW en het standpunt van de regering ter zake" (nr. P1576)

19 Question de M. Gerolf Annemans au premier ministre sur "les accointances du ministre avec le mouvement ouvrier chrétien flamand (ACW) et la position adoptée par le gouvernement à leur sujet" (n° P1576)

19.01 **Gerolf Annemans** (VB): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de eerste minister, ik zou van de gelegenheid gebruik willen maken om de heer Geens in de Kamer welkom te heten. Hij is hier wat langer dan strikt noodzakelijk blijven zitten. Het voordeel is dat hij even met u over mijn vraag heeft kunnen overleggen.

U weet dat het ACW en de banden van een minister van Financiën met het ACW niet zo onbelangrijke kwesties zijn als op het eerste gezicht lijkt, wat de voorbije dagen ook is gebleken.

Ik hoor langs alle kanten verklaren dat de heer Vanackere als persoon niets te verwijten valt. Ik denk ook dat het waar is. Ook de heer Geens valt niets te verwijten. Zij zouden echter allebei banden met het ACW hebben gehad. Wie schetst de verbazing van het land nu blijkt dat CD&V de heer Vanackere, die slechts een militant en een trouwe soldaat van het ACW was, door de advocaat van het ACW heeft vervangen?

De kwestie is op zich ook niet heel belangrijk, indien wij zouden aannemen dat het voldoende is dat de heer Geens verklaart geen advocaat van het ACW meer te zijn. Met een dergelijke verklaring houdt de zaak natuurlijk niet op. Een dergelijke verklaring is ook niet de kern van de kwestie.

De kern van de kwestie is de vraag of een minister van Financiën voldoende banden met het ACW heeft of heeft gehad, om hem ongeloofwaardig te maken, wanneer hij de behoeder wordt van de centen van de belastingbetaler en van de akkoorden die de belastingbetaler heeft moeten ondergaan aangaande de voordelen die het ACW dankzij allerlei ingewikkelde constructies krijgt.

Trouwe soldaat Vanackere was van oordeel dat hij niet meer gepast of neutraal genoeg was om de geschetste behoeder te zijn. Ik, die natuurlijk maar een gewoon Kamerlid ben, zou bijgevolg denken dat de advocaat van het ACW mogelijkerwijze – ik weet het niet, want hij wil er helemaal niets over zeggen en beroept zich daartoe op het beroepsgeheim – nog veel minder goed geplaatst is dan de heer Vanackere.

Mijn vraag aan u, mijnheer de eerste minister, is of u met de heer Geens hebt gesproken over wat hij als advocaat van het ACW juist heeft geadviseerd in verband met de Belfiusaandelen en welke diensten hij aan het ACW heeft verleend. Hebt u daar als eerste minister – het gaat immers toch ook over de stabiliteit van de regering, zoals u deze week hebt ondervonden – over gesproken met de heer Geens?

19.02 **Elio Di Rupo**, premier ministre: Monsieur le président, chers collègues, tout d'abord, je voudrais présenter mes excuses à l'honorable assemblée pour être arrivé en retard. Je pense qu'on vous en a indiqué les raisons. La cérémonie a été plus longue que je ne le pensais.

Mijnheer de voorzitter, collega's, minister Vanackere heeft mij dinsdagochtend zijn beslissing meegedeeld om ontslag te nemen uit de regering. Ik heb daarvan akte genomen en respecteer zijn beslissing.

Net als alle andere leden van de regering heb ik het volste vertrouwen in de nieuwe minister, de heer Koen Geens. Ik ben ervan overtuigd dat wij uitstekend zullen samenwerken.

Net als alle andere leden van de regering is de nieuwe minister gehouden aan de geldende regels omtrent andere professionele activiteiten of het uitvoeren van mandaten.

Minister Geens heeft zich dan ook volledig teruggetrokken uit het advocatenkantoor Eubelius, waarvan hij vennoot is. Hij heeft ook ontslag genomen als bestuurder van Eubelius. Bovendien heeft het advocatenkantoor alle activiteiten voor het ACW en ARCO stopgezet.

Minister Geens heeft ten slotte eveneens genomen als bestuurder bij BNP Paribas Fortis.

Ik wens hem nogmaals veel succes met de belangrijke taak van minister van Financiën, die hij op zich heeft genomen.

19.03 Gerolf Annemans (VB): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de eerste minister, het is niet de eerste keer dat u mij zo'n antwoord geeft. Ik heb hier al eens onderstreept dat u vooral een chemicus bent. Ik ontken niet dat u een politicus bent, maar u hebt toch een chemisch antwoord gegeven.

Dat was mijn vraag niet. Mijn vraag was natuurlijk een politieke vraag. Misschien was ze meer gericht aan de CD&V dan aan u.

De vraag was namelijk of de CD&V nu echt niemand anders kon vinden of geen enkele andere constructie kon vinden, al was het maar een constructie waardoor zij in vredesnaam niet meer de minister van Financiën moest leveren? Wat bezielt die CD&V dat zij per se die post van Financiën wilt vasthouden en hem dan in dit geval, na die catastrofe rond Vanackere, nog eens toebedeelt aan iemand die tot eergisteren professioneel een belangenvermenging heeft gehad, tot hij u die brief verzond, die u hier formeel voorlas, en waarin hij zegt dat hij nu niet meer werkt voor het ACW?

Wij gaan in de komende weken naar verdere debatten over die zaak. Iedereen voelt dat, iedereen weet dat. Ik hoop dat er een onderzoekscommissie komt, niet om tamtam te maken, mijnheer Dewael, maar omdat anders die lucht nooit meer zal opklaren.

Het is de minste van onze zorgen, maar de CD&V, deze regering en de belastingbetaler die deze regering moet ondergaan, zullen heel deze zaak meeslepen, niet alleen richting verkiezingen maar ook verder in de toekomst.

Het ware beter geweest dat de waarheid klaar en duidelijk naar boven was gekomen, maar in plaats daarvan benoemt men deze mistige figuur. Hij mag persoonlijk een heel helder iemand zijn, en humoristisch, zoals wij vandaag mochten merken, maar inzake het ACW is hij in ieder geval een mistige figuur.

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

20 Question de M. Laurent Louis au premier ministre sur "la recrudescence de l'antisionisme en Europe" (n° P1577)

20 Vraag van de heer Laurent Louis aan de eerste minister over "het toenemende antizionisme in Europa" (nr. P1577)

20.01 Laurent Louis (indép.): Monsieur le président, monsieur le premier ministre, le président israélien, Shimon Peres, se trouvait en Belgique ces derniers jours. Je regrette que l'on ait déroulé le tapis rouge pour cet homme qui, depuis des dizaines d'années, est derrière toutes les décisions politiques d'Israël: l'annexion de Jérusalem-Est, les arrestations politiques, l'oppression du peuple palestinien, les territoires occupés et les massacres de populations civiles dont de nombreux enfants dont le seul crime fut d'avoir été arabes.

Israël est, actuellement, un pays voyou, un pays qui pratique une politique nazie, un pays qui compte dix mille prisonniers politiques palestiniens, un pays qui dispose illégalement de l'arme nucléaire, qui ne respecte pas les droits de l'homme et qui utilise le sionisme pour persister dans l'illégalité. Israël est un pays envahisseur qui profite du drame vécu par la communauté juive durant la Seconde Guerre mondiale pour opprimer les Palestiniens et leur voler leur terre. En ce qui me concerne, je ne vois aucune différence entre le ghetto de Varsovie et ceux qui existent actuellement à Gaza et en Cisjordanie.

Je doute que vous ayez tenu un tel discours de vérité au président israélien. Pour cela, il eut fallu qu'il me rencontre!

Monsieur le premier ministre, puisque vous avez accepté de rencontrer cet infréquentable, permettez-moi de vous poser quelques questions sur le contenu de votre entretien.

Avez-vous répondu favorablement à la demande du président israélien d'inscrire le Hezbollah sur la liste noire du terrorisme ou voyez-vous, comme moi, les membres de ce mouvement comme des résistants comparables à ceux qui commettaient des attentats contre les Allemands pendant la Seconde Guerre mondiale pour lutter contre l'envahisseur?

Avez-vous condamné l'annexion illégale de Jérusalem-Est par Israël et rappelé, au président Peres, les conclusions du rapport annuel pour 2012 des chefs de mission de l'Union européenne qui accablent Israël et condamnent sa politique de colonisation et son projet de zone E1 qui – je le rappelle – est destiné à couper en deux la Cisjordanie et à isoler définitivement de Jérusalem? La réalisation de ce projet porterait un coup fatal aux négociations de paix.

Trouvez-vous normal que les ministres De Crem et De Croo aient participé à une réception organisée par le CCOJB, organe sioniste belge par excellence, en l'honneur du président israélien? N'est-ce pas là donner un mauvais signal ou, en tout cas, un signal ambigu pour un pays comme la Belgique qui prétend jouer un rôle dans le règlement négocié du conflit israélo-palestinien?

Enfin, que vous inspire la montée de l'antisionisme en Europe et dans le monde?

20.02 Elio Di Rupo, premier ministre: Monsieur le président, chers collègues, je m'acquitte de ma tâche de chef de gouvernement, contrôlé par cette honorable assemblée, par sens du devoir quand, parfois, les excès verbaux à cette tribune me font penser que tant d'années pour avoir un peu d'humilité, de respect et de compréhension ne semblent pas avoir gagné l'esprit et le cœur de chacun. (*Applaudissements*)

Monsieur le président, je dois vous confesser que je ne tiens pas l'agenda du président de l'État d'Israël, M. Shimon Peres, et que je ne sais pas s'il était dans ses intentions de rencontrer l'un ou l'autre membre de votre honorable assemblée. Si tel n'est pas le cas, qu'on ne m'accable pas: je n'étais ni son secrétaire particulier ni l'organisateur de sa visite dans notre pays.

Plus sérieusement, chers collègues, toute attitude antisémite est absolument intolérable. J'ai rappelé au président de l'État d'Israël ma détermination sans faille de combattre de telles attitudes; comme je combats d'ailleurs toute forme de discrimination et de racisme. Et, avec moi, l'ensemble du gouvernement et, je le pense, la toute grande majorité de ce parlement.

Pour notre pays, ce combat revêt de multiples formes. Par exemple, le gouvernement veille depuis de nombreuses années à la sécurisation des institutions et bâtiments de la communauté juive de Belgique. Le président Peres a salué le leadership de la Belgique dans la lutte contre l'antisémitisme. Il a aussi salué le travail de mémoire de la Belgique. Le président a particulièrement relevé la reconnaissance par la Belgique de la responsabilité de l'État belge dans la persécution des juifs de Belgique pendant l'Occupation.

Bien entendu, chers collègues, la question du conflit israélo-palestinien a été longuement évoquée avec le président. J'ai rappelé que la Belgique plaide pour une reprise urgente des négociations de paix. Il faut rétablir le dialogue pour parvenir à une solution fondée sur la coexistence de deux États, l'État d'Israël et un État de Palestine indépendant, démocratique, d'un seul tenant et viable.

J'ai également, au nom du gouvernement, exprimé ma vive préoccupation concernant la politique de colonisation qui a, par ailleurs, été condamnée par l'Union européenne et une grande partie de la communauté internationale. J'ai rappelé que c'est dans cet esprit que notre pays a voté, le 29 novembre dernier, en faveur de l'octroi à la Palestine du statut d'État observateur aux Nations unies. (*Applaudissements*)

20.03 Laurent Louis (indép.): Monsieur le premier ministre, je passe outre la mascarade du début de votre intervention et, puisque nous en sommes malheureusement là dans notre pays, je vous remercie d'avoir la gentillesse de respecter la démocratie en répondant à mes questions, même si celles-ci ne vous plaisent pas.

Monsieur le premier ministre, si, comme vous, je pense que l'antisémitisme est à combattre de toutes nos forces, je crois que l'antisionisme est positif et apportera un monde plus juste et plus éthique.

Mais ce que je constate, monsieur Di Rupo, c'est que le 14 mai 2013, nous célébrerons les 65 ans du conflit israélo-palestinien, 65 années de souffrance et d'oppression. Que nous dit Shimon Peres dans la presse? Qu'il faut patienter! Eh bien, nous sommes impatients, paraît-il! 65 années d'attente, est-ce de l'impatience? Je me demande ce qu'attend Israël pour se retirer des territoires conquis par la guerre, car à force d'encercler la population palestinienne, à force de tuer cent Palestiniens pour un mort israélien ou un arbre détruit, il n'y aura bientôt plus de Palestiniens! C'est peut-être l'objectif des sionistes et de ceux qui les soutiennent!

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

21 Questions jointes de

- **Mme Muriel Gerkens au premier ministre sur "le contrôle budgétaire" (n° P1578)**
- **Mme Gwendolyn Rutten au premier ministre sur "le contrôle budgétaire" (n° P1579)**
- **M. Jean Marie Dedecker au premier ministre sur "le contrôle budgétaire" (n° P1580)**
- **M. Stefaan Van Hecke au premier ministre sur "le contrôle budgétaire" (n° P1581)**
- **M. Steven Vandeput au premier ministre sur "le contrôle budgétaire" (n° P1582)**
- **M. Jenne De Potter au premier ministre sur "le contrôle budgétaire" (n° P1583)**
- **Mme Karin Temmerman au premier ministre sur "le contrôle budgétaire" (n° P1584)**

21 Samengevoegde vragen van

- **mevrouw Muriel Gerkens aan de eerste minister over "de begrotingscontrole" (nr. P1578)**
- **mevrouw Gwendolyn Rutten aan de eerste minister over "de begrotingscontrole" (nr. P1579)**
- **de heer Jean Marie Dedecker aan de eerste minister over "de begrotingscontrole" (nr. P1580)**
- **de heer Stefaan Van Hecke aan de eerste minister over "de begrotingscontrole" (nr. P1581)**
- **de heer Steven Vandeput aan de eerste minister over "de begrotingscontrole" (nr. P1582)**
- **de heer Jenne De Potter aan de eerste minister over "de begrotingscontrole" (nr. P1583)**
- **mevrouw Karin Temmerman aan de eerste minister over "de begrotingscontrole" (nr. P1584)**

21.01 Muriel Gerkens (Ecolo-Groen): Monsieur le président, monsieur le premier ministre, chers collègues, un nouvel ajustement budgétaire est annoncé. Il ne sera à nouveau pas anodin, puisqu'il s'agira de trouver, selon les informations qui circulent, entre deux et trois milliards d'euros. Les recettes fiscales sont inférieures à celles attendues et la crise économique continue, en Belgique mais aussi dans l'Union européenne et dans le monde entier.

Les effets de cette austérité forcée par l'Union européenne se traduisent, on le constate tous les jours, par un ralentissement de l'économie, par des pertes d'emploi à Liège, à Charleroi, à Genk, dans l'ensemble du pays. Des économistes réputés, de plus en plus nombreux, comme on peut encore le lire dans *De Standaard* aujourd'hui, dénoncent également les effets de ces politiques d'austérité.

Monsieur le premier ministre, on ne peut évidemment plus accepter que ce soient les travailleurs, particulièrement les plus faibles d'entre eux, et particulièrement les femmes, qui supportent les efforts via leurs revenus et la perte de droits sociaux. On ne peut plus accepter non plus que des mesures structurelles ne soient pas prises pour éviter les dérives des rémunérations excessives, des bonus, au détriment de l'activité d'entreprise.

On ne peut plus non plus accepter d'être le terrain de jeu de multinationales qui viennent profiter d'aides sociales et fiscales et qui, ensuite, abandonnent leurs travailleurs pour aller voir ailleurs. On ne peut plus accepter non plus que ce soient les revenus du travail qui participent le plus à la redistribution et à la solidarité alors que les revenus du capital sont préservés.

Nous avons besoin de nous mettre en ordre et en position de force pour pouvoir repositionner la Belgique dans une dynamique porteuse d'emplois, d'activités dans des secteurs porteurs d'avenir, via une vraie réforme fiscale dont ce serait l'objectif et qui viserait à être efficace, équitable, à avoir du sens pour les acteurs économiques et pour les citoyens. Nous avons besoin d'une régulation des marchés financiers et des écarts salariaux.

C'est dans ce contexte qu'il faut absolument, monsieur le premier ministre, que ce gouvernement prenne des mesures pour conditionner les aides sociales et fiscales à la création d'emplois, à la recherche, à l'investissement. C'est dans ces conditions, me semble-t-il, que vous pourrez, au niveau de l'Union

européenne, défendre des politiques de redéploiement et d'investissement qui vont à l'encontre de cette austérité aveugle.

Monsieur le premier ministre, allez-vous aborder l'ensemble de ces priorités lors de votre ajustement budgétaire? Est-ce avec ces priorités que vous allez aborder également les discussions européennes afin d'influencer la trajectoire budgétaire, de manière à permettre la création d'activités, le développement économique et le déploiement de la solidarité dans notre pays?

21.02 Gwendolyn Rutten (Open Vld): Mijnheer de eerste minister, u staat de komende dagen voor een moeilijke oefening: de begrotingscontrole 2013 komt eraan.

Wij zijn daaromtrent engagementen aangegaan. Wat moeten wij doen? Wij moeten het tekort van minder dan 3 % naar 2,15 % brengen. Wij moeten structurele maatregelen nemen, minstens ten belope van 0,75 % van het bnp. Wij moeten ervoor zorgen dat onze historisch gegroeide staatsschuld omlaaggaat. Dat is wat wij moeten doen.

Hoe moeten wij dat doen? Dat moeten we doen op een structurele manier, door te hervormen in de sociale zekerheid op de manier waarop wij dat ook in 2012 hebben gedaan en door met de regering verder te gaan op de ingeslagen weg. (*Protest van de heer Jambon*)

Mijnheer Jambon, ik zou maar even zwijgen over de jaren 2010 en 2011, die ons door uw stilstand alleen maar harde euro's hebben gekost, ik herhaal "harde euro's hebben gekost!" Die stilstand betalen de mensen vandaag cash, mijnheer Jambon.

Mijnheer de premier, het werk moet worden voortgezet. Het verontrust mij dat ik de sirenen aan de zijkant hoor roepen dat het met een jaar inspanningen en maatregelen nu wel genoeg is geweest en dat het nu wel wat minder kan. Mijn boodschap is heel duidelijk: wij zijn nog maar net begonnen en wij moeten onze inspanningen aanhouden.

Waarom moeten wij dat doen? Voor een deel moeten wij dat doen, omdat het moet van Europa, omdat afspraken afspraken zijn en omdat wij het vertrouwen ten opzichte van de internationale markten en de wereld moeten behouden. Vooral echter moeten wij het doen voor onszelf, voor onze kinderen, voor de generaties na ons, zodat wij niet vervallen in groepsegoïsme.

Wanneer ik hoor pleiten om af te wijken van trajecten en om de riem af te leggen, maakt mij dat ongerust. Mijn vraag is dus wanneer u aan de begrotingscontrole begint en of u van plan bent de inspanningen van de regering aan te houden?

21.03 Jean Marie Dedecker (LDD): Mijnheer de premier, kent u Kevin en Frédéric nog? Het was 21 november en u hield hier een toespraak. U zei dat u een brief had gekregen van Kevin en Frédéric, die ongerust waren. Frédéric vroeg zich af of hij de ziekenkas en schoenen voor zijn zoon nog zou kunnen betalen.

Wij zijn vier maanden verder, mijnheer de minister. Er zijn ondertussen 16 000 jobs verdwenen in de industrie. Vorige week stond u hier en u zei over Caterpillar dat dat de schuld van Europa was. Ondertussen zijn wij een week verder en ik heb een lijstje gemaakt van de banen die zijn verdwenen: Etap, Elka Color, 122 ontslagen bij een bumperfabrikant in Herentals en zelfs 11 banen bij *Kerk & Leven*, maar dat zal waarschijnlijk iets te maken hebben met de sponsoring door het ACW.

Premier, ik hoor mijn voorgangster graag praten over structurele hervormingen. In 2002 werd hier onder paars al een vergrijzingsrapport besproken. In dat rapport stond te lezen dat er in 2012 een begrotingsoverschot van 0,3 % nodig was, want anders zouden de pensioenen niet meer kunnen worden betaald. Net vandaag worden er nog altijd brugpensioenen toegekend op 50 jaar. In het Zilverfonds zit er bovendien meer zand dan zilverlingen. Onze overheidsschuld, premier, groeit sneller dan het bnp. Dat wil zeggen dat wij nog altijd meer uitgeven dan we ontvangen. Iedere inwoner van dit land geeft de helft van zijn inkomen aan de fiscus en toch is er opnieuw een gat in de kas, ondanks 4,2 miljard aan nieuwe belastingen.

Nu zijn er twee strekkingen in uw regering: voort besparen of niet voort besparen. Ik zou heel graag weten welke strekking de bovenhand zal halen?

Zult u luisteren naar zij die zeggen dat de teugels mogen worden gevierd? Dat is nogal gebeurd. De heer Mathot is hier niet, maar zijn vader heeft ooit nog gezegd dat de staatsschuld er vanzelf is gekomen en dat hij ook weer vanzelf zal verdwijnen. Als ik u allen hier zo bezig hoor, dan volgt u nog steeds voor een stuk die redenering.

Of zult u luisteren naar de andere kant en rigoureus besparen? Wat zult u doen om het begrotingstekort op 2,15 % te brengen?

21.04 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen): Mijnheer de eerste minister, de economie is er slecht aan toe. Ik geef twee cijfers. Vandaag sneuvelen er 80 jobs per dag. Aan dat tempo betekent dat 30 000 jobs op een jaar tijd. In februari is voor de negende maand op rij het record van faillissementen gebroken; nog nooit gingen zoveel bedrijven over kop. De federale regering kan zich geen verloren jaar meer permitteren.

Vandaag zien we wat we altijd zien als er begrotingsbesprekingen aankomen: verklaringen in alle richtingen. Mevrouw Onkelinx begon met te zeggen dat we het traject zeker moesten verlaten, terwijl andere partijen vonden dat dat niet kon. Vanmiddag zijn er blijkbaar al heel veel verklaringen afgelegd voor de camera's. De liberalen zeggen dat we ons strikt moeten houden aan het traject. De heer Vande Lanotte zegt niet neen. De heer Crombez zegt dat we 2015 als einddatum moeten behouden, maar dat we het traject misschien wel een beetje kunnen wijzigen.

Kortom, het is een kakofonie tot en met. Duidelijk is dat men in de regering niet op dezelfde lijn zit. Dan hebben we nog de heer Reynders, die de factuur wil doorschuiven naar de Gewesten, waar hij zelf in de oppositie zit. Dat zijn de kaarten, waarmee morgen en overmorgen de regering rond de tafel gaat zitten om te proberen eruit te geraken.

Vanmorgen hadden we de oproep van de hoofdeconomen, die het misschien wat trager aan willen doen en het traject misschien willen verlaten, als er maar structurele maatregelen worden genomen. Daarbij houden zij met structurele maatregelen weer het raken aan de lonen en de pensioenen voor ogen. De liberalen kijken in dat verband – ze zeiden het zopas nog – naar de sociale zekerheid.

Ook Europa begint zijn standpunt te wijzigen en ziet in dat blinde besparingen slecht zijn voor de economie. Nochtans blijft men daar overtuigd van de noodzaak van structurele maatregelen.

Collega's, het lijkt erop dat er ademruimte wordt gecreëerd en dat de taak van de regering gemakkelijker zal worden, maar dat is absoluut niet zo. Het wordt een zware taak. Nu wordt aan de regering gevraagd waar zij niet in is geslaagd, namelijk op een structurele manier zuurstof geven aan de economie. Ze is daar niet in geslaagd het voorbije jaar. Waarom zou ze daar de komende dagen en weken wel in slagen?

Collega's, wij hebben nood aan een echt investeringsplan. Op het moment waarop de crisis toeslaat, moet de regering werken aan jobs, niets dan jobs. Een eerste maatregel zou kunnen zijn om opnieuw steun te verlenen aan milieuvriendelijke investeringen, wat men twee jaar geleden heeft afgeschaft. Men zou, ten tweede, de loonkosten kunnen aanpakken in plaats van de lonen, wat men vorig jaar heeft gedaan. Men zou de lasten op lonen kunnen verschuiven naar de vermogens. Ten derde, zou men ook kunnen kijken naar de superrijken. Er zijn al een paar maatregelen genomen, maar daar zijn ze aan ontsnapt: ze hebben ze omzeild.

Ten eerste, hoe zult u het sociaal en economisch bloedbad kunnen stoppen?

Ten tweede, zult u zich houden aan het voorgeschreven traject of niet?

Ten derde, wat is de timing? Ik hoor in de wandelgangen immers dat we sneller een paus zullen hebben dan dat er een begroting ligt.

21.05 Steven Vandeput (N-VA): Mijnheer de voorzitter, mijnheer Di Rupo, collega's, ook ik sta hier voor de zoveelste keer. Het aantal vragen vandaag laat ook duidelijk blijken dat er enige ongerustheid in dit land is. Als het zelfs zo ver komt dat een van uw coalitiepartners hier moet komen vragen wat het traject precies zal zijn, dan zijn wij ver van huis.

Na het lezen van de krantenkop vanmorgen zullen er bij het PS-hoofdkwartier nogal wat champagnekurken hebben geknald. Ik denk dat uw partijvoorzitter, misschien op een nuchtere maag, daar nogal wat van had

geproefd, want de ochtend was nog niet goed begonnen of er was al een tweet die ik bijna hilarisch vond, waarin hij verklaarde dat de Vlaamse economen zeggen dat het tijd is om het begrotingspad te verlaten.

Ik had uw voorzitter hoger ingeschat, want wie zich begeeft aan de echte lectuur van dit artikel, stelt vast dat er helemaal geen sprake is van een vertraging in het begrotingstraject. Het gaat erover dat wij voor de lange termijn structurele besparingen invoeren.

Het is misschien belangrijk om hier een paar definities duidelijk te maken. Aan die kant zegt men al heel zwaar structureel bespaard te hebben. Als zij spreken over besparen, dan spreken ze over belastingen. Zo simpel is het. Aan de andere kant van het firmament spreken ze niet over besparingen – zo eerlijk zijn ze nog – maar vinden ze dat er maatregelen moeten worden genomen.

Laat ons duidelijk zijn, collega's. België heeft sinds 2007 een toename van zijn overheidsbeslag gekend die nergens in Europa is gezien. Wij moeten onszelf hier niet proberen wijs te maken dat wij de broeksriem hebben aangespannen. Het tegendeel is waar, mijnheer Van Biesen.

Mijnheer Di Rupo, ik heb 3 concrete vragen uit bekommernis over waar wij naartoe gaan, waarop u een duidelijk antwoord kunt geven.

Ten eerste, gaat u mee met wat uw partij vertelt? Gaat u mee met de kop in *De Standaard* vandaag? Of gaat u doen wat in het artikel geschreven staat? Concreet: houdt u vast aan de 2,15 % die voor dit jaar is vooropgesteld? Houdt u vast aan een afbouw van de overheidsschuld op termijn?

Ten tweede, wat is nu de specifieke uitdaging? Ik heb begrepen dat het rapport van het monitoringcomité vorige week nog niet helemaal af was. Ik denk dat u daar ondertussen een zicht op hebt. Wat is de concrete uitdaging waarvoor u staat?

Ten derde, aansluitend bij de heer Van Hecke, wat is het tijdspad waarop u zich gaat begeven in verband met deze controle? Aan welke concrete maatregelen denkt u zelf?

21.06 Jenne De Potter (CD&V): Mijnheer de premier, we staan aan de vooravond van alweer een bijzonder belangrijke begrotingscontrole die ons land moet toelaten om het budget op het goede spoor te houden. Hier en daar worden ballonnetjes opgelaten over het loslaten van het met Europa afgesproken begrotingstekort. Ook vandaag lezen we in de kranten dat de bankeconomen zeggen dat dit niet strikt noodzakelijk is. Het is natuurlijk belangrijk om verder te lezen en het ganse artikel door te nemen.

Het standpunt van onze fractie is op dat vlak helder. In het belang van de geloofwaardigheid van ons land moeten de afspraken die gemaakt zijn met Europa worden gehonoreerd, precies omdat dit nodig is voor het vertrouwen van ondernemers, investeerders, consumenten en de financiële markten. We mogen immers niet uit het oog verliezen dat ons land een hoge staatsschuld torst, een staatsschuld die aanleunt bij de 100 %. Ze verplicht ons om extra voorzichtig te zijn en extra verantwoordelijkheidszin aan de dag te leggen. Ik ben ervan overtuigd dat het niet aan ons land is om op individuele basis het afgesproken begrotingstraject minder strikt te volgen. Uiteraard, wanneer op Europees niveau een consensus zou ontstaan om iets trager te gaan, dan is dat ander verhaal. Dat past dan echter in een Europese consensus.

Premier, nog belangrijker dan het traject en het precieze saldo is de noodzaak – dat is de vraag die wij expliciet tot u richten – om structurele maatregelen te nemen, los van de economische conjunctuur. Dat is de echte uitdaging waarvoor wij ook bij deze begrotingscontrole staan. Het is cruciaal dat wij maatregelen blijven nemen om onze begroting structureel te verbeteren, minstens ten belope van 0,75 % van het bnp. Dat moet gebeuren op een manier die onze economische groei en het vertrouwen van consumenten en investeerders niet fnuikt. Daarvoor is een aantal slimme maatregelen nodig, gaande van het efficiënter maken van het overheidsapparaat tot verdere stappen inzake hervorming van de arbeidsmarkt en het pensioenstelsel. Dat zijn structurele maatregelen waarvoor deze regering al een aantal stappen heeft gezet maar waarvoor nog extra stappen te zetten zijn.

Premier, mijn vragen zijn dan ook duidelijk.

Wat is de positie van deze regering aangaande het begrotingstraject? Deelt u ons standpunt dat wij onze Europese engagementen moeten blijven nakomen, precies omwille van onze geloofwaardigheid en precies omdat dit nodig is voor onze toekomst en de betaalbaarheid van ons sociaal systeem?

Ten tweede, zal de begrotingscontrole ook worden gebruikt om structurele maatregelen te nemen?

Le **président**: Chers collègues, je puis comprendre que, lorsqu'on n'est pas à la tribune, cela peut paraître très long. Mais, rassurez-vous, je veille au respect des temps de parole.

21.07 Karin Temmerman (sp.a): Mijnheer de eerste minister, bij de presentatie van het jaarverslag van de Nationale Bank omschreef gouverneur Coene de begrotingsresultaten van 2012 als volgt: "De beste prestatie sinds België is toegetreden tot de monetaire unie."

Sommige schijnen te vergeten — blijkbaar is hun geheugen zeer kort — waarom de gouverneur dit heeft gezegd. Het structureel begrotingssaldo verbeterde met 0,9 %, terwijl de Europese Commissie van ons land jaarlijks 0,75 % aan structurele ingrepen vraagt. Dat is goed nieuws, mijnheer de eerste minister, collega's.

Omdat vele leden van de oppositie het vergeten, benadruk ik nogmaals dat deze regering de voorbije jaren grondig budgettair werk heeft afgeleverd. Wij hebben 18 miljard bespaard en structurele ingrepen gedaan, maar op een sociale manier, zonder te raken aan de koopkracht van de laagste inkomens en zonder de crisis af te wentelen op de sociale uitgaven.

Ook in 2013 moeten wij op dit elan voortgaan. Er moeten structurele maatregelen worden genomen, maar op een sociale manier. Zo is het ook gepland. In de begroting voor 2013 was het structureel saldo 0,8 %. Het slechte nieuws is dat wij dit saldo niet halen en dat extra maatregelen nodig zijn, vooral omdat de economische groei veel lager is dan voorspeld.

Europees commissaris Rehn heeft ons vorig jaar al aangemaand om structurele maatregelen te nemen. Achteraf moest hij toegeven dat die structurele maatregelen inderdaad genomen zijn. Dat moet ook het geval zijn bij de volgende begrotingscontrole. Wij moeten ons structureel saldo verbeteren. Dat is belangrijk. Nog veel belangrijker is echter dat wij dit doen op een sociale manier. Dat is de opdracht voor de komende begrotingscontrole.

Ik kom tot mijn vragen, mijnheer de eerste minister.

Welke timing ziet u voor de begrotingscontrole? Bent u het met mij eens dat wij ook dit jaar structurele maatregelen moeten nemen, maar enkel op een sociale manier, zoals dat de voorbije jaren gebeurde?

Mijnheer de eerste minister, enkele weken geleden hebt u uw Europese collega's opgeroepen het strikte bezuinigingsbeleid dat zij voeren te evalueren, en na te gaan of hun maatregelen inderdaad geleid hebben tot economisch herstel. Ik heb deze oproep vroeger al met veel enthousiasme gesteund. Wij moeten immers absoluut vermijden dat de Europese lidstaten zich kapot bezuinigen. Er moet ook voldoende ruimte zijn voor groei en relance. De bezuinigingspolitiek zou die ruimte kunnen inkrimpen.

Mijn derde vraag is dan ook de volgende. Wanneer wordt de Europese evaluatie verwacht?

21.08 Eerste minister Elio Di Rupo: Mijnheer de voorzitter, collega's, sinds haar aantreden heeft de regering grondig werk gemaakt van de sanering van de overheidsfinanciën. De maatregelen die tijdens de opeenvolgende conclaven werden genomen, zijn goed voor in totaal ongeveer 18 miljard euro.

Het genoemde bedrag van 18 miljard euro houdt verband met het bedrag van de begroting van de federale Staat en van de sociale zekerheid, dat zowat 110 miljard euro bedraagt. Het gaat dus om 18 miljard euro aan inspanningen op een globale begroting van 110 miljard euro voor de federale overheid en de sociale zekerheid. Daarvan draagt de Staat 6 miljard euro over aan de Europese Unie en 34 miljard euro aan de deelstaten.

Met de genoemde bedragen in het achterhoofd kunnen wij ons een beter beeld vormen van de gigantische inspanningen die de federale regering heeft geleverd. Deze grote inspanningen werpen hun vruchten af. Ondanks het ineenzakken van de economische groei in de eurozone werd bijvoorbeeld ons tekort in 2012 tot 3 % teruggebracht.

L'actuel gouvernement – je n'ai pas besoin de vous le rappeler – est opérationnel depuis quinze mois,

quinze mois seulement!

Pourtant, même la Banque nationale – comme l'a rappelé notre collègue Temmerman –, peu soupçonnée de complaisance, a dit dans son rapport annuel que je cite: "Les mesures prises sont largement de nature structurelle. Dès lors, le solde primaire structurel s'est amélioré de 0,9 point de pourcentage du PIB, soit sa plus forte hausse annuelle depuis l'entrée de la Belgique dans l'union monétaire".

Ik lees dit ook in het Nederlands: "De genomen maatregelen zijn overwegend structureel van aard. Het structureel primair saldo is derhalve met 0,9 procentpunt bbp verbeterd, wat de grootste jaar-op-jaarstijging is sedert België tot de monetaire unie is toegetreden."

Comme le dit la Commission européenne, malgré une crise de 541 jours, la progression entre 2009 et 2012 de notre dette publique – importante, et je vais y revenir dans une seconde – a été la plus faible de toute la zone euro, à l'exception de l'Estonie. Et ce, malgré l'opération de recapitalisation de Dexia.

Het vertrouwen in ons land is terug. Dat zien wij aan de aanzienlijke daling van onze rente en van de *spread* met Duitsland.

De financiële markten kennen ook het belang van het vermogen van de Belgen, dat in 2012 een recordbedrag heeft bereikt.

Tout le monde le sait: on met en parallèle les 100 % de dette des pouvoirs publics de notre pays et les 500 % du PIB, de l'épargne et du patrimoine des Belges.

Chers collègues, le gouvernement tente de mener une politique rigoureuse et juste. J'ai toujours dit, que ce soit au niveau belge ou au niveau européen, que mes collègues et moi-même étions favorables à la prise de responsabilité et à la rigueur soutenable. C'est ce à quoi nous nous employons en procédant à des réformes structurelles et en prenant des mesures importantes. Mais c'est avec force que je m'oppose à l'austérité parce que, en ces temps de rigueur, et surtout à un moment où la croissance est en deuil, nos citoyens et nos entreprises ont besoin d'être soutenus.

De Commissie erkent zelf dat de begrotingssanering heeft bijgedragen tot de inkrimping van het bbp in 2012. Nog volgens de Commissie zal het voortzetten van de saneringen de volgende jaren blijven wegen op de binnenlandse vraag.

On constate, je n'ai pas besoin de vous le dire, un ralentissement de l'activité économique dans l'ensemble de la zone euro. Tout dernièrement encore, les prévisions de croissance qui étaient de + 0,1 % sont désormais revues à – 0,3 %. Ces données figurent dans le rapport de la Commission paru en novembre.

Ce phénomène doit plus que jamais nous interroger sur les actions que les autorités publiques européennes doivent entreprendre pour soutenir l'activité économique et la croissance. J'ai entendu tous les collègues et je partage l'avis de Mme Rutten. Je ne veux pas reporter des charges et des difficultés sur les générations futures. Mais soyons de bon compte: avec un retour de la croissance économique, tout serait plus facile aujourd'hui et pour l'avenir. Que ce soit au niveau européen, national, régional, communautaire, local, chacun doit contribuer à fournir des efforts pour retrouver le chemin de la croissance.

Le gouvernement fédéral a pris sa part de responsabilité. Malgré l'importance des efforts budgétaires, le gouvernement a réussi à dégager des marges financières importantes pour soutenir l'activité économique, l'emploi et le pouvoir d'achat des citoyens. Les récents drames sociaux, que je ne vais rappeler ici, ont montré que c'était plus que jamais nécessaire. Tant les citoyens que les PME ont été préservés. Je ne reviendrai pas sur nos discussions précédentes.

Je voudrais aussi dire que, dans cette situation très difficile, 470 millions d'euros pour 2013 et 800 millions d'euros pour 2014 ont été mis à la disposition des interlocuteurs sociaux - patrons et syndicats – pour que la concertation sociale se traduise également dans un apport positif, concret et immédiat en faveur des citoyens et des entreprises.

Sommigen beweren dat de federale overheid de uitgaven laat oplopen. Maar wat tonen de cijfers aan? De Nationale Bank zegt ons dat de primaire uitgaven van de federale overheid met 3,9 % zijn gedaald in 2012.

Als wij de sociale zekerheid daaraan toevoegen, die het grootste deel van de kosten van de vergrijzing op zich neemt, ging het om een stijging van 0,4 %. Tezelfdertijd zijn de uitgaven van de deelstaten en de lokale overheden met 1,5 % toegenomen.

Mais, chers collègues, on ne peut ignorer que le contexte économique continue à se détériorer dans la zone euro et que, chaque jour, un trop grand nombre de personnes perdent leur emploi.

Des débats ont lieu à ce sujet. Comme je vous l'ai dit, on peut lire chaque jour, dans les médias et dans des analyses, les interrogations d'éminents économistes, mais également dans des recommandations d'institutions dont j'entends souvent parler, notamment au parlement, comme le FMI ou l'OCDE. J'ai lu aussi attentivement certains articles ce matin, et les déclarations des uns et des autres. Qu'ai-je pu constater? Que les opinions sont diverses et qu'elles sont exprimées par les analystes, les experts mais aussi par des membres du gouvernement ou des formations politiques du gouvernement.

Tout cela est très bien. Cette réflexion est nécessaire. Nous allons d'ailleurs la mener sur la base de chiffres précis.

Collega Rutten, wij verwachten vanavond het rapport van het monitoringcomité. Vanaf morgen zal het kernkabinet, samen met de ministers van Begroting en Financiën, onderzoeken hoe de inkomsten en uitgaven geëvolueerd zijn in vergelijking met de initiële begroting. Op basis van die cijfers zal de regering de komende dagen op zoek gaan naar concrete oplossingen.

Enfin, nous attendons aussi pour la fin de ce mois le rapport du Conseil supérieur des Finances, rapport qui devrait contribuer à nous permettre d'élaborer une trajectoire budgétaire.

Je rappelle la règle. Chaque année, chaque État membre doit se projeter dans les trois années qui viennent en fonction d'une série de paramètres. C'est ce que nous ferons dès que nous serons à même de recueillir les données du Bureau du Plan et du Conseil supérieur des Finances.

21.09 Muriel Gerkens (Ecolo-Groen): Monsieur le président, monsieur le premier ministre, chers collègues, quand nous, les écologistes, proposons de mettre en place de vraies réformes fiscales, qui détournent la fiscalité des revenus du travail pour les orienter davantage vers les revenus du capital, quand nous insistons sur l'importance d'accentuer la régulation des marchés financiers et de l'économie pour éviter la délocalisation d'activités et d'emplois, est-ce que nous vous proposons de réaliser des gabegies? Je ne le pense pas.

Lorsque nous vous proposons d'investir pour soutenir les investissements dans l'économie, la création d'emplois, l'innovation, les nouveaux secteurs d'économie qui sont porteurs, est-ce qu'il s'agit de gaspillage, de mesurettes? Je ne le pense pas.

Ce sont des réformes structurelles. Néanmoins, elles ne sont pas structurelles sous n'importe quelle forme: nous ne voulons pas de réformes structurelles se contentant de réformer la sécurité sociale, c'est-à-dire de diminuer des droits. Une réforme structurelle doit être porteuse de dynamisme, d'investissement, d'innovation et de création d'emplois.

Il est donc important de ne pas se contenter d'un horizon d'objectifs d'équilibre budgétaire en telle année, tel mois et telle heure. Le chemin pour y parvenir sera la garantie à la fois d'assainir les finances et de créer des activités.

Monsieur le premier ministre, ne garder comme indicateur valable, comme le fait la Banque nationale, que le fait de rassurer les marchés me paraît insuffisant. La capacité de créer de l'activité et de l'emploi, donc d'augmenter le pouvoir d'achat des citoyens et leur bien-être social, voilà des indicateurs porteurs d'avenir et qui nous permettront de nous situer correctement au sein de l'Union européenne.

21.10 Gwendolyn Rutten (Open Vld): Mijnheer de eerste minister, u hebt gezegd dat de meningen verdeeld zijn. Dat is een feit. Er zijn economen die A zeggen en er zijn economen die B zeggen. Voor elke stelling dat men het nu wat minder moet doen, is er ook een stelling dat het nog wat scherper mag.

Dat het geen gemakkelijke oefening is, is duidelijk. Onze mening is wel heel helder: wij zijn begonnen aan een traject, waarover wij afspraken hebben gemaakt en wij moeten dat traject en die afspraken op een

structurele manier nakomen.

Waar wij het allemaal over eens kunnen zijn, is dat de slechte herinneringen en de bittere nasmaak van het beleid van de jaren 70 en 80, waarbij men schulden liet oplopen en de volgende generaties de rekening liet betalen, in geen geval voor herhaling vatbaar zijn.

21.11 Jean Marie Dedecker (LDD): Mijnheer de eerste minister, ik ben geen cijferfetisjist. Telkens wij van de oppositie op de bühne komen, wordt ons verweten dat wij kritiek geven op het beleid, waarna u steeds met een hoop cijfers van de Nationale Bank afkomt.

Ik hoor u praten over de primaire uitgaven. Ik zal eens zeggen wat de Nationale Bank precies heeft gezegd over de primaire uitgaven: "De primaire uitgaven zijn sinds 2000 met 8 procentpunten gestegen. De forse versnelling van de groei van de uitgaven ten opzichte van de bbp-groei is onhoudbaar". Dat zegt de Nationale Bank.

Ik luister voorts niet naar economen, zeker niet naar die van Belfius vandaag, want daarin is mijn vertrouwen gezakt tot onder de zeespiegel. Ik heb immers geleerd wat economen zijn; het zijn achterafverklaarders. Het zijn zij die zeggen wat er gisteren had moeten gebeuren, opdat het er morgen anders zou hebben uitgezien.

Ik kijk naar de realiteit en ik ben begonnen met uw Kevin en Frédéric. Waarom ben ik daarmee begonnen? Straks kunnen zij geen schoenen meer kopen en moeten zij blootsvoets rondlopen. Ik kijk naar de realiteit. Ons concurrentievermogen is verminderd met 25 %, mijnheer de eerste minister. Er is een loonhandicap van 13 % ten opzichte van onze buurlanden. Wij hebben de hoogste brutoloonlasten, niet netto, want netto mogen wij wat meer verdienen. Wij hebben de hoogste belastingdruk van Europa.

Toch zingt u altijd hetzelfde liedje, *Tout va bien, Madame la Marquise*, terwijl er constant jobs verdwijnen. Het is uw verantwoordelijkheid. Voor mij hoeft u niet te luisteren naar economen. U moet verdorie beslissingen nemen, zodat het beter gaat in ons land, want zo kan het niet voort.

21.12 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen): Mijnheer de eerste minister, ik heb deze namiddag goed geluisterd naar de verklaringen van alle meerderheidspartijen en ik vraag mij af of er nog wel een regering is. Of is iedereen al in verkiezingscampagne?

Premier, uw discours van daarnet is meer gericht op het geruiststellen van de markten dan op het terrein waar dag na dag ontslagen vallen. Wij verwachten wat meer van u.

U verwijst naar de structurele maatregelen die uw regering al heeft genomen. Als wij die zogenaamde structurele maatregelen van uw regering bekijken, dan zien wij maatregelen waarbij werd geraakt aan de lonen, aan de index en aan de pensioenen. Ik hoor de liberalen zeggen dat het moet worden gezocht in de sociale zekerheid. Meer van hetzelfde dus. Nog meer gaan zoeken naar geld in de sociale zekerheid, bij de pensioenen en bij de werklozen, dat is de boodschap die u krijgt van de liberalen.

Mijnheer de eerste minister, volg die rechtse maatregelen niet en kies voor een echt relancebeleid. Schuif de rekening niet door naar de werkenden, de gepensioneerden en de werklozen!

21.13 Steven Vandeput (N-VA): Mijnheer Di Rupo, ik heb geluisterd naar uw lang antwoord met veel woorden. Ik had gehoopt, misschien tegen beter weten in, op duidelijke antwoorden na duidelijke vragen. Die heb ik niet gekregen.

U hebt niet bevestigd dat u vasthoudt aan het traject dat is afgesproken. U hebt niet bevestigd dat u op termijn effectief wil komen tot een afbouw van onze schuld en het draagbaar maken van de vergrijzingskost die op ons afkomt. U hebt niet gezegd over welke termijn het gaat. U hebt evenmin gezegd dat u rekening zult houden met de effectieve tendensen en met de effectieve tekst die in dit krantenartikel van vandaag staat.

Ik meen, mijnheer Di Rupo, collega's, dat de teneur van de economen in de krant en op diverse fora, van het IMF, de OESO, de Europese Commissie, de Europese Centrale Bank en de Nationale Bank, dezelfde is. Ik wil voor mevrouw Temmerman even bladzijde 184 van het jaarverslag van de Nationale Bank voorlezen, ik citeer: "De verbetering van het structureel primair saldo is in de eerste plaats het resultaat van een stijging van de ontvangsten. De besparingen op het niveau van de primaire uitgaven hebben de toename ervan

weten af te zwakken, zonder evenwel te verhinderen dat zij in verhouding tot het bbp nog opliepen. Zowel de ontvangsten als de uitgaven klommen dus naar historisch hoge niveaus."

Dat staat dus te lezen in het verslag van de Nationale Bank.

Collega's, dit is opnieuw een regering die aan een oefening begint, maar eigenlijk met geen enkele oplossing naar buiten komt. De regering zal er andermaal voor kiezen, ofwel om te besparen zoals zij dat zelf definieert, dus door te belasten, ofwel om de rekening opnieuw door te schuiven naar de toekomst.

Mevrouw Rutten, ik wens u veel succes met de onderhandelingen.

Collega's, voor wat wij van deze regering kunnen verwachten bestaat er in Vlaanderen een woord, met name: struisvogelpolitiek. Dat is niet wat wij nodig hebben om een goede toekomst tegemoet te gaan.

21.14 Jenne De Potter (CD&V): Mijnheer de eerste minister, ik hoorde u duidelijk zeggen dat u de rigoureuze politiek op een verantwoordelijke manier wilt voortzetten. Dat lijkt mij inderdaad de weg die wij moeten gaan. Het is zaak om het pad van de structurele maatregelen te vervolgen, teneinde onze begroting op orde te brengen, maar ook onze economie te versterken.

Uitvoeren wat afgesproken is met Europa blijft voor ons vooropstaan, precies omdat het noodzakelijk is voor onze toekomst en voor het vertrouwen van consumenten en investeerders. Ik verwacht van de regering dan ook dat die koers wordt aangehouden, maar op een sociaal rechtvaardige manier.

21.15 Karin Temmerman (sp.a): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de eerste minister, ik onthoud uit uw antwoord dat wij nog wachten op het antwoord van Europa.

Voor mij en mijn fractie zijn drie zaken zeer belangrijk, namelijk dat er inderdaad structurele maatregelen zullen worden genomen, dat er zal worden ingezet op groei en dat dit telkens zal gebeuren met ondersteuning van onze bevolking en van de ondernemingen.

Ik wens u veel succes met betrekking tot de begroting.

Het incident is gesloten.
L'incident est clos.

22 Vraag van de heer Bruno Tuybens aan de eerste minister over "de agenda van de EU-top en de aandacht voor jobcreatie en jeugdwerkloosheid" (nr. P1585)

22 Question de M. Bruno Tuybens au premier ministre sur "l'agenda du sommet européen de la semaine prochaine et l'intérêt porté à la création d'emplois nouveaux et au chômage des jeunes" (n° P1585)

22.01 Bruno Tuybens (sp.a): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de eerste minister, collega's, we hebben onlangs de *draft conclusions* ontvangen van de Europese Raad van volgende week. Traditioneel is dat de Lentetop.

We blijven echter een beetje op onze honger wat betreft de agendering en de snelheid van handelen vanuit Europa. Ik heb het gevoel dat de Europese Unie enigszins geparalyseerd wordt omdat er momenteel geen politieke duidelijkheid geschapen wordt over de evolutie van de toegelaten overheidsschuld en de begrotingssanering van de lidstaten. Ondertussen zijn er echter 26,2 miljoen werklozen in de Europese Unie waarvan 5,7 miljoen jongeren tot 25 jaar. Vooral in Griekenland en Spanje doet dat zich sterk voor, met 26 en 27 %. Ons land blijft gelukkig bij de beteren in het peloton met 7,4 % werkloosheid. Natuurlijk is elke werkloze er echter een te veel. De jeugdwerkloosheid bedraagt 60 % in Griekenland en 55 % in Spanje. Een jongere op drie in Italië, Slowakije en Ierland is werkloos. Ook dichterbij ons, in Brussel, is er grote jeugdwerkloosheid.

Ik meen dat het belangrijk is om Europa aan te manen het tempo hoog te houden wat de ondersteuning betreft. Met betrekking tot het industrieel beleid en het tewerkstellingsbeleid, zeker inzake jeugdwerkloosheid, moeten we in Europa sterker en sneller ageren. Ondertussen is er wel in 6 miljard euro voorzien specifiek voor de jeugdwerkloosheid en specifiek voor de regio's die het hardst getroffen zijn.

Mijnheer de premier, ik vraag mij echter af hoe het zit met de planning wat betreft de uitvoering van dit actieplan dat enkele weken geleden is aangekondigd. Kan er sneller gewerkt worden inzake industrieel beleid, jobcreatie en ondersteuning?

Wat zal uw rol zijn als eerste minister en lid van de Europese Raad om de Europese Unie in dit snellere tempo te brengen?

Europa vraagt heel veel inspanningen van de lidstaten. Wat zullen de lidstaten vragen aan de Europese Unie en de Europese Commissie inzake het tempo voor deze maatregelen?

22.02 Eerste minister **Elio Di Rupo**: Beste collega's, de officiële agenda voor de Europese Raad van volgende week is nog niet beschikbaar, maar de Raad zal gaan over het stimuleren van de competitiviteit en de jobcreatie, en dat in het raam van de jaarlijkse groeianalyse door de Commissie. Onder meer de economische en budgettaire *governance*, de agenda voor nieuwe vaardigheden en banen, de interne markt en de uitvoering van de EU 2020-strategie zullen aan bod komen.

Uiteraard moeten jobs, en vooral jobs voor jongeren, centraal staan in de debatten. We mogen de sociale dimensie van de Europese politiek echter niet vergeten. Dat geldt ook voor het debat over de verdieping van de Europese economische en monetaire unie, waarover het voorzitterschap een stand van zaken zal opmaken. Ik zal ook opnieuw aandringen op de nood aan een duidelijke Europese industriële politiek, een politiek waarbij rekening wordt gehouden met aspecten als onderzoek en ontwikkeling, internationale handel, overheidssubsidies en energievoorziening.

Ik stel tevreden vast dat mijn pleidooi voor een echte Europese industriële politiek bijval krijgt. We kunnen geen genoegen nemen met te zeggen dat een Europees plan sluitingen niet zal tegenhouden. We moeten er werk van maken.

Het wegtrekken van de industrie uit Europa veroorzaakt sociale en economische catastrofes. Dus ja, we hebben instrumenten nodig om ons te verdedigen tegen deloyale concurrentie, inbegrepen tijdelijke of permanente invoerrechten. Wat dat betreft, circuleren er bij de Commissie onder meer ideeën over een verplicht label van herkomst. Dat lijkt me ook een interessante piste.

Europa moet onze belangen krachtig verdedigen en moet van wederkerigheid het basisprincipe maken bij internationale anderssprekenden.

De lonen mogen niet enkel aangepast worden met het oog op de wereldwijde concurrentie. Wij moeten in staat zijn om tegen dumping te strijden zonder onze sociale en milieunormen te grabbel te gooien.

Wij moeten de globale concurrentie aangaan door volop onze traditionele knowhow te gebruiken, door te investeren in onderzoek en innovatie en door producten met een hoge toegevoegde waarde te produceren.

Die boodschap verwachten wij van Europa. Ik heb daarover al contact gehad met Europees commissaris Tajani en morgen heb ik een vergadering met Europees commissievoorzitter Barroso.

22.03 **Bruno Tuybens** (sp.a): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de eerste minister, ik dank u voor uw antwoord en vooral voor alle initiatieven en activiteiten die u in het raam van deze vraag naar beleid voert.

Het is heel belangrijk om te proberen de Lentetop succesvoller te maken, want ik hoor vaak dat de belangrijkste beslissingen zouden worden doorgeschoven naar de top van juni. Als ik u echter hoor, mogen wij van de top van volgende week heel wat beslissingen verwachten.

Ik dank u voor uw pleidooi in Europa voor het industrieel beleid en voor de strijd tegen sociale dumping. Ik denk dat het echt belangrijk is om hierop sterk in te zetten. Ik hoop dat de Europese Raad volgende week echt leiding neemt en ik ben ervan overtuigd dat u daarin een belangrijke rol zult spelen.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

Projets et propositions (*continuation*)

Ontwerpen en voorstellen (*voortzetting*)

23 Proposition de loi modifiant l'article 19*bis* de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs (2351/1-6)

23 Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 19*bis* van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders (2351/1-6)

Proposition déposée par:

Voorstel ingediend door:

David Clarinval, Stefaan Vercamer, Yvan Mayeur, Marie-Martine Schyns, Frank Wilrycx, Meryame Kitir, Kattrin Jadin, Marie-Christine Marghem, Valérie Warzée-Caverenne, Olivier Destrebecq.

Discussion générale

Algemene bespreking

Le **président**: La discussion générale est ouverte.
De algemene bespreking is geopend.

23.01 **Bruno Van Grootenbrulle**, rapporteur: Monsieur le président, monsieur le premier ministre, chers collègues, la commission des Affaires sociales a examiné cette proposition de loi lors de sa réunion du 19 février 2013. L'auteur principal, M. Clarinval, a expliqué, dans son exposé introductif, que le but de cette proposition était de freiner le coût social que constitue la péremption d'un nombre important de chèques-repas dont la validité est, actuellement, limitée à trois mois.

La non-utilisation d'un certain nombre de titres-repas ne profite qu'aux sociétés émettrices. Des chiffres officiels indiqueraient qu'entre 0,3 et 0,4 % des chèques-repas ne sont pas utilisés, ce qui occasionne une perte de l'ordre de 5 à 10 millions d'euros par an.

Afin de résoudre partiellement ce problème, la proposition de loi porte la durée de validité des titres-repas à 12 mois. Il s'agit d'une solution pragmatique en attendant l'éventualité d'une réforme plus fondamentale. En effet, les chèques-repas font actuellement l'objet d'un débat de fond quant à l'opportunité du maintien de ce système.

Lors de la discussion générale, tous les membres des différents groupes politiques présents ont soutenu cette proposition de loi. Certains membres, notamment MM. Vercamer et De Clercq, ont insisté sur la nécessité d'une évaluation du système actuel qui se caractérise par sa complexité et son coût élevé tant pour les employeurs que pour les commerçants. La ministre de l'Emploi, Mme De Coninck, a rappelé l'historique de l'introduction des chèques-repas et les raisons pour lesquelles la durée de validité avait été limitée à 3 mois.

Les différents articles ont été adoptés à l'unanimité. La proposition de loi ainsi que certaines corrections d'ordre légistique et linguistique ont été adoptées à l'unanimité.

Lors de sa réunion de ce jeudi 7 mars, la commission des Affaires sociales a adopté à l'unanimité un amendement visant à modifier le Code des impôts sur les revenus 92 afin d'assurer la concordance des conditions d'exonération fiscale avec celles des cotisations sociales.

Je parlerai maintenant au nom de mon groupe.

Chers collègues, je tiens bien évidemment à cette proposition de loi qui, comme nous l'avons dit en commission, est non seulement une réponse au coût social de la péremption d'un nombre relativement important de chèques-repas mais également un moyen pour limiter la rente de situation des sociétés émettrices.

Si les chèques ne sont pas écoulés dans le circuit commercial, cela ne profite en définitive qu'à un seul maillon de la chaîne, les sociétés émettrices qui ne compensent en rien le bénéfice qu'elles en tirent sur les coûts de gestion imputés aux employeurs.

Certes, les chèques-repas permettent de soutenir les commerces de proximité mais le système est néanmoins coûteux et la coexistence du chèque papier et du chèque électronique n'est pas une simplification.

Par ailleurs, notre groupe est favorable à un débat de fond sur la notion de rémunération.

Le chèque-repas est peut-être une forme de rémunération particulière puisqu'il s'apparente historiquement à une compensation au profit des travailleurs qui ne bénéficient pas d'un restaurant d'entreprise.

Au-delà de la question de la proportionnalité de notre système de cotisations sociales et de la progressivité de notre régime fiscal, il faut rappeler que ces rémunérations dites alternatives ne procurent aucun droit supplémentaire en sécurité sociale, même si elles sont assujetties à une cotisation spéciale de solidarité. C'est le cas par exemple des avantages non récurrents qui ne dépassent pas un certain plafond et qui sont depuis peu soumis à une cotisation personnelle de solidarité dont le pourcentage est pourtant égal à celui d'une cotisation ordinaire de sécurité sociale, à savoir 13,7 %.

23.02 Stefaan Vercamer (CD&V): Mijnheer de voorzitter, collega's, ik sluit mij aan bij wat de collega zopas heeft gezegd. Het is een goede zaak dat wij onderhavig voorstel zullen goedkeuren, omdat wij op die manier heel wat geld kunnen recupereren voor personen die maaltijdcheques verliezen of vervallen maaltijdcheques hebben. Het gaat over veel geld.

Tegelijkertijd behouden wij wel nog een systeem dat veel geld kost, zowel voor de werkgevers, die een commissie moeten betalen om de cheques te kunnen uitgeven, als voor de handelaars, die ook een commissie moeten betalen om het geld van de maaltijdcheques op hun rekening te krijgen. De enige die er beter van worden, zijn de uitgiftebedrijven, die dat geld vroeger binnen krijgen en de betaling aan de handelaars zo lang mogelijk uitstellen, zodat zij nog een extra voordeel doen.

Wij zullen het voorstel dus goedkeuren, omdat wij de zaken zo toch al een beetje corrigeren, maar ik wil er toch voor pleiten het systeem grondig te evalueren, om te zoeken naar een eenvoudiger systeem en om die fiscaal aantrekkelijke vergoeding beter te organiseren.

23.03 David Clarinval (MR): Monsieur le président, chers collègues, je tiens tout d'abord à remercier M. Van Grootenbrulle pour son excellent rapport.

Lorsque le législateur a mis au point le mécanisme des chèques-repas, il avait pour objectif d'apporter un complément de salaire aux travailleurs, qui ne bénéficiaient pas d'une cantine sur leur lieu de travail, et d'éviter que ce complément de salaire ne grève les coûts de production des entreprises de par les fortes charges qui pèsent sur le travail en Belgique.

Président: André Frédéric, vice-président.

Voorzitter: André Frédéric, ondervoorzitter.

L'une des conditions était à l'époque que la durée du chèque ne pouvait excéder trois mois. Malheureusement, à l'usage, on a constaté que le délai était trop court et qu'une certaine quantité de chèques atteignaient la date de péremption sans avoir été consommés, parfois par négligence des travailleurs, parfois parce que les employeurs remettaient tardivement les chèques à leurs travailleurs. Cela pénalisait donc l'ensemble des acteurs.

Dès lors, j'ai tenté en commission des Affaires économiques, en commission des Affaires sociales et en commission des Finances d'obtenir le chiffre relatif aux chèques périmés. En vain, cette information n'était pas connue du gouvernement. Les seules à connaître ces informations étaient les sociétés émettrices elles-mêmes qui n'ont pas voulu me répondre quand je les ai interpellées à plusieurs reprises à ce sujet.

Il a fallu que je mène une enquête avec les experts de l'Union des Classes moyennes pour savoir que le nombre de chèques-repas périmés s'élevait de 0,3 à 0,4 %, ce qui représente pas moins de dix millions

d'euros perdus chaque année par les travailleurs et qui atterrisaient dans les poches des sociétés émettrices.

Aussi ai-je proposé une modification de cette date de péremption, afin de permettre aux travailleurs de disposer d'un laps de temps plus long pour consommer ces chèques. Les employeurs, quant à eux, souhaitent que leurs travailleurs soient rémunérés et que l'argent qu'ils dépensent n'atterrisse pas dans les poches des sociétés émettrices.

Pour l'économie belge, ce sont dix millions qui sont réinvestis positivement.

Cette réforme n'engendre évidemment aucun coût pour l'État, ce qui est aussi une bonne nouvelle en cette période de disette.

Comme M. Vercamer l'a dit, il y a encore d'autres soucis autour du système des chèques-repas. Les coûts de transaction sont onéreux pour les commerçants. Certains commerçants, même s'ils deviennent rares, ne participent pas au système.

Tout le monde partage ici le souhait de transformer le chèque-repas en rémunération. La crainte est que si l'on transforme le chèque-repas en rémunération cash, les déductions fiscales y afférentes risquent de disparaître. Comme cela représenterait pour les employeurs un coût supplémentaire, cette solution n'est pas envisageable à court terme.

Nous apportons donc une petite pierre à l'édifice de la réforme du système et je ne doute pas que Mme la ministre aura à cœur d'approfondir toutes ces idées émises par les collègues en commission.

Permettez-moi maintenant de remercier l'ensemble des cosignataires. Je pense tout d'abord à M. Vercamer qui a en outre attiré mon attention sur le fait qu'il fallait modifier la partie fiscale, ce que nous avons fait cet après-midi; je l'en remercie chaleureusement. Je remercie M. le président Mayeur pour la cosignature, ainsi que Mme Schyns, M. Wilrycx, Mme Kitir et mes collègues du MR, Mmes Jadin, Marghem, Warzée-Caverenne et M. Destrebecq. Je remercie également tous les membres de l'opposition qui, en commission, ont soutenu le texte.

Le **président**: Quelqu'un demande-t-il encore la parole? (*Non*)
Vraagt nog iemand het woord? (*Nee*)

La discussion générale est close.
De algemene bespreking is gesloten.

Discussion des articles ***Bespreking van de artikelen***

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) **(2351/6)**

Wij vatten de bespreking aan van de artikelen. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) **(2351/6)**

L'intitulé a été modifié par la commission en "proposition de loi modifiant l'article 38/1, § 2, 4°, du Code des impôts sur les revenus 1992 et modifiant l'article 19bis, § 2, 4°, de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs".

Het opschrift werd door de commissie gewijzigd in "wetsvoorstel tot wijziging van artikel 38/1, § 2, 4°, van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992 en tot wijziging van artikel 19bis, § 2, 4°, van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders".

La proposition de loi compte 4 articles.
Het wetsvoorstel telt 4 artikelen.

Aucun amendement n'a été déposé.

Er werden geen amendementen ingediend.

*Les articles 1 à 4 sont adoptés article par article.
De artikelen 1 tot 4 worden artikel per artikel aangenomen.*

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.
De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

24 Proposition de résolution relative à la commémoration du centenaire de la guerre 14-18 (2582/1-5)
24 Voorstel van resolutie over de herdenking van de Eerste Wereldoorlog (2582/1-5)

Proposition déposée par:

Voorstel ingediend door:

Georges Dallemagne, Bercy Slegers, Christophe Lacroix, Sabien Lahaye-Battheu, Karin Temmerman, François-Xavier de Donnea, Leen Dierick, David Geerts, Catherine Fonck, Juliette Boulet

Discussion
Bespreking

Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion (Rgt. 85, 4) **(2582/5)**
De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking (Rgt. 85, 4) **(2582/5)**

L'intitulé a été modifié par la commission en "proposition de résolution relative à la commémoration du centenaire de la Première Guerre mondiale (1914-1918)".
Het opschrift werd door de commissie gewijzigd in "voorstel van resolutie over de herdenking van 100 jaar Eerste Wereldoorlog (1914-1918)".

La discussion est ouverte.
De bespreking is geopend.

24.01 Bert Maertens, rapporteur: Mijnheer de voorzitter, als rapporteur verwijs ik naar het schriftelijk verslag. Ik zal wel nog een interventie houden voor mijn fractie.

Mijnheer de voorzitter, collega's, ik vertel absoluut niets nieuws wanneer ik zeg dat de Grote Oorlog een van de sleutelmomenten was in onze geschiedenis, niet alleen in Vlaanderen, in dit land, maar in de hele wereld. Vlaanderen en vele delen van de wereld waren toen het toneel van een oorlog op nooit eerder geziene schaal. Het was de eerste oorlog op wereldschaal.

Militairen en soldaten uit meer dan 50 hedendaagse staten vochten hier een verregaand conflict met verregaande gevolgen uit. Een grote herdenking, 100 jaar na de feiten, is dus absoluut op haar plaats. Wij spreken dan in de eerste plaats over de waardering voor het erfgoed dat wij aan dat conflict overgehouden hebben. Wij spreken ook over herinneringseducatie. Maar er is ook een internationaal element. Wij kunnen samenwerkingsovereenkomsten sluiten met de verschillende huidige staten die toen aan het front gestreden hebben. Er is ook – en het is absoluut niet erg dat te zeggen – het toeristische element. Wij spreken dan over vrede-toerisme naar de Westhoek, naar Vlaanderen, naar de Franse Gemeenschap.

Onderhavig voorstel van resolutie bevat enkele goede elementen. Het spreekt onder andere over de verbetering van de toegankelijkheid van de militaire begraafplaatsen in het land en van de monumenten van de Eerste Wereldoorlog. Die toegankelijkheid moet gegarandeerd worden; daar staan wij 100 % achter. Ik heb de minister er trouwens al een aantal keren over ondervraagd.

De tekst wil de herdenking ook aanwenden om de tragische geschiedenis van onze bevolking te delen met onze nieuwe inwoners. Daartoe is een amendement ingediend door collega Slegers, dat wij volop steunen.

Tot slot, spreekt hij over de mogelijkheid de koninklijke musea en de Koninklijke Bibliotheek te laten meewerken aan de verschillende lokale herdenkingsinitiatieven. Dat vind ik allemaal prima.

Er is uiteraard een maar. Deze resolutie roept de federale regering op om initiatieven te nemen inzake herinneringseducatie. Collega Lacroix had het in zijn uiteenzetting over het inzetten van herdenkingsevenementen als herinnering aan een eendrachtige Staat. Collega Lacroix, ik kan u verzekeren dat het een herinnering zal blijven.

Deze resolutie roept op om initiatieven te nemen inzake herinneringseducatie, een gemeenschapsbevoegdheid. Deze resolutie roept eveneens op om initiatieven te nemen inzake buitenlands beleid. Men spreekt over een internationale verklaring ter herdenking van de Grote Oorlog. Welnu, Vlaams minister-president Kris Peeters, van de CD&V, is daar al jaren mee bezig en legt ter zake contacten. Nu zal de federale overheid dit even recupereren.

U weet ook dat in dit land het principe bestaat van *in foro interno*, *in foro externo*. Dat betekent heel eenvoudig dat een deelstaat, voor de zaken waarvoor hij bevoegd is in het binnenland, ook bevoegd is in het buitenland. Cultuur, erfgoed, onderwijs, educatie enzovoort, het zijn allemaal gemeenschapsbevoegdheden.

24.02 Herman De Croo (Open Vld): Als u de geschiedenis goed kent, en u kent die goed, dan weet u toch dat er zaken zijn die mij treffen.

Ten eerste, er zijn heel knappe historici van Belgische makelij die een reputatie hebben opgebouwd in de Verenigde Staten van Amerika en die blijkbaar minder beluisterd worden in Vlaanderen dan in de rest van de wereld.

Ten tweede, u weet wellicht dat de inoorlogtrekking, als hulp, van Groot-Brittannië en later van de Verenigde Staten, te wijten was aan *tiny Belgium*. De grote affiches die in Londen hingen, van een verscheurd, gebombardeerd en in brand gestoken België, moesten Groot-Brittannië aanmoedigen om vrijwilligers te sturen naar onze West-Vlaamse velden. Het was een internationaal, dramatisch, Europees gebeuren. Dat de federale regering zich daarover buigt en dat positief bekijkt, samen met anderen, is volgens mij de normaalste gang van zaken.

24.03 Bert Maertens (N-VA): Collega De Croo, ik heb in het begin gezegd dat er een aantal goede elementen in die resolutie zitten. Ik heb dat niet ontkend. Ik heb alleen gezegd dat dit in de huidige bevoegdheidsverdeling niet op zijn plaats is en naar bevoegdheidsoverschrijding neigt.

Als het gaat over de coördinerende rol die deze resolutie aan de federale regering voorschrijft, dan neigt dit veel te veel naar recuperatie. De Gemeenschappen, zowel de Vlaamse als de Franse, zijn deze evenementen al jaren aan het voorbereiden. Men kan niet anders zeggen dan dat men een Belgisch driekleurig sausje giet over de initiatieven waarmee de Gemeenschappen al heel lang en plichtsbewust mee bezig zijn. Dat is meteen ook een van de twee redenen waarom wij deze resolutie niet wensen te steunen.

24.04 Christophe Lacroix (PS): Monsieur le président, chers collègues, tout d'abord, je voudrais remercier l'ensemble des cosignataires et en particulier Georges Dallemagne, qui est à l'initiative de la proposition de résolution. C'était un vrai plaisir de travailler avec lui et les autres collègues sur ce sujet.

Ce thème est fondamental comme tentative de réconciliation – mais je sais, chers collègues, que la naïveté parlementaire n'a qu'un temps – et d'expliquer, à travers la vérité historique, ce que fut cette boucherie. Celle-ci a sacrifié toutes les générations et les classes laborieuses de l'époque, y compris en Belgique quelle que soit la provenance linguistique. En effet, les victimes de ce conflit ont été, avant tout, les soldats dans les tranchées commandés par des chefs appartenant à une bourgeoisie fransquillonne ou francophone, vis-à-vis desquels les soldats flamands parlant leur patois ne comprenaient pas les ordres. Mais je peux aussi vous dire, et c'est la vérité historique décrite par de nombreux historiens, que les soldats wallons parlant leur propre dialecte n'ont pas beaucoup mieux compris. C'est l'occasion de le répéter dans un objectif de vérité et de réconciliation.

24.05 Herman De Croo (Open Vld): Mijnheer de voorzitter, die thesis begrijp ik zeer goed. Men had helaas nog geen uniforme Nederlandse taal in Vlaanderen. Men mag echter ook niet vergeten dat er voor hen gedurende helaas vier jaar geen bevoorrading van nieuwe soldaten is geweest, hoe cru het woord ook weze. Men is toen Belgen gaan ophalen in Engeland, Frankrijk en Nederland, dat toen niet in oorlog was.

Historici kunnen bewijzen dat er misschien een misverstand bestond bij het geven van bevelen. Het blijkt echter meer een mythe dan een realiteit te zijn dat uitsluitend Franstalige bevelen niet werden begrepen.

door Nederlandstalige of gewesttaal sprekende soldaten.

24.06 **Christophe Lacroix** (PS): Néanmoins, c'est avec fierté que j'ai cosigné ce texte et travaillé à son élaboration. Non la fierté de certains ici de penser détenir la véritable histoire ou d'être les porte-parole des vraies victimes, mais la fierté de démontrer qu'avec une grande majorité de mes collègues, nous tentons concrètement de tirer les leçons de cette page sombre de l'histoire de l'humanité.

En effet, voilà près d'un siècle, notre pays, notre continent et le monde entamaient le XX^e siècle par une guerre: la Première Guerre mondiale. Une guerre mondiale, une guerre totale qui allait marquer profondément le monde tant sur le plan humain, géopolitique que sur le plan de l'incroyable capacité humaine à l'horreur, une horreur sans fin pour une guerre qui aura duré quatre ans. Entre 1914 et 1918, des combats allaient avoir lieu sur quatre continents et des militaires originaires des cinq continents allaient y prendre part.

Mes chers collègues, on ne peut évidemment pas modifier le passé, mais on ne peut certainement pas l'oublier. La Belgique, dans son intégralité, a été particulièrement affectée par la Grande Guerre dès le moment où les Allemands ont violé sa neutralité.

L'histoire des combats et de l'horreur ne se limite en effet pas aux tranchées du Westhoek; elle recouvre également les batailles sanglantes de la guerre de mouvement de 1914 ainsi que l'horreur quotidienne des soldats, de leurs familles et des civils.

Sans vouloir faire et refaire un cours d'histoire, il convient quand même de rappeler à quel point notre pays et sa population – wallonne, bruxelloise et flamande – ont été marqués par l'Occupation et les déportations, le tout sur fond d'exécutions et de destructions massives. Les pertes humaines de la Première Guerre mondiale ont été colossales: on compte environ 9 millions de morts et environ 8 millions d'invalides, soit environ 6 000 morts par jour.

C'est à ce titre et non sous quelque prétexte de marketing que ce soit, parce que nous parlons de fond, de mémoire et non de compétence usurpée, monsieur Maertens, que notre pays occupera une place centrale dans la commémoration du centième anniversaire de ce conflit. Cette commémoration passera par des cérémonies du souvenir, qu'elles soient locales, régionales ou nationales, à rayonnement international.

Au-delà des chiffres froids du passé, cette résolution a le mérite de rappeler l'importance de la mémoire, du symbolique, mais aussi des leçons de l'histoire et de relents politiques et socioéconomiques qui ont accompagné ce conflit. De la mémoire, car, si aujourd'hui plus aucun "poilu" n'est hélas, encore en vie pour raconter l'horreur des tranchées, ce travail de mémoire pour les plus jeunes générations et pour mon groupe est essentiel.

Au-delà de la mémoire, ce texte se veut aussi concret. Il demande notamment d'assurer la cohérence de l'ensemble des commémorations qui seront organisées dans notre pays, notamment via un logo unique, un agenda clair des événements, l'accès aux cimetières et monuments militaires, commémoratifs ou encore en insistant sur des initiatives importantes qui peuvent être prises en la matière à l'échelle internationale.

Cependant, avant même la cosignature de ce texte, le groupe socialiste a toujours suivi de près cette question, notamment en interrogeant le ministre à de multiples reprises sur les préparatifs de cette commémoration. Nous continuerons à le faire.

Entre-temps, et conformément à l'accord de gouvernement, le gouvernement fédéral, en parfaite collaboration avec les entités fédérées, a véritablement mis en place les structures indispensables à l'organisation d'une telle commémoration à l'échelle nationale, européenne et internationale. On se réjouira du fait que dans ce but, le gouvernement fédéral ait nommé un commissaire général fédéral et un commissaire général fédéral adjoint mais également que l'État organisera les événements d'ouverture du centenaire en 2014, en mettant au cœur de cette commémoration, d'une part, la capitale du pays et, d'autre part, Liège et Leper pour symboliser la mémoire d'un État certes fédéral mais uni.

Je sais que certains ont du mal avec cette notion et qu'ils préfèrent polémiquer plutôt qu'agir. Il s'agit pourtant ici, encore une fois, de la parfaite illustration de la coopération et des synergies positives qui existent entre l'action de coordination de l'État fédéral et des nombreuses initiatives prises par la Wallonie, la Fédération Wallonie-Bruxelles, la Région bruxelloise et la Région flamande. À ce titre, de nombreuses

réunions de coordination et d'échanges d'informations entre toutes les entités de notre pays ont déjà été organisées. Là, étrangement, loin de toute polémique! Car chacun se rend compte que sans cohérence à l'échelle nationale, le poids de la Belgique dans ces commémorations sera tout simplement nul.

Pour mon groupe, si un enjeu historique et symbolique se cache derrière un tel texte, notre volonté est également de mobiliser l'ensemble des outils scientifiques et d'archives de notre État, de la Défense nationale et des Régions et Communautés. Oui, l'État fédéral et ses ressources scientifiques précieuses ont, plus que jamais, un rôle à jouer. C'est dans ce sens que mon groupe insiste sur l'importance du rôle joué par les établissements scientifiques fédéraux et par l'Institut des Vétérans et sur le fait que ce rôle doit continuer à être pleinement soutenu. Dans ce contexte, les institutions fédérales, communautaires et la Défense nationale doivent mettre à disposition leurs archives écrites, photographiques et filmées à titre gratuit pour les différents partenaires publics qui en auraient besoin dans le cadre de ce travail essentiel de mémoire.

Certes, chers collègues, commémorer, c'est se souvenir du passé, un passé commun que nous partageons avec les trop nombreuses victimes belges de ce conflit mais également avec nos alliés d'hier et d'aujourd'hui, d'Europe ou du reste du monde. Mais, commémorer, c'est aussi choisir son futur. C'est parce que l'Europe a pu panser ses plaies et tirer les leçons de ses divisions passées qu'elle a pu se relever et devenir un exemple de construction politique porteuse d'espoir, l'espoir d'un continent de guerre devenu un continent de paix. Il nous aura fallu hélas deux guerres mondiales et des millions de victimes pour y arriver.

La paix, comme tout ce qui est inhérent à l'homme, ne peut jamais être considérée comme un acquis. Il s'agit d'un bien précieux à préserver pour donner un sens au présent et garantir un avenir meilleur.

C'est pour ces raisons que malgré les imperfections et les difficultés sous-jacentes, l'Union européenne a reçu le prix Nobel de la Paix. C'est pour ces raisons également que l'Europe peut et doit continuer de promouvoir la paix et la sécurité dans les pays proches et dans le monde.

La Première Guerre mondiale a concerné la Belgique tout entière dans un contexte européen et international et a marqué de façon durable le cours de l'histoire. Il nous revient aujourd'hui, plus que jamais, de remettre en mémoire que des femmes et des hommes, combattants ou non, ont donné leur vie ou ont subi la barbarie de la Première Guerre mondiale.

Rappeler l'Histoire avec un grand H n'est pas vain ou passéiste, que du contraire! Le souvenir est une richesse qui doit guider nos actions citoyennes et politiques pour que le "plus jamais cela" trouve encore un écho lorsque, inexorablement, le temps passe et l'oubli guette.

Qui sommes-nous pour prétendre savoir ce que fut réellement le cours de l'histoire ou l'expérience des Belges lors de cette terrible occupation et l'horreur de ces exactions? Qui sommes-nous pour pouvoir prétendre nous rendre véritablement compte des conditions de vie inhumaines dans les tranchées ou de l'éprouvante survie sur le front? C'est à ces questions fondamentales de l'histoire de notre pays et de notre monde moderne que la commémoration de la Grande Guerre doit répondre, des réponses fondamentales pour nous, mes chers collègues, mais aussi pour les générations actuelles et futures.

Des générations qui devront construire le monde de demain, un monde de plus en plus interconnecté, mélangé et brassé! Un monde d'une extrême richesse mais qui, par les excès, les caricatures de quelques-uns, peut hélas toujours tomber dans les travers dangereux du repli sur soi, du populisme et de l'idéologie exacerbée par une crise socioéconomique profonde et des inégalités criantes.

Pour toutes ces raisons, le groupe socialiste soutiendra avec force ce texte, comme il l'a fait en commission, et espère que chacun ici pourra en faire autant.

24.07 Bercy Slegers (CD&V): Mijnheer de voorzitter, collega's, zoals ik reeds in de commissie voor de Landsverdediging heb gezegd, steunt CD&V deze resolutie. Wij hebben er achter de schermen ook aan meegewerkt. Ik wil de heer Dallemagne bedanken voor het nemen van het initiatief, alsook omdat hij openstond voor het herwerken van een aantal zaken en voor onze inbreng.

Volgens onze fractie is het belangrijk dat ook het federale niveau zich uitspreekt over de herdenking van de Eerste Wereldoorlog, want alle andere parlementen in dit land hebben reeds resoluties daarover aangenomen. Ook in de buurlanden worden momenteel initiatieven genomen. Het zou dus onaanvaardbaar zijn dat het federale Belgische Parlement zou achterblijven en zich niet zou mogen uitspreken over die

gruwelijke oorlog die ons land zo getekend heeft.

In die context betreuren wij ook de houding van de partijen die in de commissie deze resolutie niet hebben gesteund. Ook hun argumentatie daarvoor – het federale niveau zou enkel de reeds gedane inspanningen van de regio's willen recupereren – is in het beste geval flauw, en vermoedelijk zelfs kwaadwillig, te noemen. Men moet deze resolutie immers met zeer veel slechte wil lezen om er een recuperatiepoging in te zien.

Deze resolutie stelt alleszins zeer duidelijk dat de Eerste Wereldoorlog voor een belangrijk stuk een Vlaams verhaal was, niet alleen omdat het conflict voor een groot stuk in de Westhoek is uitgevochten, maar ook omdat het een sleutelmoment was in de Vlaamse bewustwording en in de ontvoogdingsstrijd. In de resolutie staat onomwonden dat de sociale en taalkundige spanningen een hoogtepunt bereikt hebben in de Belgische loopgraven in 1914-1918. Op die spanningen werden na de oorlog niet altijd voldoende antwoorden geformuleerd. Daardoor bleven die vaak sluimeren en woekeren. Die zaken zijn in deze resolutie zeker niet ondergesneeuwd of geminimaliseerd.

De opmerking van mevrouw Ponthier in de commissie, namelijk dat CD&V wegens haar steun aan deze resolutie in de toekomst niet meer zou mogen deelnemen aan de herdenkingen aan de IJzertoren, slaat dan ook nergens op. Mevrouw Ponthier, u hebt ons in de commissie verblijd met een historisch getinte opmerking over de herdenking aan de IJzertoren. Welnu, er ligt ook een Waal begraven in de crypte van de IJzertoren. Zijn naam is Amé Fievez, hij was een Waalse korporaal en sneuvelde samen met de gebroeders Van Raemdonck. Hij werd samen met hen begraven.

Voorzitter: André Flahaut, voorzitter.

Président: André Flahaut, président.

Wij delen de gevoeligheid van veel Vlamingen over de loopgraven van 14-18, maar wij vinden ook dat men het historisch onderzoek en het debat hierover best aan historici en niet aan politici overlaat.

De Eerste Wereldoorlog is wel degelijk ook een Belgisch verhaal. De Westhoek werd het ergst getroffen, maar ook de steden Visé, Luik, Leuven, Dendermonde, werden voor een groot stuk in de as gelegd.

Naast het Belgische verhaal is er ook het Europese verhaal. Het was een botsing tussen verschillende Europese grootmachten. Zoals de heer de Donnea terecht heeft opgemerkt in de commissie, zou dit conflict de kiemen zaaien voor een tweede wereldbrand, 21 jaar later.

Evenzeer is deze oorlog een internationaal gebeuren, niet alleen wegens de aanwezigheid van Australiërs, Nieuw-Zeelanders en andere Gemeenebestsoldaten in de *Flanders Fields*, maar ook omdat ontelbare Congolezen, Algerijnen, Tunesiërs, meer dan 20 verschillende nationaliteiten, de dood zouden vinden in de modderige velden in West-Vlaanderen en Noord-Frankrijk.

Daarom werd op voorstel van CD&V aan de resolutie ook toegevoegd om de 100-jarige herdenking aan te grijpen om deze gebeurtenis ook te delen met de nieuwe inwoners in ons land.

Wij feliciteren de regionale regeringen met het vele werk dat ze reeds hebben geleverd naar aanleiding van de geplande herdenking van de wereldoorlog. Zo is er constructief overleg over het gebruik van een gemeenschappelijk logo, gebaseerd op de poppy.

Via deze resolutie willen wij echter de federale regering oproepen om zelf nog een tandje bij te steken. Het federale niveau heeft immers een cruciale rol te spelen om samen met de Gemeenschappen en de Gewesten te komen tot een internationale verklaring ter herdenking van de Eerste Wereldoorlog, alsook voor de organisatie van grootscheepse huldebetuigingen in Luik, Leper en Nieuwpoort.

Wij roepen dan ook alle betrokken partijen en organisaties met deze resolutie op om de herdenking van de Eerste Wereldoorlog niet op een eenzijdige manier te benaderen. Deze herdenking mag immers niet worden gebruikt om een eigen politieke of ideologische agenda door te drukken.

Sommigen waarschuwen voor een recuperatie, maar het is vooral voor de politieke recuperatie dat wij waakzaam moeten zijn, en dit zowel vanuit extreemlinkse als vanuit rechts-nationalistische hoek. Zo zal onze fractie niet aanvaarden dat de herdenking aan een radicaal pacifistisch discours wordt gekoppeld.

Een oorlog heeft zelden winnaars en altijd verliezers. Wij zijn het eens met historica Sophie de Schaepdrijver en auteur Geert Buelens, dat een pacifistische invulling niets bijdraagt tot ons begrip van wat de wereld toen bezielde. Meer nog, het getuigt vooral van weinig respect voor de vele jonge mensen die hun leven hebben gegeven.

Wij zijn het ook eens met mevrouw de Schaepdrijver en de heer Buelens, die zeggen dat de oorlogserfenis door niemand misbruikt mag worden om aan verdoken natievorming te doen. De Eerste Wereldoorlog is weliswaar voor een belangrijk deel een Vlaams verhaal, maar een benadering enkel vanuit die hoek getuigt van een misplaatst nationalisme en van regionale bekrompenheid. Voor de geloofwaardigheid van ons land en uit respect voor de tien miljoen doden en dertig miljoen gewonden, moet een dergelijke houding te allen tijde vermeden worden.

Daarom zullen wij de voorliggende resolutie volmondig ondersteunen.

24.08 François-Xavier de Donnea (MR): Monsieur le président, chers collègues, de 2014 à 2018, notre pays sera l'hôte de nombreux représentants de tous les pays qui commémoreront l'engagement de leurs soldats sur nos champs de bataille, épicentre du premier conflit mondial de l'histoire de l'humanité.

Durant quelque quatre ans, les citoyens d'Europe, d'Amérique du Nord, d'Afrique, d'Océanie et d'Asie viendront chez nous sur le front de l'Yser mais aussi ailleurs en Europe honorer leurs morts et se recueillir dans les nécropoles militaires qui parsèment les paysages de la Grande Guerre. Ils emprunteront les sentiers de la mémoire et retrouveront les souvenirs d'une époque qui fut celle de leurs parents ou de leurs grands-parents, acteurs, victimes, témoins ou simples spectateurs de la guerre, cette terrible épreuve que la société belge traversa la tête haute mais qui la transforma durablement.

De nombreuses familles retrouveront le chemin des monuments aux morts de leurs villages. Elles se souviendront des récits de famille, transmis de génération en génération, qui tous racontaient la même chose: la souffrance et l'horreur d'une guerre qui ne ressemblait à aucune autre.

Grâce aux commémorations de 14-18, la société belge sera confrontée à une tragique étape de son passé. Elle se remémorera un événement qui a non seulement bouleversé et gâché le quotidien de nos aïeux de l'époque mais qui a aussi transformé profondément leur mode de vie et a façonné le monde qui est le nôtre.

Avec 100 ans de recul, nous allons nous efforcer de mieux comprendre les causes du cataclysme que fut la Grande Guerre, de déchiffrer les motivations qui poussèrent les peuples les plus avancés de la planète à engloutir leurs ressources humaines, morales et matérielles dans un immense brasier qui faillit anéantir la civilisation européenne et qui porta en lui les germes de la Seconde Guerre mondiale avec son cortège d'horreurs épouvantables.

Alors que les derniers témoins de la Grande Guerre ont tous disparu, son centenaire aura un enjeu éducatif et pédagogique essentiel: faire comprendre ses tenants et aboutissants aux générations présentes et à venir pour qu'elles ne répètent pas les erreurs de leurs aïeux qui conduisirent à un conflit aussi absurde que sanguinaire.

Nous devons, évidemment, rappeler les grandes batailles de la guerre, les actes de bravoure de nos armées et de nos soldats, la conduite courageuse et lucide du roi Albert et de nos gouvernements de l'époque. Mais nous devons aussi faire une lecture globale de la Première Guerre mondiale, souligner ses dimensions économiques, ses implications pour le rôle de l'État dans la société, son impact sur les revendications des travailleurs et sur la justice sociale, sur la place de la femme dans notre société et sur les relations communautaires de notre pays. Nous devons analyser et présenter de façon critique les dimensions les plus obscures de ce conflit, les erreurs des états-majors militaires engendrant des boucheries inutiles, les répressions sanglantes et aveugles d'actes d'insubordination, des procédures de commandement militaire inappropriées, les occasions manquées de mettre plus vite un terme au conflit. Nous devons aussi mettre à l'honneur tous ceux qui sont venus à nos secours d'outre-mer: Américains, Canadiens, Australiens, Néo-Zélandais ainsi que tous les autres combattants venus des quatre coins des empires coloniaux européens de l'époque, sans oublier, bien entendu, les détachements de la force publique congolaise qui combattirent non seulement en Europe, mais aussi avec courage et avec un grand succès en Afrique orientale allemande.

Comme j'ai eu l'occasion de le dire lors de notre débat en commission, la Première Guerre mondiale fut un

conflit tragique et inutile. Inutile car le fil des événements et des malentendus qui la provoquèrent aurait pu être rompu à tout moment au cours des semaines de crise qui précédèrent les premiers combats si certains dirigeants de l'époque avaient fait preuve de plus de sang-froid et de bon sens. Tragique car elle provoqua la mort de 10 millions d'êtres humains et en traumatisa un plus grand nombre encore, tragique car elle enfanta en Europe des rancœurs politiques et des haines raciales d'une intensité telle qu'elles engendrèrent le nazisme et le fascisme, et débouchèrent sur la Seconde Guerre mondiale, sur l'holocauste, sur l'extermination de populations entières, et sur la coupure de l'Europe en deux jusqu'à la chute du mur de Berlin.

Monsieur le président, chers collègues, la commémoration du centenaire de la Première Guerre mondiale ne peut donc pas se réduire à une grande évocation historique ou à un vibrant hommage à des héros du passé. C'est avec le regard tourné vers l'avenir et vers les enjeux du XXI^e siècle que nous devons aborder cette commémoration. Elle doit aussi et surtout être un grand exercice de pédagogie qui consolide les fondations de la paix que nous connaissons depuis bientôt septante ans sur le territoire de l'Union européenne. Mon groupe politique votera donc cette résolution, fortement convaincu de sa grande pertinence.

24.09 Sabien Lahaye-Battheu (Open Vld): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, collega's, als medeondertekenaar van het voorstel van resolutie wil ik een kort betoog houden. In de eerste plaats wil ik de heer Dallemagne bedanken voor het initiatief en voor de samenwerking.

Collega's, ik heb het voorstel voor Open Vld mee ondertekend, aangezien ik als inwoner van de Westhoek als het ware tussen de herinneringen aan de Grote Oorlog ben opgegroeid: de vele begraafplaatsen, de musea, de dagelijkse herdenking om 20 uur 's avonds, *The Last Post* in Ieper.

In de aanloop naar het herdenkingsprogramma 1914–1918 zijn reeds vele spelers gemobiliseerd. Het werd al vermeld door de collega's. Er zijn de betrokken steden en gemeenten, de provincies en de regio's, die al sinds enige tijd heel veel initiatieven hebben genomen.

Voor het federale niveau is een specifieke rol weggelegd. Wij herdenken immers de strijd die soldaten en burgers hebben gevoerd voor het Belgisch grondgebied. Er is de internationale uitstraling en samenwerking, die wij van op het federale niveau vooral kunnen bewerkstelligen en er is de coördinerende rol die ervoor moet zorgen dat de initiatieven in binnen- en buitenland niet samenvallen en elkaar niet overlappen.

Ik vind het dan ook intriest dat het voorstel van resolutie geen Kamerbrede steun heeft gekregen in de commissie en dat twee partijen zelfs tegen hebben gestemd. Ik vind het vooral intriest. Als Open Vld, mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, collega's, geven wij onze volledige steun aan de tekst, want wij mogen en zullen hem nooit vergeten.

24.10 David Geerts (sp.a): Mijnheer de voorzitter, collega's, eerst en vooral wens ik collega Dallemagne te danken voor dit initiatief en voor zijn openheid naar de andere fracties zodat inhoudelijke amendementen konden worden ingediend. Ik meen dat dit zeer belangrijk was en daardoor de draagkracht van deze resolutie werd vergroot.

Ik zal zeer kort zijn. Tijdens de besprekingen in de commissie en ook vandaag heb ik opnieuw kritiek gehoord van collega Maertens van de N-VA. Deze resolutie heeft volgens hem geen plaats in de federale Kamer van Volksvertegenwoordigers. Hij zei dat herinneringseducatie eigenlijk een gemeenschapsmaterie is. Mijnheer Maertens, als dat uw basisargument is om deze resolutie niet goed te keuren, is dat maar pover.

24.11 Bert Maertens (N-VA): Mijnheer Geerts, u hebt mij niet goed beluisterd. Ik heb nooit gezegd dat er in dit halfroond geen plaats is voor een resolutie over de herdenking van 100 jaar Eerste Wereldoorlog.

Wat ik wel heb gezegd, is dat de indieners er eens de bevoegdheidsverdeling in dit land op na moeten slaan. In de resolutie staan een aantal bepalingen die niet stroken met de huidige bevoegdheidsverdeling. Dat is een fundamenteel argument om deze resolutie niet goed te keuren.

Mocht u die resolutie willen herwerken zodat wordt ingezet op de federale middelen, dan zijn wij de eerste partij om u daarin te steunen en dan zal ik daaraan alle steun verlenen.

24.12 David Geerts (sp.a): Ik heb u vandaag wel goed beluisterd, mijnheer Maertens. Ik meen dat u het

argument van de herinneringseducatie hebt gehanteerd. Ik vind dit een pover argument.

Ik heb uw uiteenzetting gehoord en daarin hebt u nooit het woord België over uw lippen kunnen krijgen. U hebt enkel gezegd dat dit een Vlaamse zaak was. U hebt het argument van de herinneringseducatie genomen om niet ten gronde te praten over deze resolutie.

Ik zal er het verslag op nalezen, maar u hebt de Grote Oorlog enkel met een Vlaamse bril willen bekijken, terwijl de indianen meenden dat honderd jaar na de feiten een bredere kijk moest worden gehanteerd. Het was immers niet alleen Vlaanderen dat het zwaar te verduren heeft gekregen. De Westhoek heeft zwaar geleden en u kunt dit ook statistisch aantonen. Ook andere steden zoals Dinant, Visé en gemeenten dichterbij ons werden in de as gelegd.

Daarom is het meer dan ooit noodzakelijk om dat ook op dit niveau te behandelen.

24.13 Bert Maertens (N-VA): Collega Geerts, ik kan heel goed tegen kritiek en voer graag een debat op de plaats waar dat hoort, zijnde hier in het Parlement. Ik kan er echter niet tegen als u onwaarheden zegt.

Ik heb nooit gezegd dat de Eerste Wereldoorlog alleen een zaak is van West-Vlaanderen of van Vlaanderen. Daarmee heb ik nog gezegd dat de Vlaamse Gemeenschap en de Franse Gemeenschap terecht betrokken zijn en terecht al jaren bezig zijn met de voorbereiding van de evenementen ter zake. Ik heb het daarbij ook gehad over het internationaal karakter van de Eerste Wereldoorlog.

Als u nog eens kritiek levert, dan zou ik heel graag hebben dat u minstens de correcte feiten weergeeft.

24.14 David Geerts (sp.a): Mijnheer Maertens, het is in dat geval des te spijtig dat u de resolutie niet ondersteunt. In de derde aanbeveling staat immers dat er moet blijven worden op toegezien dat alle initiatieven die genomen worden in het kader van de herdenking van de honderdste verjaardag van de Eerste Wereldoorlog, zullen gebeuren in overleg met de deelentiteiten, opdat die initiatieven op elkaar kunnen aansluiten en elkaar aanvullen. Ik had u daarom gevraagd om eerst de tekst te lezen, vooraleer u in de commissievergadering en hier in de plenaire vergadering kritiek zou geven.

Mijnheer de voorzitter, ik wil mijn redevoering voortzetten.

Wat mij ook verbaast, ook na de uiteenzettingen in de commissie, is dat sommige leden van deze assemblee als belangrijkste element in hun discours stellen dat sommige mensen in de Grote Oorlog niet fout waren. Ik vind dat die oorlog zelf een grote fout was. Er zijn cynische toneelstukken en parodieën op televisie, waar allerlei hoge heren worden opgevoerd, gedecoreerd met medailles, die als het ware rond het bord van Europa zitten en, spelend met dobbelstenen, beslissen over het leven van honderdduizenden en zelfs miljoenen mensen. In onze resolutie hebben wij dan ook de vraag gesteld of het niet tijd wordt om de oorlog te herdenken zonder de doden op te delen in winnaars en verliezers. Zijn zij immers niet allemaal verliezers? Dat staat ook in de *letter of intent* die in West-Vlaanderen goedgekeurd is. Laten wij ophouden met de mensen op te delen in winnaars en verliezers, want waarschijnlijk heeft iedereen verloren.

Tot slot, wens ik nog stil te staan bij aanbeveling 6, waarin wij vragen om de Belgische initiatieven af te stemmen op de initiatieven die worden genomen in Europa en in alle bij die oorlog en bij de herdenking betrokken landen. Enerzijds, zien wij dat Europa de Nobelprijs voor de vrede heeft gekregen, maar, anderzijds, merken wij in tal van Europese landen een groeiend nationalisme en populisme, tendensen die pleiten voor minder samenwerking, sterkere grenzen en het terugtrekken op zichzelf.

Misschien kunnen de initiatieven die vandaag hier en in de andere Europese lidstaten zullen worden genomen ertoe bijdragen dat een van de basisprincipes waarop Europa stoelt, met name de vrede bevorderen door samenwerking, opnieuw in herinnering wordt gebracht.

Collega's, het spreekt voor zich dat onze fractie deze resolutie resoluut zal goedkeuren.

24.15 Georges Dallemagne (cdH): Monsieur le président, chers collègues, je voudrais d'abord remercier tous les coauteurs de cette proposition de résolution, puisque mon texte initial a été augmenté, précisé et amélioré en plusieurs points et que le texte qui vous est soumis aujourd'hui est le fruit de cette proposition initiale, certes, mais aussi des ajouts très utiles de plusieurs collègues.

Comme je l'ai dit en commission, je me réjouis de l'esprit dans lequel nous avons travaillé, alors que cet exercice de mémoire et de travail sur un moment de notre histoire qui nous a profondément marqués n'était a priori pas facile. Certains m'avaient mis en garde: il semblait difficile de parler encore ensemble de cette page pourtant essentielle de la Belgique. Néanmoins, ce ne fut pas aussi compliqué que d'aucuns l'avaient imaginé. Ce texte a réuni le maximum de signatures prévues par le Règlement, à savoir dix. Ces signatures sont celles de parlementaires de la majorité et de l'opposition. Je veux ici les citer: Bercy Slegers – que je remercie tout particulièrement pour ses contributions –, Christophe Lacroix, Sabien Lahaye-Battheu, Karin Temmerman – qui s'est aussi beaucoup investie –, François-Xavier de Donnea, Leen Dierick, David Geerts, Catherine Fonck et Juliette Boulet. Et je voudrais aussi saluer Vincent Van Quickenborne, qui a cédé sa place pour qu'un des coauteurs soit du groupe Ecolo-Groen et que cette résolution transcende le clivage majorité-opposition.

C'est dire l'intérêt d'une résolution qui est vite apparue comme un indispensable message du Parlement fédéral, non seulement à l'égard du gouvernement, mais aussi de toute la population belge et, au-delà, de toutes les nations impliquées dans ce conflit.

Cette résolution a en effet plusieurs vocations. Elle vient d'abord corriger une anomalie: les parlements des entités fédérées avaient déjà, bien entendu, voté des résolutions, mais le Parlement fédéral – qui représente l'ensemble de la nation – ne s'en était pas encore saisi. Or c'est la Belgique tout entière qui a souffert de la Première Guerre mondiale. Ce sont des Belges, côte à côte, qui ont combattu parce que leur pays était envahi et que la neutralité de la Belgique était violée.

Cette résolution vient aussi rappeler l'horreur de cette guerre planétaire et absurde, qui fut appelée "grande" parce qu'elle dépassait toutes les précédentes par la terrible saignée qu'elle constitua en Europe et dans le monde. Il suffit de se promener sur les places des villes et des villages dans plusieurs pays d'Europe, dont le nôtre et la France, et de regarder les monuments aux morts qui conservent le souvenir des victimes de cette tragédie pour s'en rendre compte: dix millions de morts, trente millions de blessés, six millions d'invalides, rien qu'en Europe! Ce sont des soldats de près de cinquante pays qui sont venus se battre dans les *Flanders Fields* et plusieurs centaines de milliers d'entre eux y ont perdu la vie.

Cette résolution rappelle aussi que la Belgique a terriblement souffert de ce conflit sur l'ensemble de son territoire national. Elle en a été l'épicentre: quarante mille soldats belges ont trouvé la mort, une grande majorité d'entre eux dans le Westhoek sur une ligne de front qui allait des dunes et des plages de Nieuport à la Lys, près d'Armentières, soit une ligne de front de 75 kilomètres située en Flandre occidentale et dans la commune de Comines-Warneton dans le Hainaut; vingt mille civils ont aussi perdu la vie dans les privations, les violences arbitraires, la déportation. Des villes ont été martyrisées. Parmi d'autres, Ieper, Leuven, Aarschot, Dendermonde, Sambreville, Visé, Andenne et Dinant se sont fondées et rassemblées en comité du centenaire que préside Louis Tobback, bourgmestre de Leuven.

En fait, cette guerre est considérée par les historiens spécialistes comme l'événement fondateur du XX^e siècle. Ces historiens attirent l'attention sur le caractère inaugural de ce conflit, véritable matrice du XX^e siècle et de ses violences extrêmes. Jamais la brutalité d'un conflit n'avait atteint une telle ampleur. L'horreur des tranchées, l'utilisation d'armes chimiques mais aussi de nouvelles armes, comme l'aviation, les chars et puis des pratiques, comme la déportation de travailleurs forcés, les massacres de civils, l'usage de boucliers humains et les flux incessants de réfugiés (un quart de la population belge s'est jetée sur les routes au moment de l'invasion), sont quelques-unes des pratiques nouvelles d'un conflit qui inspirera malheureusement ce siècle.

Après la guerre, les attentes de la population belge seront importantes en termes de reconnaissance des sacrifices subis, qu'il s'agisse d'une reconnaissance symbolique, politique ou matérielle. L'État belge ne parviendra pas, cependant, à rencontrer totalement ces attentes. Des déceptions alimenteront des rancœurs contradictoires et les interprétations néerlandophones et francophones divergeront à plusieurs égards.

La Grande Guerre fut donc la matrice du XX^e siècle mais également de la Belgique d'aujourd'hui. Comme le dit le texte de notre résolution, "commémorer, c'est choisir de se souvenir du passé pour donner un sens au présent et garantir un avenir". C'est donc aussi une occasion exceptionnelle de célébrer les valeurs pour lesquelles nos soldats sont tombés et les Belges ont tant souffert, et qui fondent encore notre société aujourd'hui. J'en cite quelques-unes: l'intégrité du pays, la liberté, la dignité, la démocratie, l'État de droit, le respect du droit international et la paix.

C'est aussi, comme le rappelait ma collègue Bercy Slegers, qui a tenu également à le souligner dans notre résolution, la possibilité de partager notre histoire avec les nouveaux habitants de notre pays par le biais de ce travail de mémoire.

Bien sûr, la résolution rappelle et salue ce qui a été accompli par les communes, les associations, les musées, les entités fédérées et l'État fédéral. Mais elle est aussi un message fort pour que toute la Belgique, tous les Belges, à travers l'ensemble de nos institutions et de nos associations, développent une démarche puissante et concertée de commémoration et d'initiative, pas seulement pour honorer les morts et les souffrances, pas seulement pour célébrer une histoire tragique qui nous a tant marqués, mais pour l'avenir, pour l'avenir d'un pays et d'un continent qui ne sont pas à l'abri de dérives et de dangers, qui ne sont pas éternellement à l'abri de la guerre.

Une quarantaine de conflits se déroulent encore actuellement dans le monde. Ces conflits contraignent d'innombrables personnes à fuir. Ils se caractérisent, la plupart du temps, par une violence brutale et gratuite exercée contre des citoyens innocents et sont souvent menés avec les armes les plus modernes et les plus destructrices. Certaines d'entre elles ont été mises au point déjà pendant cette Grande Guerre de 14-18. Nous pouvons contribuer à résoudre ces conflits d'aujourd'hui et à diminuer leurs lots de souffrance; c'est aussi ce que vient rappeler notre résolution.

La seconde moitié du XX^e siècle a également vu l'utilisation d'armes chimiques employées pour la première fois massivement pendant la Première Guerre mondiale chez nous, à Langemark.

Voilà quelques-uns des sujets abordés par notre résolution qui en aborde bien d'autres, comme le logo, la coordination des célébrations avec la communauté internationale, les moyens à donner aux musées, une défense européenne au service du droit international et de la stabilité, la nécessité d'intensifier les efforts d'enlèvement et de démantèlement de munitions enfouies dans le sol ou encore le rôle joué par la force publique congolaise, notamment lors de la victoire de Tabora.

Il y a une demande au gouvernement, monsieur le ministre de la Défense, qui me tient particulièrement à cœur. Ce sont les efforts qui pourront être accomplis, et surtout les résultats que nous pourrions obtenir en vue d'une éradication totale des armes chimiques de la planète.

24.16 Filip De Man (VB): Mijnheer Dallemagne, u geeft hier geschiedenisles, maar u vergist zich op een punt.

U zei zopas dat Komen een gemeente was in Henegouwen. Ik meen mij te herinneren dat dat pas een halve eeuw later het geval werd. Het was een West-Vlaamse gemeente, mijnheer Dallemagne.

24.17 Georges Dallemagne (cdH): Aujourd'hui, c'est une commune du Hainaut. C'est une commune belge! Et ce sont les Belges que nous honorons!

Le président: À mon avis, monsieur De Man, ce point est incontestable.

24.18 Georges Dallemagne (cdH): Si c'est la seule chose que vous évoque cette page douloureuse de notre histoire, monsieur De Man, ...

Je disais donc qu'il y a une demande au gouvernement qui me tient particulièrement à cœur. Il faudrait donc obtenir, monsieur le ministre, la ratification universelle de la Convention de Paris de 1993 visant à éradiquer les armes chimiques. Plusieurs États ne l'ont pas encore signée et sont donc en dehors de la Convention. Il y en a évidemment qui sont hors d'atteinte, comme la Corée du Nord, mais il y a aussi l'Angola, l'Égypte, le Sud-Soudan et d'autres. Il y a aussi des États qui l'ont signée mais pas encore ratifiée, comme Israël et la Birmanie.

Les démarches doivent être entreprises, monsieur le ministre, auprès de ces pays pour qu'ils signent, ratifient le cas échéant la Convention et détruisent ces armes.

Pour terminer, je voudrais me réjouir de l'intérêt qu'a déjà suscité cette résolution depuis son adoption en commission.

Plusieurs communes ont salué l'initiative.

Je viens encore de recevoir, aujourd'hui, un courrier du bourgmestre de Comines-Warneton, M. Gilbert Deleu, qui rappelle que sa commune est située, je le lis: "à la confluence de la Flandre, de la Wallonie et de la France", que tout son territoire fut occupé durant toute la durée de la Grande Guerre, des divisions allemandes à l'est et des forces britanniques à l'ouest et que ces années tragiques marquèrent profondément la population locale. Il rappelle toutes les initiatives qu'il mène, notamment le projet Via Dolorosa, en collaboration avec les communes de Mons, de Diksmuide et de Zonnebeke. Il rappelle également l'ensemble des initiatives qu'il prend avec des communes françaises.

C'est dire aussi à nouveau l'intérêt qu'a suscité cette résolution.

J'ai aussi eu la visite d'un membre du gouvernement allemand, en la personne de M. Markus Löning, haut représentant du gouvernement fédéral allemand à la Politique des droits de l'homme, ancien membre du Bundestag, qui salue l'initiative belge et serait ravi d'une initiative parlementaire conjointe de la Belgique et de ses voisins, dont l'Allemagne.

Je serais très heureux, chers collègues, que nous puissions donner suite à cette idée. Ce serait un signal fort à nos populations. Elle renforcerait une mémoire commune, partagée et non divergente. Elle affirmerait nos valeurs communes et notre esprit de réconciliation.

24.19 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen): Mijnheer Dallemagne, voorafgaandelijk richt ik mij tot u met een woord van dank voor het nemen van het initiatief in dezen. Het was collega Boulet, die de discussie in de commissie heeft gevoerd en het voorstel van resolutie uiteindelijk mee heeft ondertekend. Dank voor de openheid die u aan de dag hebt gelegd om zoveel mogelijk fracties de tekst mee te laten ondertekenen en het voorstel van resolutie te laten steunen.

Het is een belangrijk voorstel van resolutie. De Eerste Wereldoorlog wordt niet voor niets wereldwijd de Grote Oorlog genoemd, de eerste grote oorlog. Inwoners van maar liefst vier continenten waren erbij betrokken, inclusief 31 Congolezen. Als West-Vlaming voel ik mij zeer nauw betrokken bij wat daar gebeurd is en de herinnering daaraan. Zeker in de Westhoek laat de oorlog nog altijd diepe sporen na.

Initiatieven voor de herdenking van de Eerste Wereldoorlog zijn zeer interessant. We moeten zoveel mogelijk mensen herinneren aan de gruwel en manieren tonen om oorlogen te vermijden.

Ik hoop dat de verschillende betrokken overheden vooral ook sensibiliserend zullen optreden en jongeren hierbij zullen betrekken. Immers, de laatste getuigen sterven uit, niet enkel die van de Eerste, maar ook die van de Tweede Wereldoorlog. De tijd verglijdt en herdenkingsinitiatieven zijn dus volgens mij zeer belangrijk.

De oorlog eiste een zeer hoge tol: 10 miljoen doden, 6 miljoen invaliden en 30 miljoen gewonden. Ik vind het wat triest hoe sommigen hier een institutionele loopgravenoorlog proberen uit te vechten op de kap van de slachtoffers van die oorlog. Bert Maertens is een intelligent man en het verwondert me dan ook dat hij in het kader van de discussie over de resolutie zo de nadruk legt op welke overheid kan worden betrokken bij de herdenkingsplechtigheden en bij de initiatieven die we nemen.

Mijnheer Maertens, stel u eens in de plaats van de Vlamingen, van de West-Vlamingen, van de inwoners van Ieper, van de jongeren die op school leren over de Eerste Wereldoorlog, die willen herdenken en daar willen bij stilstaan. Denkt u werkelijk dat die mensen interesse hebben in welke overheid welk deel van de herdenkingsplechtigheden op zich neemt?

24.20 Bert Maertens (N-VA): Zeer gewaardeerde collega De Vriendt, u trekt alles op flessen. Indien u zegt wat u zegt, kunnen wij misschien beter allemaal naar huis en kan misschien ook het Vlaams Parlement naar huis. In dat geval gebeurt misschien alles in de lokale besturen. Wat u nu verklaart, is te belachelijk voor woorden.

Mijn punt was helemaal anders. Mijn punt was gewoon dat een voorstel van resolutie waarover in de Kamer wordt gestemd, minstens met de geldende bevoegdheidsverdeling en met de wetten in dit land rekening moet houden, niet meer maar zeker ook niet minder.

24.21 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen): Mijnheer de voorzitter, daarom wil ik zeker de opsteller van de voorliggende tekst bedanken. Hij heeft immers net op verschillende pagina's oog voor wat op Vlaams niveau al gebeurt en is opgestart.

Ik wil u een aantal passages citeren en voorlezen. Wat stipuleert immers de heer Dallemagne en wat stipuleren met hem alle mede-indieners op pagina 6 van de resolutie? "Er zijn al talrijke, kwalitatief hoogstaande initiatieven genomen, om deze gebeurtenis te herdenken, vooral door het Vlaams Gewest en de Franse Gemeenschap".

Mijnheer Maertens, het citaat toont dus een erkenning van wat door het Vlaams Gewest is gebeurd.

Er is voorts het feit dat de indieners op pagina 7 het heel belangrijk achten dat België met zijn federale, gefedereerde instellingen de herdenking krachtig en in overleg aanpakt. Mijnheer Maertens, er staat "in overleg". Er is dus geen enkel probleem. U zoekt spijkers op laag water.

U oppert dat het aan Vlaanderen is om een en ander te organiseren en dat het, zoals u zegt, ook aan Wallonië is om een en ander te organiseren. Wie zal de organisatie echter coördineren? Is het uw bedoeling dat het Vlaams Gewest initiatieven neemt en dat het Waals Gewest of de Franse Gemeenschap initiatieven neemt? Wie zal de initiatieven echter coördineren? Wie zal voor overleg ter zake zorgen?

Mijnheer de voorzitter, ik wil mijn uiteenzetting afronden, door erop te wijzen dat het heel normaal is dat de federale overheid, zijnde de overheid van een land als België, dat in zijn totaliteit bij de Eerste Wereldoorlog betrokken is geweest, de coördinatie op zich neemt en een en ander faciliteert.

24.22 Bert Maertens (N-VA): Mijnheer De Vriendt, ik stel voor dat u eens met uw collega's van het Vlaams Parlement contact opneemt. Zij zullen weten dat bij de voorbereiding van "100 jaar Eerste Wereldoorlog" al jaren wordt samengewerkt tussen beide Gemeenschappen, zijnde de Vlaamse en de Franse Gemeenschap. Er is een uitwisseling van ideeën en er is een uitwisseling van evenementen, wat ook in de toekomst het geval zal zijn.

Een coördinerende rol is dus misschien niet meteen nodig, zeker niet de recupererende rol, die u in voorliggende resolutie ziet.

24.23 Wouter De Vriendt (Ecolo-Groen): Collega Maertens en anderen, ik begrijp dat ook de zogezegde miskenning van de Vlamingen in de commissie werd aangekaart. Ook daarover wil ik toch iets zeggen, want een correcte geschiedschrijving heeft toch wel haar rechten. Het kan misschien een aantal gevoeligheden bij uw fractie verklaren, mijnheer Maertens.

Er is geen sprake van miskenning van de Vlamingen of van de Nederlandstaligen op zich. Er zijn inderdaad proportioneel gezien zeer veel Vlamingen gesneuveld in die oorlog. En waarom was dat zo? Niet omdat ze Nederlands spraken en omdat ze de bevelen van de Franstalige officieren niet konden begrijpen, maar simpelweg omdat in die tijd de instellingen in ons land, inclusief het Belgisch leger, bezet waren door de Franstalige bourgeoisie.

En dus bestond het voetvolk per definitie vooral uit Vlamingen. Met andere woorden, het grootste aantal slachtoffers bevond zich inderdaad onder de Vlamingen. Veeleer dan een linguïstiek probleem was het een sociaal probleem en was het de oorsprong, de wortel van een sociale strijd, die dan ook na de Eerste Wereldoorlog is uitgevochten.

Er zijn ondertussen reeds zeer veel studies beschikbaar, die dat bevestigen, bijvoorbeeld van Sophie de Schaepe drijver van het Vlaams Parlement, die daar ook een erepenning heeft ontvangen. Er is ook Anne Morelli, die ook heel veel studies heeft verricht.

Mijnheer Maertens, misschien heeft het allemaal wat tijd nodig, vooraleer het bij iedereen doordringt. Ik heb een paar weken geleden een zeer interessant interview gelezen in *Knack* van Rudy Van Doorslaer en Bruno De Wever. Die historici zeiden dat het soms lang duurt vooraleer bepaalde clichés uit de weg geruimd zijn en vooraleer historische lessen werkelijk door iedereen aanvaard en doorgesijpeld zijn in de volledige publieke opinie. Daarin heeft De Wever gelijk.

24.24 Hagen Goyvaerts (VB): Collega De Vriendt, een Franstalige gezegde zegt: *le ridicule ne tue pas*. Maar u moet dus weten dat de Vlaamse Beweging bij aanvang een sociale beweging was.

24.25 Herman De Croo (Open Vld): Bij aanvang.

24.26 Annick Ponthier (VB): Mijnheer de voorzitter, collega's, volgend jaar is het 100 jaar geleden dat de Eerste Wereldoorlog uitbrak.

Allerlei overheden, waaronder dit Parlement, bereiden zich voor om de Grote Oorlog op een waardige manier te herdenken. Het was dan ook de eerste oorlog waarin zo massaal werd meegevochten door de gewone burgerbevolking, een gebeurtenis die zich verankerde in het collectieve geheugen en die de loop van de geschiedenis ingrijpend beïnvloedde, niet het minst omdat het kruim van de Europese naties, de dappersten en de besten, het leven liet in deze Europese broederoorlog. Een onherstelbaar verlies voor de levenskracht van Europa.

Ook voor onze fractie verdient de herdenking van de Grote Oorlog dus alle aandacht. Ik zou zelfs zeggen, vooral voor onze fractie. Voor Vlamingen heeft deze oorlog immers ook nog andere herinneringen nagelaten. Net daarover gaat mijn tussenkomst, met de daaraan gekoppelde vaststelling dat het voorliggende voorstel van resolutie niet compleet is, wel integendeel.

De resolutie zegt immers niets over een zeer belangrijk aspect van de Eerste Wereldoorlog, namelijk de miskenning van de Vlaamse frontsoldaten tijdens deze jaren. Het is in deze periode, in die loopgraven, dat de Vlaamse Volksbeweging – ik benadruk volksbeweging – een nog bredere, volksere basis kreeg dan voorheen het geval was en haar rol binnen de Vlaamse ontvoogdingsstrijd verder kon zetten. Nergens anders waren immers de taaltoestanden zo schrijnend als in het Belgische leger. Nergens was het misprijzen voor het Vlaams zo groot en werden de Vlaamssprekenden zo als inferieuren behandeld. Het leger was de meest verfranste en verfransende instelling van de Belgische Staat.

Collega's, ik zal het verduidelijken. De vrees van de flaminganten dat de legertaalwet van 1913, net zoals de andere taalwetten, massaal zou overtreden worden werd bewaarheid zoals bleek tijdens de gebeurtenissen van de Eerste Wereldoorlog. Er was zelfs geen sprake van een begin van uitvoering van de wet. Tweetalige mededelingen bleven achterwegen en zelfs op gevaarlijke plaatsen in de loopgraven bleven de opschriften nog lang eentalig Frans.

Het was volksvertegenwoordiger Van de Perre die herhaaldelijk bij ministers en bij de Koning klaagde dat er bijna geen Vlaamse boeken waren en dat de Vlaamse soldaten in de gevangenissen afgeranseld werden als ze Nederlands of – in de meeste gevallen – dialect spraken. Ze werden geregeld vernederd en Vlaamse soldaten werden de dood ingejaagd omdat ze het Franse bevel niet goed verstonden. Zelfs hun grafschriften werden in het Frans opgesteld en alleen Franssprekende soldaten kregen voordelige en minder gevaarlijke postjes achter de frontlijnen.

Aan minister Poulet schreef hij dat het leger er slechts was voor de Walen en niet voor de Vlamingen. Vlaamse universitaires die met de officieren Nederlands durfden te spreken werden bestempeld als *flamingant* of *mauvaise tête*. Hij voegde er nog aan toe dat de officieren ofwel Walen, ofwel Franssprekende Vlamingen waren. Hun geest is anti-Vlaams zonder dat zij het zelf beseffen.

Vanaf 1917 werd de repressie tegen de Vlaamsgezinden aan het front nog heviger. Een van de eerste maatregelen van de nieuwe stafchef, generaal Louis Rucquoy, bestond in de afschaffing van de zogenaamde studiekringen. Ook de censuur op de frontblaadjes werd versterkt, zelfs preventief. De flamingantische bedrijvigheid verdween als gevolg van deze maatregel in de illegaliteit zodat een geheime Frontbeweging ontstond. Op 11 juli 1917 schreven de Vlaamse frontsoldaten hun intussen alom bekende brief aan de Koning om hem op de hoogte te brengen van de taalwantoestanden.

De situatie ging echter van kwaad naar erger toen Koning Albert I, tegen de wil van de regering in, in augustus 1917 Armand De Ceuninck tot minister van Oorlog benoemde. Het bestrijden van elke uiting van Vlaamsgezindheid werd door De Ceuninck haast verheven tot oorlogsdoel. Wie tegen de wetsovertredingen inzake taalgebruik protesteerde, werd gestraft, terwijl de overtreders ongemoeid werden gelaten. Een van de maatregelen bestond in het overplaatsen van verdachte Vlaamsgezinden naar de strafcompagnies, een administratieve maatregel waaraan geen gerechtelijke procedure vooraf diende te gaan. Aan zijn kabinetschef zei De Ceuninck het te betreuren dat hij *ces traîtres* niet eenvoudigweg mocht fusilleren.

Albert I, die nochtans in 1914 de Vlamingen had opgeroepen om de Guldensporenslag te herdenken en daarmee het bestaan van het Vlaamse volk leek te erkennen, speelde in dit alles een weinig fraaie rol. Op kabinetsraden waarop de Vlaamse kwestie in het leger werd besproken, weigerde de Koning ook maar de geringste Vlaamse eis in overweging te nemen. De officieren wisten dat zij in hun verachting voor de Vlamingen werden gesteund door de Koning en door de generaals. Vlaamse kranten die te veel aandacht aan de aan het front bestaande wantoestanden besteedden, hing een publicatieverbod boven het hoofd. Zo kunnen wij nog uren doorgaan, collega's.

Mijnheer de voorzitter, collega's, dit alles toont aan in welke erbarmelijke en ronduit vernederende omstandigheden onze Vlaamse soldaten hebben gevochten tijdens de Grote Oorlog. Ik weet dat het tegenwoordig zeer sterk in de mode is om het onrecht dat de Vlamingen aan de IJzer werd aangedaan, te minimaliseren of af te doen als een mythe, maar de feiten zijn er simpelweg. Volgens onze fractie is dit aspect historisch van groot belang en verdient het bijgevolg ook te worden opgenomen in het voorstel van resolutie. Daarom hebben wij in de commissie amendementen ingediend om het voorstel te vervolledigen. Wij hebben de amendementen in de plenaire zitting opnieuw ingediend.

De twee amendementen behandelen in eerste instantie een toegevoegde considerans die stelt dat de miskenning van de Vlamingen in het algemeen en de Vlaamse frontsoldaten in het bijzonder behoort tot een grote vergissing van koning Albert I, van de regering en de legerleiding tijdens de oorlogsjaren.

Bijkomend omvat een tweede amendement een toegevoegd dispositief dat de regering verzoekt erop toe te zien dat die miskenning van de Vlamingen, en in het bijzonder de Vlaamse frontsoldaten tijdens de Eerste Wereldoorlog, nooit aan de aandacht mag worden onttrokken bij de herdenkingen van deze oorlog.

De VB-fractie dient deze amendementen tijdens de plenaire zitting opnieuw in om de meerderheid, en in het bijzonder de mede-indieners van het voorstel van de CD&V-fractie, de kans te geven hun voorstel nog bij te sturen in de richting die wij hier aangeven.

CD&V heeft bij de indiening van dit voorstel het toegevoegde hoofdstuk dat wij voorstellen en de toegevoegde tekst die deel uitmaakt van de amendementen zonder twijfel over het hoofd gezien. Niemand is onfeilbaar, maar mevrouw Slegers, u hebt het daarstraks aangehaald, nochtans zijn prominente CD&V'ers zoals Eric Van Rompuy, voormalig minister-president Luc Van den Brande en onze collega Michel Doomst, om er maar enkele te noemen, altijd zeer uitdrukkelijk aanwezig op de jaarlijkse IJzerbedevaart in Diksmuide.

Ik zou zeggen: hoe meer, hoe liever. Het is niet omdat ik dat heb aangehaald dat ik u verwijt dat u daar bent. U draait de zaken om. U moet daar net zijn om de zaken aan te kaarten die u daar ter plaatse ook aankaart.

Het is daar dat u de gevallen Vlaamse soldaten, die in de oorlog in uiterst erbarmelijke en vernederende omstandigheden hebben gevochten, herinnert. Het is daar dat u de boodschap van de Frontbeweging actief moet herdenken.

CD&V acht het wel opportuun om de Eerste Wereldoorlog te delen met nieuwe inwoners van ons land. Welnu collega's, dan moet u ook de moed hebben om de hele waarheid te vertellen en niet de halve waarheid. De moed van een frontsoldaat hebben CD&V en bij uitbreiding de andere partijen van de Vlaamse meerderheid tot nu toe nog niet vaak gehad.

Het is echter nooit te laat. U kunt deze amendementen dadelijk nog steunen. Doet u dat niet, dan kunnen wij niet anders dan besluiten dat het gros van de Vlamingen die verkozen zijn in de parlementen, hun voorvaders die 4 jaar aan de IJzer hebben gevochten en die werden vernederd – simpelweg voor hun Vlaming zijn – botweg verraden.

Ik reken dus dadelijk op uw gezond verstand. Het zal er mede voor zorgen dat de herdenking van de Eerste Wereldoorlog die een federale recuperatie is, niet zal worden voorgesteld aan de internationale wereld als een belgicistisch gegeven, maar als een correcte historische weergave van de feiten.

24.27 Olivier Maingain (FDF): Monsieur le président, madame la ministre, chers collègues, les parlementaires FDF se rallient pleinement à cette résolution, la cosignent, la soutiennent parce qu'il est bon de rappeler que l'Histoire appartient d'abord certes aux historiens, et que eux seuls ont la capacité de

restituer la véracité des faits, et que tous ceux qui veulent instrumentaliser l'histoire à des fins politiques sont non seulement généralement des mauvais historiens mais, de surcroît, souvent des politiques avec des visées douteuses et peu objectives.

Ce que nous avons entendu, il y a quelques minutes, démontre que certains veulent faire de ce débat un débat avec des relents soit nationalistes soit à d'autres visées. Quand j'entends qu'une résolution doit être lue au regard de la répartition des compétences, quel fallacieux argument! N'a-t-on jamais vu une résolution entachée d'un excès de compétences comme pourrait l'être une loi ou une proposition de loi? Mais quel anachronisme, de surcroît, que de vouloir restituer les événements de la guerre 14-18 au regard des compétences actuelles au sein de l'État belge! Quelle tromperie intellectuelle que de vouloir plaquer sur un événement de cette importance l'évolution d'aujourd'hui au regard de faits qui n'étaient pas de la nature de ce que d'aucuns tentent d'imposer aujourd'hui!

La Première Guerre mondiale, pour les historiens, a sans doute apporté dans l'évolution de l'humanité des faits d'une nature qui n'a jamais été connue antérieurement.

Au Vlaams Belang, je dirais que je lis les historiens, ce que visiblement vous faites si peu! Peut-être ne lisez-vous que vos pamphlétaires de service? Mais lisez par exemple la meilleure historienne flamande de la Première Guerre mondiale, je ne crois pas que vous y retrouverez vos thèses!

Mais c'est Rémy Porte, un historien français connu pour être un des bons spécialistes de la Première Guerre mondiale, qui souligne que c'est en Belgique, en août 1914, qu'on a connu un fait majeur qui a marqué l'évolution de la Première comme de la Deuxième Guerre mondiale: les représailles de l'armée allemande à l'égard des civils. Non pas qu'il n'y en ait jamais eu dans les faits de guerre antérieurs, mais l'ampleur qu'a prise cette volonté des forces d'occupation de s'en prendre directement aux civils et de leur faire porter le poids de la guerre au point de porter atteinte à leur intégrité physique, c'est le phénomène majeur de la Première Guerre mondiale qui a connu une ampleur bien plus grande lors de la Deuxième Guerre mondiale.

De la même manière que le fait remarquable – impossible à oublier dans cette enceinte, vu qu'un tribunal militaire allemand a siégé dans un hémicycle voisin – de condamner celles et ceux qui, indépendamment de l'engagement des forces armées, se sont engagés dans la résistance contre l'occupant; et celles et ceux qui furent les résistants de la Première Guerre furent souvent les résistants de la Seconde Guerre: certains du Nord, certains du centre du pays et d'autres du Sud, sans distinction et sans qu'il y ait lieu de chercher à les différencier selon les appartenances communautaires ou linguistiques. Voilà le fait majeur!

Il est vrai qu'il faudra laisser le soin aux historiens de nous énoncer tous les enseignements de ces deux grands conflits; singulièrement du premier conflit qui a porté les germes, comme le disait si bien M. de Donnea, de la Seconde Guerre mondiale.

Ce qui a résulté de ces deux grands conflits, c'est un fait majeur: la prise de conscience collective et le sursaut des peuples de l'Europe, et d'au-delà, pour rappeler l'unicité du genre humain. C'est la déclaration universelle des droits de l'homme, votée à la quasi-unanimité aux Nations unies, qui a rappelé que chacun avait des droits à sa dignité, quelles que soient ses appartenances, culturelle ou linguistique, ses origines, ses conditions sociales. C'est ce fait majeur-là qui, aujourd'hui, par des forces politiques telles que la vôtre ou telles que d'autres, est menacé.

24.28 Laurent Louis (indép.): Monsieur le président, chers collègues, sans nul doute, la Première Guerre mondiale aura été d'une violence extrême. Il est bon que l'on s'en souvienne chaque année lors des commémorations patriotiques auxquelles il nous est loisible de participer, si nous le souhaitons.

Neuf millions de morts, cela ne s'oublie pas, cela ne s'efface pas. Je tiens donc à saluer humblement le courage et la bravoure de nos héros passés, enrôlés de force et bien malgré eux dans ce terrible conflit.

Nos combattants et nos résistants à l'envahisseur sont, pour moi, des héros nationaux. Je voudrais, aujourd'hui, en profiter pour leur rendre hommage et leur dire un sincère merci au nom du peuple belge, même s'ils sont tous malheureusement décédés. Mais je ne crois pas que la reconnaissance puisse s'estomper après la mort.

Cependant, il y a, dans la présente résolution, de nombreux points qui m'interpellent et me choquent. Derrière cette résolution apparemment bienveillante, comme c'est souvent le cas au sein de cette

assemblée, je ressens une hypocrisie assez marquée caractéristique du monde du mensonge et de la manipulation dans lequel nous vivons.

Les auteurs de cette résolution nous rappellent que "commémorer, c'est choisir de se souvenir du passé pour donner un sens au présent et garantir un avenir". Il est justement bien là le problème! J'ai l'impression qu'en matière de souvenir, notre mémoire est un peu défaillante ou, du moins, très sélective.

Je suis étonné de voir de quelle manière nos élus détruisent l'avenir de nos enfants, de nos travailleurs, et qu'au lieu de s'atteler à régler les vrais problèmes urgents de la population, les vrais problèmes que rencontrent celles et ceux qui ignorent de quoi se composera leur repas du soir, qui ignorent comment ils trouveront de quoi payer leur loyer ou la prochaine sortie scolaire de leurs enfants, qu'au lieu de s'intéresser véritablement aux difficultés présentes du peuple belge, ils passent plus de deux heures, au sein de ce parlement, pour revenir sur le passé, pour montrer, en quelque sorte, à tous les Belges dans le besoin aujourd'hui que, finalement, ils ne sont pas si mal que cela, et qu'en 2013, à Bruxelles, on ne vit plus en état de guerre. En tout cas, c'est ce que l'on pense!

Il est vrai que le passé est important mais, pour ma part, je préfère me consacrer au présent, et me demander comment nous allons garantir un avenir propice à la paix pour nos enfants, en ayant conscience de la conjoncture actuelle. Les guerres nous entourent; elles sont partout, et nous sommes nombreux à craindre l'éclatement d'une troisième guerre mondiale. Nous avons bien compris que les grands dirigeants de ce monde nous considèrent comme des pions et qu'ils s'amuse à jouer au cerf-volant avec leurs bombes. On nous manipule, on crée des guerres pour défendre des intérêts financiers et l'on met chaque jour la paix un peu plus en danger.

Cette proposition qui ne fait que relater des faits passés sans jamais faire allusion au futur me dérange, je l'avoue. Elle me dérange et me met mal à l'aise. Est-il si important, aujourd'hui, de garder le souvenir de la Grande Guerre vivante, alors même que nous nous dirigeons à grands pas vers une nouvelle crise qui, sans que rien ne soit entrepris au sein de nos institutions, tant à l'échelle européenne qu'à l'échelle nationale, pourrait nous emmener dans de nouveaux conflits? Quelle hypocrisie!

Alors que nous cultivons des conflits d'intérêts, qui réduisent des populations entières à l'esclavage économique, au dumping social, à la misère sociale, alors que nous autorisons les PDG des grandes entreprises et les actionnaires des grandes industries à broyer nos travailleurs en leur enlevant leur outil de travail, en leur enlevant leur dignité et leur espoir de trouver une stabilité pour eux et leur famille, nous devrions nous remémorer le passé et nous repentir pour un conflit que l'on préférerait honnêtement oublier pour aller de l'avant. Car revenir sans cesse sur le passé, parler des guerres anciennes pour mieux occulter les guerres actuelles, voilà une technique de plus de nos dirigeants, un argument infondé de plus pour nous faire oublier l'urgence des mesures à prendre pour nous tirer du pétrin dans lequel nos dirigeants nous ont mis, rappelons-le! Il s'agit là, à nouveau, d'une vicieuse manière de faire du sentimentalisme sans jamais agir.

Dans le texte de la résolution, je lis ceci: "Jamais la brutalité d'un conflit n'avait atteint une telle ampleur. Les horreurs des tranchées, l'utilisation d'armes chimiques, la déportation de travailleurs forcés, les massacres de civils, l'usage de boucliers humains et les flux incessants de réfugiés sont quelques-unes des pratiques nouvelles d'un conflit qui inspirera malheureusement tout ce siècle". J'ajouterai "et le siècle actuel également". Il est clair que se focaliser sur la Première Guerre mondiale permet aisément d'occulter la vérité actuelle, encore plus sale qu'on ne peut l'imaginer.

Pourquoi dis-je cela? Tout simplement parce que les horreurs des tranchées ont été remplacées par les horreurs des montagnes afghanes, des rues de Tripoli, de Damas, du camp de concentration gazaoui. L'utilisation d'armes chimiques a permis de développer l'agent orange au Vietnam, a nourri de grands groupes comme Monsanto et Cie, les industries pharmaceutiques et nous a apporté notre nouveau monde agricole puant le Roundup à plein nez.

Pour moi, l'indécence a des limites: vous ne pouvez pas empoisonner nos enfants tout en commémorant le souvenir des crimes et des atrocités passés.

De plus, la brutalité est encore présente aujourd'hui. Bien souvent ces dernières années, notre pays en est même l'auteur. Souvenez-vous, il n'y a pas si longtemps de cela – j'étais un des seuls à m'opposer à ces opérations –, nous vivions les bombardements en Libye, auxquels nos chasseurs F-16 ont participé.

Souvenez-vous de ces enfants innocents qui sont tombés sous nos bombes noir-jaune-rouge!

Vous comptez peut-être aussi installer une stèle pour commémorer ces enfants libyens tombés sous nos bombes, ces enfants victimes de notre course à l'avidité, aux matières premières et aux ressources naturelles? Non, bien entendu, il n'y aura pas de stèle pour eux! Vous préférez tout simplement parler du passé pour ne pas voir le présent.

Vous parlez de la déportation; mais elle existe toujours aujourd'hui! Nous l'avons nous-mêmes pratiquée au Congo! Vous vous rappelez, lorsque nous colonisions ce pays et que nous coupions les mains des Congolais qui refusaient de travailler comme des esclaves pour enrichir notre pays et son roi.

Mais, bien entendu, hors de question de reconnaître les méfaits et les génocides commis au Congo. On préfère dire que nous y avons apporté la civilisation! Bien sûr! Et on oublie de dire que nous y avons aussi apporté le sida lorsque nous avons utilisé le peuple congolais comme des cobayes pour réaliser nos vaccins contre la polio. Désinformation et hypocrisie, une fois de plus! (*Protestations*)

Hé oui, ça ne vous plaît pas! Ce n'est pourtant que la stricte vérité! Je peux vous inviter à quitter ce parlement si vous ne souhaitez pas me laisser poursuivre dans mes propos. Moi, tout ce que je demande, c'est de pouvoir m'exprimer, comme la démocratie l'exige, dans le calme!

Le **président**: Monsieur Louis, essayez quand même de rester concentré sur la base de la résolution!

24.29 **Laurent Louis** (indép.): Je suis très concentré.

Le **président**: C'est une concentration diluée.

24.30 **Laurent Louis** (indép.): Non! D'ailleurs je ne vous permets pas de juger de ma concentration qui est certainement tout aussi bonne que la vôtre!

Le **président**: Poursuivez, monsieur Louis!

24.31 **Laurent Louis** (indép.): Je poursuis si on me laisse faire!

Le **président**: Poursuivez, monsieur! Normalement, le Règlement prévoit un certain temps de parole. Donc je pourrais très bien vous arrêter!

24.32 **Laurent Louis** (indép.): Ce ne serait pas bien pour la démocratie, monsieur le président!

Le **président**: Je vous invite à conclure dans quelques minutes.

24.33 **Laurent Louis** (indép.): Monsieur le président, je n'ai pas terminé!

Les massacres de civils n'ont pas disparu: voyez ce qui s'est passé ou se passe actuellement au Bahreïn, en Arabie Saoudite, en Irak, en Libye, en Syrie, des massacres commis avec la complicité de nos dirigeants, des instances internationales criminelles comme l'OTAN et l'ONU, l'usage de boucliers humains lorsqu'on utilise les forces de l'ordre pour défendre à tout prix nos banques; rappelez-vous ce policier portant un coup de pied au visage de cette jeune Espagnole venue manifester pacifiquement lors de la "marche des indignés" à Bruxelles.

Tous ces exemples, et la liste est loin d'être exhaustive, ne sont jamais traités par nos dirigeants. Si, ils vous diront qu'ils en ont parlé, qu'ils se sont indignés entre eux, entre deux repas gastronomiques; ils ont fait pleurer dans les chaumières dès qu'ils ont pu agripper un premier micro, dès qu'ils ont pu grappiller quelques minutes sur telle ou telle radio en sortant leur plus beau violon.

Là où vous avez raison, c'est quand vous dites de commémorer. Mais ne tentons surtout pas de tirer les enseignements du passé! Dans cinquante ans, nous nous nourrirons encore de ces malheurs actuels pour, une fois de plus, commémorer.

Commémorer, c'est bien, surtout quand le présent nous permet de vivre décemment, dans de bonnes

conditions, dans la paix et la prospérité. Mais commémorer à l'heure où la population souffre de plus en plus de votre politique d'austérité, où les coupes budgétaires réduisent drastiquement le niveau de vie de nos concitoyens, à l'heure où des hommes et des femmes s'immolent par le feu en guise de protestation faute de trouver de travail, de pouvoir payer leurs dettes, à l'heure où les manifestations pacifiques sont réprimées dans la violence, à l'heure où des paysans dont le noble travail consiste à nous nourrir se suicident chaque semaine en France et dans nos pays à cause de mesures prises par des technocrates européens en charge de l'agriculture. À partir de ce moment-là, je vous le dis en toute franchise, commémorer est un acte criminel, pervers et satanique.

En voulant à ce point commémorer la Première Guerre mondiale, je me dis que, finalement, il y aurait peut-être un autre objectif caché derrière cette noble intention. Quel serait-il? On peut revisiter l'Histoire une fois de plus et simplifier, le temps qui nous sépare des faits s'étant allongé, énumérer des événements tragiques, horribles qui se sont déroulés dans nos contrées sans jamais répondre à certaines questions cruciales. Voilà qui ne fera en rien progresser nos mentalités.

On peut parler de la Première Guerre mondiale, mais ne nous arrêtons pas au bilan, ne nous arrêtons pas à la langue des victimes. Demandons-nous qui provoqua réellement la guerre et qui en tira un intérêt; demandons-nous quel rôle les banques ont joué à cette époque dans le déroulement du conflit.

(...): (...)

24.34 **Laurent Louis** (indép.): Si vous ne vous taisez pas, je ne sais pas parler, je suis désolé! Si vous ne voulez pas écouter mes "conneries", monsieur, sortez: je ne vous retiens pas!

Le **président**: Continuez. Il vous reste huit minutes.

24.35 **Laurent Louis** (indép.): C'est très bien de vouloir respecter le Règlement, monsieur le président.

Qu'en a-t-il été pour la Seconde Guerre mondiale? Qu'en est-il des conflits actuels?

Là, il sera peut-être intéressant de se pencher sur les raisons des guerres passées, en espérant tirer les leçons pour ne plus répéter sans cesse les mêmes erreurs. Mais a-t-on seulement tiré les enseignements de tout cela? Je ne le pense pas et l'actualité quotidienne me donne raison.

Doit-on réellement commémorer un événement aussi dramatique alors même que nous n'avons pas su nous ressaisir? Y a-t-il moins d'armes en circulation? Non! Quels sont les chiffres des géants de l'armement? Ne vous en faites pas pour eux, ils se portent à merveille! Quelles sont nos chances d'éviter un nouveau conflit mondial alors même que nos alliés d'outre-Atlantique menacent chaque jour l'Iran, alors même qu'Israël colonise et exacerbe les conflits au Moyen-Orient.

Ne me dites pas que vous ne voyez pas la même chose que moi quand même! Passons, car il y a encore pas mal de choses à dire sur cette résolution.

Ainsi, je vous cite: "Nous estimons que les commémorations de la Grande Guerre constituent une occasion exceptionnelle de faire œuvre de mémoire et de célébrer les valeurs pour lesquelles nos soldats sont tombés et les Belges ont tant souffert et qui fondent encore notre société: l'intégrité du pays, le respect, la liberté, les droits sociaux, la dignité, la démocratie, l'État de droit, le respect du droit international et du droit humain, la paix et aussi la possibilité de partager l'histoire avec les nouveaux habitants de notre pays par le biais de ce travail de mémoire".

C'est ce parlement qui ose parler de l'intégrité du pays, ce pays que vous détruisez depuis des années en laissant le séparatisme se développer dans les sphères politiques, vous qui avez transformé notre pays uni en un État fédéral complexe et impraticable, le poussant de plus en plus chaque jour vers le confédéralisme!

C'est ce parlement qui ose parler devant nous de l'intégrité du pays alors qu'il a abandonné toute sa souveraineté nationale aux technocrates non élus de l'Europe!

Et qu'en est-il de l'intégrité du pays quand l'Europe l'a dépouillé de 80 % de ses décisions souveraines? Quand les médias nous abreuvant des tensions entre Flamands et Wallons, tensions artificielles tant les citoyens sont en réalité peu désireux de séparer le pays en deux et tant ils sont préoccupés par d'autres

sujets bien plus importants?

Comment peut-on parler de respect, de liberté et de droits sociaux, de dignité et de démocratie, de respect du droit international ou encore de paix sans avoir la franchise de faire le constat honnête de la situation actuelle?

Cela fait longtemps que nous ne vivons plus dans une démocratie! Il ne nous en reste plus que l'apparence!

Cela fait longtemps que nos libertés sont cadenassées, que notre presse est bâillonnée et nous ne comptons plus les attaques des derniers gouvernements, de droite comme de gauche, contre les droits sociaux de nos compatriotes!

Je ne parlerai même pas des droits internationaux que notre pays est le premier à violer en armant comme il le faut les rebelles syriens hostiles à Bachar el-Assad, en participant à l'assassinat de Kadhafi, à l'agression des Congolais par Kabila et en aidant les putschistes au Mali.

Mais vous devez le savoir ou le découvrir sur la base de mes propos, je ne suis pas dupe! Pas de chance pour vous! Cela me permet à continuer à vous dire ces vérités!

Dans le monde d'aujourd'hui, où l'argent est devenu la valeur suprême, il faut toujours se demander s'il n'y a pas une histoire d'argent qui se cache derrière les dossiers. Et c'est bien le cas actuellement puisque dans un article de la RTBF de 2011, on apprend qu'on espère vivement tirer profit de ce centenaire. En effet, on nous dit que la Flandre a sorti la grosse artillerie. On parle d'un budget de 20 millions d'euros, de 44 projets soutenus, dont la rénovation de différents sites historiques. Tout cela, comme nous l'a dit Geert Bourgeois, pour mettre la Flandre sur la carte du monde, attirer 2 millions de visiteurs en quatre ans et espérer 200 millions de retombées. C'est le tourisme de la mémoire, le tourisme guerrier! Je parle ici des mesures prises par la Flandre, mais ne vous inquiétez pas: la Wallonie suit et prend exactement les mêmes mesures. Tout le monde, à son rythme, devrait donc être au rendez-vous de 2014. Youpie! Voilà ce que le peuple avait besoin d'entendre! Dépenser de l'argent pour les commémorations des guerres passées, c'est évident, c'est la volonté du peuple belge!

Comme je viens de le démontrer, la réelle motivation du soi-disant devoir de commémoration, c'est le tourisme de mémoire!

Pour terminer avec une touche un peu plus optimiste, pourquoi ne voterions-nous pas une loi pour enfin commémorer les événements positifs dans l'histoire de l'humanité? Cela vous contraindrait, messieurs les dirigeants, à faire votre travail afin de donner de la matière à nos futures politiques commémoratives! Cela vous encouragerait peut-être à œuvrer pour le bien!

Même s'il faut être conscient de notre passé pour nous fabriquer une identité, peut-on, à l'époque de l'Europe de l'austérité, justifier ces sommes qui sont versées pour ce devoir de mémoire? J'entends déjà certains dire que l'Europe a reçu le prix Nobel de la Paix, que les pays membres ont su ne pas entrer en guerre depuis la Seconde Guerre mondiale. Mais quel exploit! Nous sommes parvenus à ne plus nous taper sur la tête au moindre désaccord!

Il faut quand même savoir une chose: ceux qui me diront cela ne se doutent certainement pas que dans l'histoire, et qu'importe le conflit, les populations n'ont jamais désiré la guerre et la violence. Chaque fois, les populations sont entraînées malgré elles dans ces guerres car, comme nous le rappelle Socrate, "toutes les guerres ont pour objet l'argent". Je compléterai en disant: l'argent et l'avidité de pouvoir et de grandeur de nos dirigeants. Ce n'est pas parce que les puissants de ce monde ont déplacé les zones de conflits à l'extérieur de nos frontières, là où s'effectue la réelle exploitation de richesses par nos multinationales, là où règnent en maître les multinationales comme Areva et GDF Suez, là où s'exerce aujourd'hui le pillage des ressources naturelles au détriment des populations locales, là où nous produisons aujourd'hui ce que nous consommons, qu'il faut nous faire croire que nous vivons dans un monde de Bisounours. Comme je l'ai dit, la Première Guerre mondiale a fait 9 millions de morts. La Seconde en aura causé 80 millions.

Et de 1950 à nos jours, les différents conflits mondiaux ont fait 85 millions de morts. Nous n'avons donc pas tiré les leçons de ces guerres.

L'hypocrisie dont vous faites preuve et votre aveuglement coupable risquent de nous conduire, à l'avenir,

vers d'autres conflits mondiaux.

Enfin, je trouve comique que cette résolution fasse état du Congo alors que nous n'avons pas eu le courage d'assumer notre histoire à l'égard ce pays, l'histoire de notre nation et l'horreur des actes que nous avons commis au Congo belge. Pourtant, je vous ai donné l'occasion de reconnaître nos méfaits et de nous en excuser, mais vous n'avez jamais donné d'autre destination à mes propositions que les poubelles de ce parlement. Je me demande donc si le devoir de mémoire ne diffère pas en fonction de l'origine et la couleur de peau des victimes.

Le **président**: Monsieur Louis, je vous retire la parole, car vous avez épuisé votre temps de parole. J'ai respecté le Règlement à la lettre.

24.36 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen): Monsieur le président, je pense que je serai plus court et davantage centré sur l'objet de ce texte.

Je voudrais tout d'abord remercier les auteurs de ce texte, notamment M. Dallemagne et ma collègue Juliette Boulet, et m'associer à la plupart des intervenants qui se sont déjà exprimés: le PS, le sp.a, le cdH, le CD&V, le MR et l'Open Vld et également mon collègue Wouter De Vriendt.

Nous avons tous certainement parmi nos ancêtres, nos grands-parents, nos arrière-grands-parents ou dans les familles de nos voisins, des personnes, des héros qui sont morts pour la patrie pour que nous puissions vivre dans ce contexte de paix parfois relatif que nous connaissons ici en Belgique.

Personnellement, c'est un arrière-grand-père qui est mort après s'être battu en tant que civil pour informer ses concitoyens, pour les soigner, qui était chef d'un réseau de renseignement et qui a été, comme d'autres, trahi, enfermé puis fusillé le 16 février 1916 à la Chartreuse à Liège. Je pense aujourd'hui à lui et à ces millions de personnes qui ont perdu la vie au cours de cette Première Guerre mondiale. En Belgique: des Flamands, des Wallons, des Bruxellois, des civils et des militaires qui ont laissé leur vie pour que nous puissions aujourd'hui vivre dans une démocratie même si parfois les débats sont vifs entre nous.

Ceux qui ne connaissent pas l'Histoire sont condamnés à la revivre. Il est donc important que notre parlement se souvienne. La commémoration des cent ans de la Première Guerre mondiale doit être l'occasion de rappeler notre engagement collectif à tout mettre en œuvre pour que nos enfants, nos petits-enfants ne vivent jamais ce que nos parents, nos grands-parents, nos arrière-grands-parents ont vécu et, au-delà de la petite Belgique, d'œuvrer pour que partout dans le monde, notamment dans les endroits où la guerre est une réalité et dont on parle également dans ce parlement - au Moyen et Proche-Orient, en Afrique -, nos contemporains puissent vivre dans un contexte de paix, de respect des droits humains les plus fondamentaux, dans le respect de leur intégrité en tant qu'homme et femme.

C'est le sens de notre vote, avec la plupart des membres de ce parlement, et je m'en réjouis, en faveur de ce texte de mémoire pour que, jamais plus, nous n'ayons à revivre des temps aussi pénibles que ceux d'il y a un siècle. L'objectif est aussi que notre parlement s'engage pour essayer de porter la paix partout où il peut le faire, compte tenu de la taille modeste de notre pays.

24.37 Jean Marie Dedecker (LDD): Mijnheer de voorzitter, collega's, het is niet mijn gewoonte om het woord te voeren in de plenaire vergadering als ik de discussie niet heb meegemaakt in de commissievergadering. Ik zit hier nu echter al een tijdje te luisteren, en op sommige momenten zakte mijn broek bijna af van eerlijke schaamte.

Wat is de ondraaglijke lichtheid van de inhoud van een dergelijke resolutie, behalve de communautaire recuperatie van een oorlog van honderd jaar geleden? Dit is lijkenpikkerij op het graf van miljoenen mensen.

Ik zal even uitleggen waarom ik toch het woord gevraagd heb. Sommigen weten ongeveer waar ik woon. Waar ik vandaag mijn tuin instap, stond honderd jaar geleden het water. Voor wie het een beetje vergeten is, Cogge en Geeraert hadden in die tijd de sluisdeuren opengezet.

Ik zal het niet hebben over de inhoud, noch over de Frontbeweging en hoe belachelijk dit ook is. Ik hoorde daarover de heer De Vriendt daarnet nog praten — hij is nochtans van Oostende; dat ligt aan mijn voordeel, terwijl het slagveld aan mijn achterdeel lag — over de soldaten die niet verstonden wat de officieren allemaal bevalen.

We zijn nu honderd jaar later. Toen ik als kind naar school ging, moest ik ieder jaar in Nieuwpoort aan het Albertmonument, de eerste zondag van augustus de gesneuvelden herdenken. Iedereen zit hier te debatteren over "de oorlog is van ons".

Collega's, hoevelen onder u zijn ooit naar de herdenking geweest op de eerste dag van augustus, aan de graven van de IJzer, het Albertmonument? Steek uw hand op. Herman De Croo, fantastisch! Wij zijn al met drie.

Ik ga nog een stapje verder. Ieder jaar staan er bij die herdenking meer Fransen en Engelsen dan er Belgen staan. Maar hier zet iedereen wel een grote mond op over de herdenking van de soldaten van de Grote Oorlog.

Mevrouw Temmerman, hebt u al ooit gehoord van le Boyau de la Mort, de Dodengang?

24.38 Karin Temmerman (sp.a): (...)

24.39 Jean Marie Dedecker (LDD): Ja, in Gent aan de IJzer, inderdaad.

Wie heeft al ooit le Boyau de la Mort, de Dodengang, bezocht of gezien?

Hebt u ooit gehoord van de IJzertoren? Op de IJzertoren staat *Nooit meer oorlog. No more war*. Hebt u ooit gehoord van de gebroeders Van Raemdonck? De IJzertoren is zelfs ooit nog gebombardeerd. Ik weet dat dit een Vlaams symbool is en enigszins moeilijk ligt.

Wat houdt de herdenking van de IJzer vandaag in? Het is omgebouwd tot een multiculturele herdenking, een feest. U kunt er naar toe in mei. Het wordt gesponsord door de Vlaamse Gemeenschap en niet door de Belgische overheid. Er komt echter geen kat!

En dan bekijk ik deze resolutie en zie ik artikel 14 waarin staat dat er 31 Congolezen moeten worden herdacht. Als u toch zoveel weet over die geschiedenis, dan zou u ook moeten weten dat er ook een graf bestaat van Marokkanen die hebben meegevochten in de Eerste Wereldoorlog. Zij staan echter niet in de resolutie. Die is men vergeten.

Kijk eens naar de herdenking van de Grote Oorlog in Engeland en ga maar eens kijken naar het Poppy Festival op 11 november. The Queen sleept zich uit haar graf om daar aan dat graf te staan. Er komen Schotten en Nieuw-Zeelanders. Er is ook respect zat. Vorig jaar heeft men nog in de IJzervlakte de onbekende Nieuw-Zeelandse soldaat opgegraven en met de nodige egards terug begraven.

Wij maken er hier een communautair spel van. Wie heeft het meeste recht om dit te herdenken? De Belgen, de Vlamingen? Op die manier wordt het een politiek spel terwijl dit niet nodig is op dit vlak. Alles wordt gecommunautariseerd, zelfs de doden van 100 jaar in de IJzervlakte.

Wij zouden beter de geschiedenis ontleden. Ik heb hier gehoord over historici die op de waarheid hebben gewezen. In plaats van mekaar op te juttten, zouden we beter die waarheid eens onder ogen nemen.

Ik ben een Vlaming in hart en nieren. Ik ben een flamingant in hart en nieren. Iedereen weet dat. Ik woon zelfs in die streek. Hier doet men aan lijkenpikkerij, 100 jaar na datum, omdat er een groot feest is. De vraag die leeft is wie er op dat groot feest op de eerste rij mag gaan staan. Wie is de beste Belg? Wie is de beste militair? Wie is de beste Vlaming?

Ik ben een beetje beschaamd. Ik wou hierover het woord niet nemen, maar ik schaam mij hier voor. Ik woon daar tussen en als u het wilt weten dan stel ik voor dat u het eens gaat bezoeken. Ga naar Vladslo waar er tienduizenden Duitse soldaten liggen. Ook dat is een herdenking waard.

Op de begraafplaats te Vladslo liggen tienduizenden Duitse soldaten, ook de herdenking waard, en is er het prachtige standbeeld van Käthe Kollwitz voor haar twee kinderen. Ga daar maar naar kijken en u zult weten en voelen wat het allemaal was.

Nu is er hier een opbod voor een feest waar heel de wereld naartoe komt. Men kan elke dag om 20 u 00

naar leper gaan om de brandweer *The Last Post* te horen blazen. Het is schitterend. Enkel tijdens de Tweede Wereldoorlog was er een onderbreking. Ga naar daar en bezin over de ondraaglijke lichtheid en nutteloosheid van deze resolutie.

Le **président**: Quelqu'un demande-t-il encore la parole? (*Non*)
Vraagt nog iemand het woord? (*Nee*)

La discussion est close.
De bespreking is gesloten.

* * * * *

Amendements redéposés:
Heringediende amendementen:

Considerans/Considérant D/1(n)

- 1 - *Annick Ponthier (2582/2)*

Punt/Point 4/1(n)

- 2 - *Annick Ponthier (2582/2)*

* * * * *

Le vote sur les amendements est réservé.
De stemming over de amendementen wordt aangehouden.

Le vote sur les amendements réservés et sur l'ensemble de la proposition de résolution aura lieu ultérieurement.

De stemming over de aangehouden amendementen en over het geheel van het voorstel van resolutie zal later plaatsvinden.

25 Confidentialité – Application de l'article 67 du Règlement.

25 Vertrouwelijkheid – Toepassing van artikel 67 van het Reglement

Lors de sa réunion de ce mercredi 6 mars 2013, la commission des Finances et du Budget a proposé de demander à la banque Belfius et à l'ACW de lui transmettre les contrats concernant l'achat à l'ACW des parts bénéficiaires par la banque Belfius, l'emprunt perpétuel que l'ACW a accordé à la banque Belfius ainsi que les conventions commerciales conclues entre les deux entités.

Tijdens zijn vergadering van woensdag 6 maart 2013 heeft de commissie voor de Financiën en de Begroting voorgesteld de bank Belfius en het ACW te vragen de contracten over te zenden met betrekking tot de verkoop van de winstbewijzen van het ACW aan de bank Belfius, de eeuwigdurende lening van het ACW aan Belfius, en de commerciële overeenkomsten tussen beide entiteiten.

Par lettre du 6 mars 2013, le président de la commission, M. Gilkinet, demande que ses membres puissent consulter les documents transmis dans le respect des règles habituelles de confidentialité, en application de l'article 67 du Règlement.

In zijn brief van 6 maart 2013 vraagt commissievoorzitter Gilkinet dat de leden van de commissie inzage zou worden verleend in de overgezonden documenten, met inachtneming van de gebruikelijke regels inzake het vertrouwelijke karakter van de stukken, met toepassing van artikel 67 van het Reglement.

L'article 67, n° 1, deuxième alinéa, de notre Règlement dispose que la Chambre – si la loi ou une norme juridique supérieure fournit une base juridique pour ce faire – peut déclarer l'obligation de secret applicable à des matières données. Dans le cas des contrats demandés, cette base juridique est incontestablement présente.

Artikel 67, nr. 1, tweede lid van ons Reglement bepaalt dat de Kamer – indien daarvoor een juridische grondslag bestaat in de wet of in een hogere rechtsnorm – de geheimhoudingsplicht van toepassing kan maken op welbepaalde materies. In het geval van de opgevraagde contracten is die juridische grondslag onbetwistbaar voorhanden.

Conformément au souhait de la commission des Finances et du Budget, je propose de demander les documents et de déclarer l'article 67 d'application aux contrats à communiquer. Je préciserai les modalités

de consultation lors de la réception des documents.

Overeenkomstig de wens uitgedrukt door de commissie voor de Financiën en de Begroting stel ik u voor de documenten op te vragen en artikel 67 van het Reglement van toepassing te verklaren op de over te leggen contracten. Ik zal de modaliteiten voor de inzage preciseren bij ontvangst van de documenten.

Pas d'observation? (*Non*)

Il en sera ainsi.

Geen bezwaar? (*Nee*)

Aldus zal geschieden.

25.01 Hagen Goyvaerts (VB): Mijnheer de voorzitter, het is leuk dat u de aankondiging doet dat die documenten ter beschikking zullen zijn van het Parlement, maar ik weet niet of u op uw stoel daar een beetje de actualiteit volgt?

Naar ik heb begrepen bestaat die commerciële overeenkomst tussen Belfius en het ACW niet meer. Bijgevolg zou ik graag willen weten of die confidentialiteit dan blijft bestaan? Want dan is het op dat moment een publiek document of kan het een publiek document worden.

Ik weet ook niet of bij de documenten die u hebt opgesomd ook het document is dat de reden of de motivering geeft van het opgeven van de commerciële activiteit tussen Belfius en het ACW?

Le **président**: Monsieur Goyvaerts, je ne suis pas officiellement informé du fait que cela n'existe plus.

Je suis ce qui m'a été demandé par une commission à l'unanimité ou à la quasi-unanimité. J'applique le Règlement. J'envoie le courrier. Je reçois les documents. Dès que ceux-ci seront en ma possession, nous déterminerons les modalités de consultation. Dès lors, je ne vois pas l'utilité de déroger maintenant ou d'improviser sur ce problème.

26 Poursuites éventuelles à charge d'un membre – Application de l'article 160 du Règlement

26 Eventuele vervolgingen ten laste van een lid – Toepassing van artikel 160 van het Reglement

Par lettre du 27 février 2013, le procureur général près la cour d'appel de Gand a communiqué un dossier afin de mettre la Chambre en mesure d'autoriser éventuellement des poursuites à charge de l'un de nos collègues en application de l'article 59 de la Constitution.

Bij brief van 27 februari 2013 zendt de procureur-generaal bij het hof van beroep te Gent een dossier over, om de Kamer in de mogelijkheid te stellen in toepassing van artikel 59 van de Grondwet eventuele vervolgingen ten laste van één onzer collega's toe te laten.

Conformément à l'article 160 du Règlement, le dossier est renvoyé à la commission des Poursuites.

Overeenkomstig artikel 160 van het Reglement wordt het dossier verzonden naar de commissie voor de Vervolgingen.

Pas d'observation? (*Non*)

Il en sera ainsi.

Geen bezwaar? (*Nee*)

Aldus zal geschieden.

27 Prise en considération de propositions

27 Inoverwegingneming van voorstellen

Vous avez pris connaissance dans l'ordre du jour qui vous a été distribué de la liste des propositions dont la prise en considération est demandée.

In de laatst rondgedeelde agenda komt een lijst van voorstellen voor waarvan de inoverwegingneming is gevraagd.

S'il n'y a pas d'observations à ce sujet, je considérerai la prise en considération comme acquise et je renvoie

les propositions aux commissions compétentes conformément au règlement.

Indien er geen bezwaar is, beschouw ik deze als aangenomen; overeenkomstig het reglement worden die voorstellen naar de bevoegde commissies verzonden.

Pas d'observation? (*Non*)

Il en sera ainsi.

Geen bezwaar? (*Nee*)

Aldus wordt besloten.

28 Éloge funèbre – M. Pierre Mainil

28 Rouwhulde – de heer Pierre Mainil

Le **président** (*devant l'assemblée debout*)

De **voorzitter** (*voor de staande vergadering*)

Mesdames, messieurs, chers collègues, le 23 février 2013, M. Pierre Mainil, sénateur honoraire, ancien ministre est décédé à l'âge de 88 ans, à Casteau, où il était né le 24 janvier 1925.

En 1977, M. Mainil fut élu sénateur, pour le Parti social-chrétien, de l'arrondissement de Mons-Soignies. Il siégera au Sénat sans interruption jusqu'en 1991.

Professeur à l'Institut supérieur d'Études sociales de l'État à Mons, de 1951 à 1976, membre du cabinet du ministre des Classes moyennes de 1960 à 1972 et administrateur général de l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants de 1970 à 1977, Pierre Mainil acquit une solide expérience dans le secteur social qui s'est avérée bien souvent profitable pour l'élaboration des normes légales à laquelle il a si souvent participé.

Pierre Mainil maakt van 1980 tot 1992 deel uit van verscheidene regeringen-Martens. Zo was hij staatssecretaris voor Waalse Aangelegenheden in 1980, minister van en staatssecretaris voor Pensioenen van 1981 tot 1988 en staatssecretaris voor Middenstand van 1988 tot 1992.

Hoewel hij nooit lid van onze Assemblee is geweest, kwam Pierre Mainil vaak naar de Kamer. Wie herinnert zich niet zijn nauwkeurige en technische toelichtingen in de commissies waarin hij de vele wetsontwerpen die zijn handtekening droegen, kwam verdedigen.

Grâce à ses convictions et son travail, il contribua à mettre en place une importante législation dans le domaine des pensions. La loi "Mainil" du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions a constitué une formidable avancée dans le mode d'établissement du calcul des pensions pour les travailleurs indépendants et permit d'établir l'égalité entre les hommes et les femmes pour les droits des indépendants à la pension.

Met Pierre Mainil verdwijnt een plichtsbewuste, toegewijde en dienstvaardige man. Het welzijn van de burgers en vooral van de gepensioneerde bevolking is altijd de grootste bekommernis geweest van deze grote humanist.

We zullen ons hem blijven herinneren als een beminnelijke en loyale figuur, een man van zijn woord die het humanisme en de generositeit die hij verdedigde, volledig belichaamde.

Au nom de la Chambre des représentants, j'ai adressé à sa famille et à ses proches l'expression de nos plus sincères condoléances.

28.01 Joëlle Milquet, ministre: Monsieur le président, au nom du gouvernement, je voudrais m'associer avec émotion à l'hommage que vous rendez à Pierre Mainil dont j'ai pu apprécier la personnalité rare.

Je tiens tout particulièrement à saluer le parcours de cet homme subtil, généreux, érudit, intelligent, fin technicien dans les dossiers, toujours affable, dont le calme légendaire lui avait valu le surnom de "sage" et dont l'œuvre reste, comme vous l'avez souligné, monsieur le président, une référence dans les domaines des pensions et de la promotion des droits des indépendants.

Pierre Mainil avait l'élégance de la discrétion, la modestie de la vision, le dévouement et le sens de l'autre des grands humanistes.

Pierre Mainil was een groot humanist. Hij was zeer geëngageerd, zowel in de politiek als in het verenigingsleven. Hij had aandacht voor de anderen en was bekommerd om het algemeen welzijn en de verdediging van de gepensioneerden.

Sta mij toe af te sluiten met een citaat van de auteur James Freeman Clarke: "Het verschil tussen een gewone politicus en een staatsman is dat de eerste denkt aan de volgende verkiezingen en de tweede aan de volgende generatie."

Un homme d'État et de devoir, loyal et convivial, au service de son pays et de ses citoyens, voilà le souvenir que nous laissera à jamais Pierre Mainil.

*La Chambre observe une minute de silence.
De Kamer neemt een minuut stilte in acht.*

Votes nominatifs

Naamstemmingen

[29] Moties ingediend tot besluit van de interpellatie van de heer Peter Dedecker over "de Raad van Bestuur van Belgacom, de benoemingen en de belangenvermenging bij leden in die Raad" (nr. 83)

[29] Motions déposées en conclusion de l'interpellation de M. Peter Dedecker sur "le Conseil d'administration de Belgacom, les nominations et le conflit d'intérêts des membres de ce conseil" (n° 83)

De **voorzitter**: Deze interpellatie werd gehouden in de openbare vergadering van de commissie voor de Infrastructuur, het Verkeer en de Overheidsbedrijven van 26 februari 2013.

Cette interpellation a été développée en réunion publique de la commission de l'Infrastructure, des Communications et des Entreprises publiques du 26 février 2013.

Twee moties werden ingediend (MOT nr. 83/1):

- een motie van aanbeveling werd ingediend door de heer Peter Dedecker;
- een eenvoudige motie werd ingediend door mevrouw Sabien Lahaye-Battheu.

Deux motions ont été déposées (MOT n° 83/1):

- une motion de recommandation a été déposée par M. Peter Dedecker;
- une motion pure et simple a été déposée par Mme Sabien Lahaye-Battheu.

Daar de eenvoudige motie van rechtswege voorrang heeft, breng ik die motie in stemming.

La motion pure et simple ayant la priorité de droit, je mets cette motion aux voix.

Vraagt iemand het woord voor een stemverklaring? (*Nee*)

Quelqu'un demande-t-il la parole pour une déclaration avant le vote? (*Non*)

Begin van de stemming / Début du vote.

Heeft iedereen gestemd en zijn stem gecontroleerd? / Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote?

Einde van de stemming / Fin du vote.

Uitslag van de stemming / Résultat du vote.

(Stemming/vote 1)

Ja	80	Oui
Nee	48	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	12	Total
	8	

De eenvoudige motie is aangenomen. Bijgevolg vervalt de motie van aanbeveling.

La motion pure et simple est adoptée. Par conséquent, la motion de recommandation est caduque.

30 Proposition de loi modifiant la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations en ce qui concerne les compétences et la convocation de l'assemblée générale (nouvel intitulé) (338/6)

30 Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen, wat de bevoegdheden en de bijeenroeping van de algemene vergadering betreft (nieuw opschrift) (338/6)

Quelqu'un demande-t-il la parole pour une déclaration avant le vote? (Non)

Vraagt iemand het woord voor een stemverklaring? (Nee)

Begin van de stemming / Début du vote.

Heeft iedereen gestemd en zijn stem nagekeken? / Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote?

Einde van de stemming / Fin du vote.

Uitslag van de stemming / Résultat du vote.

(Stemming/vote 2)

Ja	92	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	38	Abstentions
Totaal	13	Total
	0	

En conséquence, la Chambre adopte la proposition de loi. Elle sera transmise en tant que projet au Sénat. (338/7)

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsvoorstel aan. Het zal als ontwerp aan de Senaat worden overgezonden. (338/7)

31 Projet de loi portant assentiment aux Accords au titre de l'Article XXI de l'AGCS avec l'Argentine, l'Australie, le Brésil, le Canada, la Chine, le territoire douanier distinct de Taïwan, Penghu, Kinmen et Matsu (Taipei chinois), la Colombie, Cuba, l'Equateur, Hong Kong (Chine), l'Inde, le Japon, la République de Corée, la Nouvelle-Zélande, les Philippines, la Suisse et les Etats-Unis d'Amérique concernant les ajustements compensatoires nécessaires à la suite de l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République d'Autriche, de la République de Pologne, de la République de Slovénie, de la République slovaque, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne (2615/1)

31 Wetsontwerp houdende instemming met de Akkoorden in het kader van Artikel XXI van de GATS met Argentinië, Australië, Brazilië, Canada, China, het afzonderlijk douanegebied van Taiwan, Penghu, Kinmen en Matsu (Chinees Taipei), Colombia, Cuba, Ecuador, Hongkong (China), India, Japan, de Republiek Korea, Nieuw-Zeeland, de Filipijnen, Zwitserland en de Verenigde Staten van Amerika over de compenserende aanpassingen die noodzakelijk zijn als gevolg van de toetreding van de Tsjechische Republiek, de Republiek Estland, de Republiek Cyprus, de Republiek Letland, de Republiek Litouwen, de Republiek Hongarije, de Republiek Malta, de Republiek Oostenrijk, de Republiek Polen, de Republiek Slovenië, de Slowaakse Republiek, de Republiek Finland en het Koninkrijk Zweden tot de Europese Unie (2615/1)

Transmis par le Sénat
Overgezonden door de Senaat

Quelqu'un demande-t-il la parole pour une déclaration avant le vote? (*Non*)
Vraagt iemand het woord voor een stemverklaring? (*Nee*)

Begin van de stemming / Début du vote.
Heeft iedereen gestemd en zijn stem nagekeken? / Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote?
Einde van de stemming / Fin du vote.
Uitslag van de stemming / Résultat du vote.

(*Stemming/vote 3*)

Ja	10	Oui
	8	
Nee	1	Non
Onthoudingen	21	Abstentions
Totaal	13	Total
	0	

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera soumis à la sanction royale. **(2615/3)**
Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd. **(2615/3)**

32 **Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et la République d'Albanie sur le transfèrement des personnes condamnées, signé à Bruxelles le 29 juillet 2010 (2616/1)**

32 **Wetsontwerp houdende instemming met de Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Republiek Albanië inzake de overbrenging van gevonnniste personen, ondertekend te Brussel op 29 juli 2010 (2616/1)**

Transmis par le Sénat
Overgezonden door de Senaat

Begin van de stemming / Début du vote.
Heeft iedereen gestemd en zijn stem nagekeken? / Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote?
Einde van de stemming / Fin du vote.
Uitslag van de stemming / Résultat du vote.

(*Stemming/vote 4*)

Ja	12	Oui
	0	
Nee	0	Non
Onthoudingen	10	Abstentions
Totaal	13	Total
	0	

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera soumis à la sanction royale. **(2616/3)**
Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd. **(2616/3)**

Raison d'abstention? (*Non*)
Reden van onthouding? (*Nee*)

33 **Projet de loi portant assentiment à la Convention internationale de 2004 pour le contrôle et la**

gestion des eaux de ballast et sédiments des navires, faite à Londres le 13 février 2004 (2617/1)

33 Wetsontwerp houdende instemming met het Internationaal Verdrag van 2004 voor de controle en het beheer van ballastwater en sedimenten van schepen, gedaan te Londen op 13 februari 2004 (2617/1)

Transmis par le Sénat
Overgezonden door de Senaat

Quelqu'un demande-t-il la parole pour une déclaration avant le vote? (*Non*)
Vraagt iemand het woord voor een stemverklaring? (*Nee*)

Begin van de stemming / Début du vote.

Heeft iedereen gestemd en zijn stem nagekeken? / Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote?

Einde van de stemming / Fin du vote.

Uitslag van de stemming / Résultat du vote.

(*Stemming/vote 5*)

Ja	12	Oui
	9	
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	12	Total
	9	

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera soumis à la sanction royale. **(2617/3)**

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd. **(2617/3)**

33.01 Luk Van Biesen (Open Vld): Mijnheer de voorzitter, ik heb voor gestemd.

Le **président**: Dont acte.

34 Projet de loi portant assentiment au Traité relatif à l'établissement du Bloc d'espace aérien fonctionnel "Europe Central" entre la République fédérale d'Allemagne, le Royaume de Belgique, la République française, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas et la Confédération suisse, fait à Bruxelles le 2 décembre 2010 (2618/1)

34 Wetsontwerp houdende instemming met het Verdrag betreffende de oprichting van het Functioneel Luchtruimblok "Europe Central" tussen de Bondsrepubliek Duitsland, het Koninkrijk België, de Republiek Frankrijk, het Groothertogdom Luxemburg, het Koninkrijk der Nederlanden en de Zwitserse Bondsstaat, gedaan te Brussel op 2 december 2010 (2618/1)

Transmis par le Sénat
Overgezonden door de Senaat

Begin van de stemming / Début du vote.

Heeft iedereen gestemd en zijn stem nagekeken? / Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote?

Einde van de stemming / Fin du vote.

Uitslag van de stemming / Résultat du vote.

(Stemming/vote 6)

Ja	12	Oui
	9	
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	12	Total
	9	

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera soumis à la sanction royale. **(2618/3)**

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd. **(2618/3)**

(...): (...)

Le **président**: Il me semblait bien qu'il manquait le cent trentième.

35 Wetsontwerp tot wijziging van de artikelen 1231-33/1, 1231-33/3, 1231-33/4 en 1231-33/5 van het Gerechtelijk Wetboek met het oog op het vereenvoudigen van de procedure tot verlenging van de termijn van geschiktheid om te adopteren (nieuw opschrift) (2625/4)

35 Projet de loi modifiant les articles 1231-33/1, 1231-33/3, 1231-33/4 et 1231-33/5 du Code judiciaire en vue de simplifier la procédure en prolongation du délai d'aptitude à adopter (nouvel intitulé) (2625/4)

Overgezonden door de Senaat

Transmis par le Sénat

Quelqu'un demande-t-il la parole pour une déclaration avant le vote? (Non)

Vraagt iemand het woord voor een stemverklaring? (Nee)

Begin van de stemming / Début du vote.

Heeft iedereen gestemd en zijn stem nagekeken? / Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote?

Einde van de stemming / Fin du vote.

Uitslag van de stemming / Résultat du vote.

(Stemming/vote 7)

Ja	13	Oui
	0	
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	13	Total
	0	

Bijgevolg amendeert de Kamer het wetsontwerp. Het zal aan de Senaat worden teruggezonden. **(2625/5)**

En conséquence, la Chambre amende le projet de loi. Il sera renvoyé au Sénat. **(2625/5)**

36 Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 38/1, § 2, 4°, van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992 en tot wijziging van artikel 19bis, § 2, 4°, van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders (nieuw opschrift) (2351/6)

36 Proposition de loi modifiant l'article 38/1, § 2, 4° du Code des impôts sur les revenus 1992 et modifiant l'article 19bis, § 2, 4°, de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs (nouvel intitulé) (2351/6)

Quelqu'un demande-t-il la parole pour une déclaration avant le vote? (Non)

Vraagt iemand het woord voor een stemverklaring? (Nee)

Begin van de stemming / Début du vote.

Heeft iedereen gestemd en zijn stem nagekeken? / Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote?

Einde van de stemming / Fin du vote.

Uitslag van de stemming / Résultat du vote.

(Stemming/vote 8)

Ja	12	Oui
	9	
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	12	Total
	9	

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsvoorstel aan. Het zal als ontwerp aan de Senaat worden overgezonden.
(2351/7)

En conséquence, la Chambre adopte la proposition de loi. Elle sera transmise en tant que projet au Sénat.
(2351/7)

37 Aangehouden amendementen op het voorstel van resolutie over de herdenking van 100 jaar Eerste Wereldoorlog (1914-1918) (nieuw opschrift) (2582/1-5)

37 Amendements réservés à la proposition de résolution relative à la commémoration du centenaire de la Première Guerre mondiale (1914-1918) (nouvel intitulé) (2582/1-5)

Stemming over amendement nr. 1 van Annick Ponthier tot invoeging van een considerans D/1 (n).**(2582/2)**
Vote sur l'amendement n° 1 de Annick Ponthier tendant à insérer un considérant D/1 (n).**(2582/2)**

Begin van de stemming / Début du vote.

Heeft iedereen gestemd en zijn stem nagekeken? / Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote?

Einde van de stemming / Fin du vote.

Uitslag van de stemming / Résultat du vote.

(Stemming/vote 9)

Ja	37	Oui
Nee	91	Non
Onthoudingen	1	Abstentions
Totaal	12	Total
	9	

Bijgevolg is het amendement verworpen.
En conséquence, l'amendement est rejeté.

Reden van onthouding? (*Nee*)

Raison d'abstention? (*Non*)

Stemming over amendement nr. 2 van Annick Ponthier tot invoeging van een punt 4/1 (n).**(2582/2)**
Vote sur l'amendement n° 2 de Annick Ponthier tendant à insérer un point 4/1 (n).**(2582/2)**

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? (*Ja*)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (*Oui*)

(Stemming/vote 9)

Bijgevolg is het amendement verworpen.
En conséquence, l'amendement est rejeté.

38 Geheel van het voorstel van resolutie over de herdenking van 100 jaar Eerste Wereldoorlog (1914-1918) (nieuw opschrift) (2582/5)

38 Ensemble de la proposition de résolution relative à la commémoration du centenaire de la Première Guerre mondiale (1914-1918) (nouvel intitulé) (2582/5)

Quelqu'un demande-t-il la parole pour une déclaration avant le vote? (*Non*)

Vraagt iemand het woord voor een stemverklaring? (*Nee*)

Begin van de stemming / Début du vote.

Heeft iedereen gestemd en zijn stem nagekeken? / Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote?

Einde van de stemming / Fin du vote.

Uitslag van de stemming / Résultat du vote.

(*Stemming/vote 10*)

Ja	91	Oui
Nee	38	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	12	Total
	9	

Bijgevolg neemt de Kamer het voorstel van resolutie aan. Het zal ter kennis van de regering worden gebracht. **(2582/6)**

En conséquence, la Chambre adopte la proposition de résolution. Il en sera donné connaissance au gouvernement. **(2582/6)**

39 Adoption de l'ordre du jour

39 Goedkeuring van de agenda

Nous devons nous prononcer sur le projet d'ordre du jour que vous propose la Conférence des présidents. Wij moeten ons thans uitspreken over de ontwerp-agenda die de Conferentie van voorzitters u voorstelt.

Pas d'observation? (*Non*) La proposition est adoptée.

Geen bezwaar? (*Nee*) Het voorstel is aangenomen.

De vergadering wordt gesloten. Volgende vergadering donderdag 14 maart 2013 om 14.15 uur.

La séance est levée. Prochaine séance le jeudi 14 mars 2013 à 14.15 heures.

De vergadering wordt gesloten om 19.47 uur.

La séance est levée à 19.47 heures.

L'annexe est reprise dans une brochure séparée, portant le numéro CRIV 53 PLEN 134 annexe.

De bijlage is opgenomen in een aparte brochure met nummer CRIV 53 PLEN 134 bijlage.

DETAIL DES VOTES NOMINATIFS**DETAIL VAN DE NAAMSTEMMINGEN**

Vote nominatif - Naamstemming: 001

Oui	080	Ja
-----	-----	----

Arens Joseph, Bacquelaine Daniel, Bastin Christophe, Battheu Sabien, Becq Sonja, Bonte Hans, Brotcorne Christian, Burgeon Colette, Caverenne Valérie, Clarinval David, Clerfayt Bernard, Collard Philippe, Dallemagne Georges, De Bue Valérie, De Croo Herman, de Donnea François-Xavier, Delizée Jean-Marc, De Potter Jenne, Deseyn Roel, Destrebecq Olivier, Detiège Maya, Devin Laurent, Devlies Carl, Dewael Patrick, Dierick Leen, Ducarme Denis, Emmery Isabelle, Fernandez Fernandez Julia, Flahaut André, Fonck Catherine, Frédéric André, Galant Jacqueline, Geerts David, George Joseph, Giet Thierry, Goffin Philippe, Gustin Luc, Henry Olivier, Jabour Mohammed, Jadin Kattrin, Kindermans Gerald, Lacroix Christophe, Lalieux Karine, Lambert Marie-Claire, Landuyt Renaat, Lanjri Nahima, Lutgen Benoît, Maingain Olivier, Marghem Marie-Christine, Mathot Alain, Mayeur Yvan, Meire Laurence, Mouton Rosaline, Musin Linda, Muylle Nathalie, Özen Özlem, Perpète André, Rutten Gwendolyn, Schiltz Willem-Frederik, Schyns Marie-Martine, Seminara Franco, Slegers Bercy, Somers Bart, Temmerman Karin, Terwingen Raf, Thiébaud Eric, Thiéry Damien, Tobback Bruno, Tuybens Bruno, Van Biesen Luk, Van Cauter Carina, Van den Bergh Jef, Van Gool Dominica, Van Grootenbrulle Bruno, Vanheste Ann, Van Quickenborne Vincent, Vanvelthoven Peter, Vienne Christiane, Waterschoot Kristof, Wierinck Godelieve

Non	048	Nee
-----	-----	-----

Almaci Meyrem, Annemans Gerolf, Balcaen Ronny, Boulet Juliette, Bracke Siegfried, Calvo y Castañer Kristof, Colen Alexandra, Coudyser Cathy, De Bont Rita, Dedecker Peter, Dedecker Jean Marie, Degroote Koenraad, De Man Filip, De Meulemeester Ingeborg, Demir Zuhail, Demol Elsa, De Vriendt Wouter, De Wit Sophie, D'haeseleer Guy, Dumery Daphné, Francken Theo, Genot Zoé, Gerkens Muriel, Gilkinet Georges, Goyvaerts Hagen, Grosemans Karolien, Jadot Eric, Jambon Jan, Logghe Peter, Louis Laurent, Luykx Peter, Maertens Bert, Ponthier Annick, Schoofs Bert, Smeyers Sarah, Uyttersprot Karel, Valkeniers Bruno, Vandeput Steven, Van Eetvelde Miranda, Van Esbroeck Jan, Van Hecke Stefaan, Van Moer Reinilde, Van Noppen Florentinus, Van Vaerenbergh Kristien, Veys Tanguy, Weyts Ben, Wollants Bert, Wouters Veerle

Abstentions	000	Onthoudingen
-------------	-----	--------------

Vote nominatif - Naamstemming: 002

Oui	092	Ja
-----	-----	----

Almaci Meyrem, Arens Joseph, Bacquelaine Daniel, Balcaen Ronny, Bastin Christophe, Battheu Sabien, Becq Sonja, Bonte Hans, Boulet Juliette, Brotcorne Christian, Burgeon Colette, Calvo y Castañer Kristof, Caverenne Valérie, Clarinval David, Clerfayt Bernard, Collard Philippe, Dallemagne Georges, De Bue Valérie, De Croo Herman, de Donnea François-Xavier, Delizée Jean-Marc, De Potter Jenne, Deseyn Roel, Destrebecq Olivier, Detiège Maya, Devin Laurent, Devlies Carl, De Vriendt Wouter, Dewael Patrick, Dierick Leen, Ducarme Denis, Emmery Isabelle, Fernandez Fernandez Julia, Flahaut André, Fonck Catherine, Frédéric André, Galant Jacqueline, Geerts David, Genot Zoé, George Joseph, Gerkens Muriel, Giet Thierry, Gilkinet Georges, Goffin Philippe, Gustin Luc, Henry Olivier, Jabour Mohammed, Jadin Kattrin, Jadot Eric, Kindermans Gerald, Lacroix Christophe, Lalieux Karine, Lambert Marie-Claire, Landuyt Renaat, Lanjri Nahima, Lutgen Benoît, Maingain Olivier, Marghem Marie-Christine, Mathot Alain, Mayeur Yvan, Meire Laurence, Mouton Rosaline, Musin Linda, Muylle Nathalie, Özen Özlem, Perpète André, Rutten Gwendolyn, Schiltz Willem-Frederik, Schyns Marie-Martine, Seminara Franco, Slegers Bercy, Somers Bart, Somers Ine, Temmerman Karin, Terwingen Raf, Thiébaut Eric, Thiéry Damien, Tobback Bruno, Tuybens Bruno, Van Biesen Luk, Van Cauter Carina, Van den Bergh Jef, Van Gool Dominica, Van Grootenbrulle Bruno, Van Hecke Stefaan, Vanheste Ann, Van Quickenborne Vincent, Vanvelthoven Peter, Vienne Christiane, Waterschoot Kristof, Wierinck Godelieve, Wilrycx Frank

Non	000	Nee
-----	-----	-----

Abstentions	038	Onthoudingen
-------------	-----	--------------

Annemans Gerolf, Bracke Siegfried, Colen Alexandra, Coudyser Cathy, De Bont Rita, Dedecker Peter, Dedecker Jean Marie, Degroote Koenraad, De Man Filip, De Meulemeester Ingeborg, Demir Zuhail, Demol Elsa, De Wit Sophie, D'haeseleer Guy, Dumery Daphné, Francken Theo, Goyvaerts Hagen, Grosemans Karolien, Jambon Jan, Logghe Peter, Louis Laurent, Luykx Peter, Maertens Bert, Ponthier Annick, Schoofs Bert, Smeyers Sarah, Uyttersprot Karel, Valkeniers Bruno, Vandeput Steven, Van Eetvelde Miranda, Van Esbroeck Jan, Van Moer Reinilde, Van Noppen Florentinus, Van Vaerenbergh Kristien, Veys Tanguy, Weyts Ben, Wollants Bert, Wouters Veerle

Vote nominatif - Naamstemming: 003

Oui	108	Ja
-----	-----	----

Arens Joseph, Bacquelaine Daniel, Bastin Christophe, Battheu Sabien, Becq Sonja, Bonte Hans, Bracke Siegfried, Brotcorne Christian, Burgeon Colette, Caverenne Valérie, Clarinval David, Clerfayt Bernard, Collard Philippe, Coudyser Cathy, Dallemagne Georges, De Bue Valérie, De Croo Herman, Dedecker Peter, Dedecker Jean Marie, de Donnea François-Xavier, Degroote

Koenraad, Delizée Jean-Marc, De Meulemeester Ingeborg, Demir Zuhail, Demol Elsa, De Potter Jenne, Deseyn Roel, Destrebecq Olivier, Detiège Maya, Devin Laurent, Devlies Carl, Dewael Patrick, De Wit Sophie, Dierick Leen, Ducarme Denis, Dumery Daphné, Emmery Isabelle, Fernandez Fernandez Julia, Flahaut André, Fonck Catherine, Francken Theo, Frédéric André, Galant Jacqueline, Geerts David, George Joseph, Giet Thierry, Goffin Philippe, Grosemans Karolien, Gustin Luc, Henry Olivier, Jabour Mohammed, Jadin Katrin, Jambon Jan, Kindermans Gerald, Lacroix Christophe, Lalieux Karine, Lambert Marie-Claire, Landuyt Renaat, Lanjri Nahima, Lutgen Benoît, Luyckx Peter, Maertens Bert, Maingain Olivier, Marghem Marie-Christine, Mathot Alain, Mayeur Yvan, Meire Laurence, Mouton Rosaline, Musin Linda, Muylle Nathalie, Özen Özlem, Perpète André, Rutten Gwendolyn, Schiltz Willem-Frederik, Schyns Marie-Martine, Seminara Franco, Slegers Bercy, Smeyers Sarah, Somers Bart, Somers Ine, Temmerman Karin, Terwingen Raf, Thiébaud Eric, Thiéry Damien, Tobback Bruno, Tuybens Bruno, Uyttensprot Karel, Van Biesen Luk, Van Cauter Carina, Van den Bergh Jef, Vandeput Steven, Van Eetvelde Miranda, Van Esbroeck Jan, Van Gool Dominica, Van Grootenbrulle Bruno, Vanheste Ann, Van Moer Reinilde, Van Noppen Florentinus, Van Quickenborne Vincent, Van Vaerenbergh Kristien, Vanvelthoven Peter, Vienne Christiane, Waterschoot Kristof, Weyts Ben, Wierinck Godelieve, Wilrycx Frank, Wollants Bert, Wouters Veerle

Non	001	Nee
-----	-----	-----

Louis Laurent

Abstentions	021	Onthoudingen
-------------	-----	--------------

Almaci Meyrem, Annemans Gerolf, Balcaen Ronny, Boulet Juliette, Calvo y Castañer Kristof, Colen Alexandra, De Bont Rita, De Man Filip, De Vriendt Wouter, D'haeseleer Guy, Genot Zoé, Gerkens Muriel, Gilkinet Georges, Goyvaerts Hagen, Jadot Eric, Logghe Peter, Ponthier Annick, Schoofs Bert, Valkeniers Bruno, Van Hecke Stefaan, Veys Tanguy

Vote nominatif - Naamstemming: 004

Oui	120	Ja
-----	-----	----

Annemans Gerolf, Arens Joseph, Bacquellaine Daniel, Bastin Christophe, Battheu Sabien, Becq Sonja, Bonte Hans, Bracke Siegfried, Brotcorne Christian, Burgeon Colette, Caverenne Valérie, Clarinval David, Clerfayt Bernard, Colen Alexandra, Collard Philippe, Coudyser Cathy, Dallemagne Georges, De Bont Rita, De Bue Valérie, De Croo Herman, Dedecker Peter, Dedecker Jean Marie, de Donnea François-Xavier, Degroote Koenraad, Delizée Jean-Marc, De Man Filip, De Meulemeester Ingeborg, Demir Zuhail, Demol Elsa, De Potter Jenne, Deseyn Roel, Destrebecq Olivier, Detiège Maya, Devin Laurent, Devlies Carl, Dewael Patrick, De Wit Sophie, D'haeseleer Guy, Dierick Leen, Ducarme Denis, Dumery Daphné, Emmery Isabelle, Fernandez Fernandez Julia, Flahaut André, Fonck Catherine, Francken Theo, Frédéric André, Galant Jacqueline, Geerts David, George Joseph, Giet Thierry, Goffin Philippe, Goyvaerts Hagen, Grosemans Karolien, Gustin Luc, Henry Olivier, Jabour Mohammed, Jadin Katrin, Jambon Jan, Kindermans Gerald, Lacroix

Christophe, Lalieux Karine, Lambert Marie-Claire, Landuyt Renaat, Lanjri Nahima, Logghe Peter, Louis Laurent, Lutgen Benoît, Luykx Peter, Maertens Bert, Maingain Olivier, Marghem Marie-Christine, Mathot Alain, Mayeur Yvan, Meire Laurence, Mouton Rosaline, Musin Linda, Muylle Nathalie, Özen Özlem, Perpète André, Ponthier Annick, Rutten Gwendolyn, Schiltz Willem-Frederik, Schoofs Bert, Schyns Marie-Martine, Seminara Franco, Slegers Bercy, Smeyers Sarah, Somers Bart, Somers Ine, Temmerman Karin, Terwingen Raf, Thiébaud Eric, Thiéry Damien, Tobback Bruno, Tuybens Bruno, Uyttersprot Karel, Valkeniers Bruno, Van Biesen Luk, Van Cauter Carina, Van den Bergh Jef, Vandeput Steven, Van Eetvelde Miranda, Van Esbroeck Jan, Van Gool Dominica, Van Grootenbrulle Bruno, Vanheste Ann, Van Moer Reinilde, Van Noppen Florentinus, Van Quickenborne Vincent, Van Vaerenbergh Kristien, Vanvelthoven Peter, Veys Tanguy, Vienne Christiane, Waterschoot Kristof, Weyts Ben, Wierinck Godelieve, Wilrycx Frank, Wollants Bert, Wouters Veerle

Non	000	Nee
-----	-----	-----

Abstentions	010	Onthoudingen
-------------	-----	--------------

Almaci Meyrem, Balcaen Ronny, Boulet Juliette, Calvo y Castañer Kristof, De Vriendt Wouter, Genot Zoé, Gerkens Muriel, Gilkinet Georges, Jadot Eric, Van Hecke Stefaan

Vote nominatif - Naamstemming: 005

Oui	129	Ja
-----	-----	----

Almaci Meyrem, Annemans Gerolf, Arens Joseph, Bacquelaïne Daniel, Balcaen Ronny, Bastin Christophe, Battheu Sabien, Becq Sonja, Bonte Hans, Boulet Juliette, Bracke Siegfried, Brotcorne Christian, Burgeon Colette, Calvo y Castañer Kristof, Caverenne Valérie, Clarinval David, Clerfayt Bernard, Colen Alexandra, Collard Philippe, Coudyser Cathy, Dallemagne Georges, De Bont Rita, De Bue Valérie, De Croo Herman, Dedecker Peter, Dedecker Jean Marie, de Donnea François-Xavier, Degroote Koenraad, Delizée Jean-Marc, De Man Filip, De Meulemeester Ingeborg, Demir Zuhail, Demol Elsa, De Potter Jenne, Deseyn Roel, Destrebecq Olivier, Detiège Maya, Devin Laurent, Devlies Carl, De Vriendt Wouter, Dewael Patrick, De Wit Sophie, D'haeseleer Guy, Dierick Leen, Ducarme Denis, Dumery Daphné, Emmery Isabelle, Fernandez Fernandez Julia, Flahaut André, Fonck Catherine, Francken Theo, Frédéric André, Galant Jacqueline, Geerts David, Genot Zoé, George Joseph, Gerkens Muriel, Giet Thierry, Gilkinet Georges, Goffin Philippe, Goyvaerts Hagen, Grosemans Karolien, Gustin Luc, Henry Olivier, Jabour Mohammed, Jadin Katrin, Jadot Eric, Jambon Jan, Kindermans Gerald, Lacroix Christophe, Lalieux Karine, Lambert Marie-Claire, Landuyt Renaat, Lanjri Nahima, Logghe Peter, Louis Laurent, Lutgen Benoît, Luykx Peter, Maertens Bert, Maingain Olivier, Marghem Marie-Christine, Mathot Alain, Mayeur Yvan, Meire Laurence, Mouton Rosaline, Musin Linda, Muylle Nathalie, Özen Özlem, Perpète André, Ponthier Annick, Rutten Gwendolyn, Schiltz Willem-Frederik, Schoofs Bert, Schyns Marie-Martine, Seminara Franco, Slegers Bercy, Smeyers Sarah, Somers Bart, Somers Ine, Temmerman

Karin, Terwingen Raf, Thiébaut Eric, Thiéry Damien, Tobback Bruno, Tuybens Bruno, Uyttersprot Karel, Valkeniers Bruno, Van Cauter Carina, Van den Bergh Jef, Vandeput Steven, Van Eetvelde Miranda, Van Esbroeck Jan, Van Gool Dominica, Van Grootenbrulle Bruno, Van Hecke Stefaan, Vanheste Ann, Van Moer Reinilde, Van Noppen Florentinus, Van Quickenborne Vincent, Van Vaerenbergh Kristien, Vanvelthoven Peter, Veys Tanguy, Vienne Christiane, Waterschoot Kristof, Weyts Ben, Wierinck Godelieve, Wilrycx Frank, Wollants Bert, Wouters Veerle

Non	000	Nee
-----	-----	-----

Abstentions	000	Onthoudingen
-------------	-----	--------------

Vote nominatif - Naamstemming: 006

Oui	129	Ja
-----	-----	----

Almaci Meyrem, Annemans Gerolf, Arens Joseph, Bacquelaïne Daniel, Balcaen Ronny, Bastin Christophe, Battheu Sabien, Becq Sonja, Bonte Hans, Boulet Juliette, Bracke Siegfried, Brotcorne Christian, Burgeon Colette, Calvo y Castañer Kristof, Caverenne Valérie, Clarinval David, Clerfayt Bernard, Colen Alexandra, Collard Philippe, Coudyser Cathy, Dallemagne Georges, De Bont Rita, De Bue Valérie, De Croo Herman, Dedecker Peter, Dedecker Jean Marie, de Donnea François-Xavier, Degroote Koenraad, Delizée Jean-Marc, De Man Filip, De Meulemeester Ingeborg, Demir Zuhail, Demol Elsa, De Potter Jenne, Deseyn Roel, Destrebecq Olivier, Detiège Maya, Devin Laurent, Devlies Carl, De Vriendt Wouter, Dewael Patrick, De Wit Sophie, D'haeseleer Guy, Dierick Leen, Ducarme Denis, Dumery Daphné, Emmery Isabelle, Fernandez Fernandez Julia, Flahaut André, Fonck Catherine, Francken Theo, Frédéric André, Galant Jacqueline, Geerts David, Genot Zoé, George Joseph, Gerkens Muriel, Giet Thierry, Gilkinet Georges, Goffin Philippe, Goyvaerts Hagen, Grosemans Karolien, Gustin Luc, Henry Olivier, Jabour Mohammed, Jadin Katrin, Jadot Eric, Jambon Jan, Kindermans Gerald, Lacroix Christophe, Lalieux Karine, Lambert Marie-Claire, Landuyt Renaat, Lanjri Nahima, Logghe Peter, Louis Laurent, Lutgen Benoît, Luyckx Peter, Maertens Bert, Maingain Olivier, Marghem Marie-Christine, Mathot Alain, Mayeur Yvan, Meire Laurence, Mouton Rosaline, Musin Linda, Özen Özlem, Perpète André, Ponthier Annick, Rutten Gwendolyn, Schiltz Willem-Frederik, Schoofs Bert, Schyns Marie-Martine, Seminara Franco, Slegers Bercy, Smeyers Sarah, Somers Bart, Somers Ine, Temmerman Karin, Terwingen Raf, Thiébaut Eric, Thiéry Damien, Tobback Bruno, Tuybens Bruno, Uyttersprot Karel, Valkeniers Bruno, Van Biesen Luk, Van Cauter Carina, Van den Bergh Jef, Vandeput Steven, Van Eetvelde Miranda, Van Esbroeck Jan, Van Gool Dominica, Van Grootenbrulle Bruno, Van Hecke Stefaan, Vanheste Ann, Van Moer Reinilde, Van Noppen Florentinus, Van Quickenborne Vincent, Van Vaerenbergh Kristien, Vanvelthoven Peter, Veys Tanguy, Vienne Christiane, Waterschoot Kristof, Weyts Ben, Wierinck Godelieve, Wilrycx Frank, Wollants Bert, Wouters Veerle

Non	000	Nee
-----	-----	-----

Abstentions	000	Onthoudingen
-------------	-----	--------------

Vote nominatif - Naamstemming: 007

Oui	130	Ja
-----	-----	----

Almaci Meyrem, Annemans Gerolf, Arens Joseph, Bacquelaine Daniel, Balcaen Ronny, Bastin Christophe, Battheu Sabien, Becq Sonja, Bonte Hans, Boulet Juliette, Bracke Siegfried, Brotcorne Christian, Burgeon Colette, Calvo y Castañer Kristof, Caverenne Valérie, Clarinval David, Clerfayt Bernard, Colen Alexandra, Collard Philippe, Coudyser Cathy, Dallemagne Georges, De Bont Rita, De Bue Valérie, De Croo Herman, Dedecker Peter, Dedecker Jean Marie, de Donnea François-Xavier, Degroote Koenraad, Delizée Jean-Marc, De Man Filip, De Meulemeester Ingeborg, Demir Zuhal, Demol Elsa, De Potter Jenne, Deseyn Roel, Destrebecq Olivier, Detiège Maya, Devin Laurent, Devlies Carl, De Vriendt Wouter, Dewael Patrick, De Wit Sophie, D'haeseleer Guy, Dierick Leen, Ducarme Denis, Dumery Daphné, Emmery Isabelle, Fernandez Fernandez Julia, Flahaut André, Fonck Catherine, Francken Theo, Frédéric André, Galant Jacqueline, Geerts David, Genot Zoé, George Joseph, Gerkens Muriel, Giet Thierry, Gilkinet Georges, Goffin Philippe, Goyvaerts Hagen, Grosemans Karolien, Gustin Luc, Henry Olivier, Jabour Mohammed, Jadin Katrin, Jadot Eric, Jambon Jan, Kindermans Gerald, Lacroix Christophe, Lalieux Karine, Lambert Marie-Claire, Landuyt Renaat, Lanjri Nahima, Logghe Peter, Louis Laurent, Lutgen Benoît, Luykx Peter, Maertens Bert, Maingain Olivier, Marghem Marie-Christine, Mathot Alain, Mayeur Yvan, Meire Laurence, Mouton Rosaline, Musin Linda, Muylle Nathalie, Özen Özlem, Perpète André, Ponthier Annick, Rutten Gwendolyn, Schiltz Willem-Frederik, Schoofs Bert, Schyns Marie-Martine, Seminara Franco, Slegers Bercy, Smeyers Sarah, Somers Bart, Somers Ine, Temmerman Karin, Terwingen Raf, Thiébaud Eric, Thiéry Damien, Tobback Bruno, Tuybens Bruno, Uyttersprot Karel, Valkeniers Bruno, Van Biesen Luk, Van Cauter Carina, Van den Bergh Jef, Vandeput Steven, Van Eetvelde Miranda, Van Esbroeck Jan, Van Gool Dominica, Van Grootenbrulle Bruno, Van Hecke Stefaan, Vanheste Ann, Van Moer Reinilde, Van Noppen Florentinus, Van Quickenborne Vincent, Van Vaerenbergh Kristien, Vanvelthoven Peter, Veys Tanguy, Vienne Christiane, Waterschoot Kristof, Weyts Ben, Wierinck Godelieve, Wilrycx Frank, Wollants Bert, Wouters Veerle

Non	000	Nee
-----	-----	-----

Abstentions	000	Onthoudingen
-------------	-----	--------------

Vote nominatif - Naamstemming: 008

Oui	129	Ja
-----	-----	----

Almaci Meyrem, Annemans Gerolf, Arens Joseph, Bacquelaine Daniel, Balcaen Ronny, Bastin Christophe, Battheu Sabien, Becq Sonja, Bonte Hans, Boulet Juliette, Bracke Siegfried, Brotcorne Christian, Burgeon Colette, Calvo y Castañer Kristof, Caverenne Valérie, Clarinval David, Colen Alexandra, Collard Philippe, Coudyser Cathy, Dallemagne Georges, De Bont Rita, De Bue Valérie, De Croo Herman, Dedecker Peter, Dedecker Jean Marie, de Donnea François-Xavier, Degroote Koenraad, Delizée Jean-Marc, De Man Filip, De Meulemeester Ingeborg, Demir Zuhail, Demol Elsa, De Potter Jenne, Deseyn Roel, Destrebecq Olivier, Detiège Maya, Devin Laurent, Devlies Carl, De Vriendt Wouter, Dewael Patrick, De Wit Sophie, D'haeseleer Guy, Dierick Leen, Ducarme Denis, Dumery Daphné, Emmery Isabelle, Fernandez Fernandez Julia, Flahaut André, Fonck Catherine, Francken Theo, Frédéric André, Galant Jacqueline, Geerts David, Genot Zoé, George Joseph, Gerkens Muriel, Giet Thierry, Gilkinet Georges, Goffin Philippe, Goyvaerts Hagen, Grosemans Karolien, Gustin Luc, Henry Olivier, Jabour Mohammed, Jadin Kattrin, Jadot Eric, Jambon Jan, Kindermans Gerald, Lacroix Christophe, Lalieux Karine, Lambert Marie-Claire, Landuyt Renaat, Lanjri Nahima, Logghe Peter, Louis Laurent, Lutgen Benoît, Luyckx Peter, Maertens Bert, Maingain Olivier, Marghem Marie-Christine, Mathot Alain, Mayeur Yvan, Meire Laurence, Mouton Rosaline, Musin Linda, Muylle Nathalie, Özen Özlem, Perpète André, Ponthier Annick, Rutten Gwendolyn, Schiltz Willem-Frederik, Schoofs Bert, Schyns Marie-Martine, Seminara Franco, Slegers Bercy, Smeyers Sarah, Somers Bart, Somers Ine, Temmerman Karin, Terwingen Raf, Thiébaud Eric, Thiéry Damien, Tobback Bruno, Tuybens Bruno, Uyttersprot Karel, Valkeniers Bruno, Van Biesen Luk, Van Cauter Carina, Van den Bergh Jef, Vandeput Steven, Van Eetvelde Miranda, Van Esbroeck Jan, Van Gool Dominica, Van Grootenbrulle Bruno, Van Hecke Stefaan, Vanheste Ann, Van Moer Reinilde, Van Noppen Florentinus, Van Quickenborne Vincent, Van Vaerenbergh Kristien, Vanvelthoven Peter, Veys Tanguy, Vienne Christiane, Waterschoot Kristof, Weyts Ben, Wierinck Godelieve, Wilrycx Frank, Wollants Bert, Wouters Veerle

Non	000	Nee
-----	-----	-----

Abstentions	000	Onthoudingen
-------------	-----	--------------

Vote nominatif - Naamstemming: 009

Oui	037	Ja
-----	-----	----

Annemans Gerolf, Bracke Siegfried, Colen Alexandra, Coudyser Cathy, De Bont Rita, Dedecker Peter, Dedecker Jean Marie, Degroote Koenraad, De Man Filip, De Meulemeester Ingeborg, Demir Zuhail, Demol Elsa, De Wit Sophie, D'haeseleer Guy, Dumery Daphné, Francken Theo, Goyvaerts Hagen, Grosemans Karolien, Jambon Jan, Logghe Peter, Luyckx Peter, Maertens Bert, Ponthier Annick, Schoofs Bert, Smeyers Sarah, Uyttersprot Karel, Valkeniers Bruno, Vandeput Steven, Van Eetvelde Miranda, Van Esbroeck Jan, Van Moer Reinilde, Van Noppen Florentinus, Van Vaerenbergh Kristien, Veys Tanguy, Weyts Ben, Wollants Bert, Wouters Veerle

Non	091	Nee
-----	-----	-----

Almaci Meyrem, Arens Joseph, Bacquelaine Daniel, Balcaen Ronny, Bastin Christophe, Battheu Sabien, Becq Sonja, Bonte Hans, Boulet Juliette, Brotcorne Christian, Burgeon Colette, Calvo y Castañer Kristof, Caverenne Valérie, Clarinval David, Collard Philippe, Dallemagne Georges, De Bue Valérie, De Croo Herman, de Donnea François-Xavier, Delizée Jean-Marc, De Potter Jenne, Deseyn Roel, Destrebecq Olivier, Detiège Maya, Devin Laurent, Devlies Carl, De Vriendt Wouter, Dewael Patrick, Dierick Leen, Ducarme Denis, Emmery Isabelle, Fernandez Fernandez Julia, Flahaut André, Fonck Catherine, Frédéric André, Galant Jacqueline, Geerts David, Genot Zoé, George Joseph, Gerkens Muriel, Giet Thierry, Gilkinet Georges, Goffin Philippe, Gustin Luc, Henry Olivier, Jabour Mohammed, Jadin Katrin, Jadot Eric, Kindermans Gerald, Lacroix Christophe, Lalieux Karine, Lambert Marie-Claire, Landuyt Renaat, Lanjri Nahima, Lutgen Benoît, Maingain Olivier, Marghem Marie-Christine, Mathot Alain, Mayeur Yvan, Meire Laurence, Mouton Rosaline, Musin Linda, Muylle Nathalie, Özen Özlem, Perpète André, Rutten Gwendolyn, Schiltz Willem-Frederik, Schyns Marie-Martine, Seminara Franco, Slegers Bercy, Somers Bart, Somers Ine, Temmerman Karin, Terwingen Raf, Thiébaud Eric, Thiéry Damien, Tobback Bruno, Tuybens Bruno, Van Biesen Luk, Van Cauter Carina, Van den Bergh Jef, Van Gool Dominica, Van Grootenbrulle Bruno, Van Hecke Stefaan, Vanheste Ann, Van Quickenborne Vincent, Vanvelthoven Peter, Vienne Christiane, Waterschoot Kristof, Wierinck Godelieve, Wilrycx Frank

Abstentions	001	Onthoudingen
-------------	-----	--------------

Louis Laurent

Vote nominatif - Naamstemming: 010

Oui	091	Ja
-----	-----	----

Almaci Meyrem, Arens Joseph, Bacquelaine Daniel, Balcaen Ronny, Bastin Christophe, Battheu Sabien, Becq Sonja, Bonte Hans, Boulet Juliette, Brotcorne Christian, Burgeon Colette, Calvo y

Castañer Kristof, Caverenne Valérie, Clarinval David, Collard Philippe, Dallemagne Georges, De Bue Valérie, De Croo Herman, de Donnea François-Xavier, Delizée Jean-Marc, De Potter Jenne, Deseyn Roel, Destrebecq Olivier, Detiège Maya, Devin Laurent, Devlies Carl, De Vriendt Wouter, Dewael Patrick, Dierick Leen, Ducarme Denis, Emmery Isabelle, Fernandez Fernandez Julia, Flahaut André, Fonck Catherine, Frédéric André, Galant Jacqueline, Geerts David, Genot Zoé, George Joseph, Gerkens Muriel, Giet Thierry, Gilkinet Georges, Goffin Philippe, Gustin Luc, Henry Olivier, Jabour Mohammed, Jadin Kattrin, Jadot Eric, Kindermans Gerald, Lacroix Christophe, Lalieux Karine, Lambert Marie-Claire, Landuyt Renaat, Lanjri Nahima, Lutgen Benoît, Maingain Olivier, Marghem Marie-Christine, Mathot Alain, Mayeur Yvan, Meire Laurence, Mouton Rosaline, Musin Linda, Muylle Nathalie, Özen Özlem, Perpète André, Rutten Gwendolyn, Schiltz Willem-Frederik, Schyns Marie-Martine, Seminara Franco, Slegers Bercy, Somers Bart, Somers Ine, Temmerman Karin, Terwingen Raf, Thiébaud Eric, Thiéry Damien, Tobback Bruno, Tuybens Bruno, Van Biesen Luk, Van Cauter Carina, Van den Bergh Jef, Van Gool Dominica, Van Grootenbrulle Bruno, Van Hecke Stefaan, Vanheste Ann, Van Quickenborne Vincent, Vanvelthoven Peter, Vienne Christiane, Waterschoot Kristof, Wierinck Godelieve, Wilrycx Frank

Non	038	Nee
-----	-----	-----

Annemans Gerolf, Bracke Siegfried, Colen Alexandra, Coudyser Cathy, De Bont Rita, Dedecker Peter, Dedecker Jean Marie, Degroote Koenraad, De Man Filip, De Meulemeester Ingeborg, Demir Zuhail, Demol Elsa, De Wit Sophie, D'haeseleer Guy, Dumery Daphné, Francken Theo, Goyvaerts Hagen, Grosemans Karolien, Jambon Jan, Logghe Peter, Louis Laurent, Luykx Peter, Maertens Bert, Ponthier Annick, Schoofs Bert, Smeyers Sarah, Uyttersprot Karel, Valkeniers Bruno, Vandeput Steven, Van Eetvelde Miranda, Van Esbroeck Jan, Van Moer Reinilde, Van Noppen Florentinus, Van Vaerenbergh Kristien, Veys Tanguy, Weyts Ben, Wollants Bert, Wouters Veerle

Abstentions	000	Onthoudingen
-------------	-----	--------------